

SYLVAIN GAUTHIER

COVID-1984

**COMMENT UNE CRISE MONDIALE LIBERTICIDE
FRACTIONNA LE QUÉBEC**

L'Inter Dit

COVID-1984

COMMENT UNE CRISE MONDIALE LIBERTICIDE
FRACTIONNA LE QUÉBEC

SYLVAIN GAUTHIER

COVID-1984

COMMENT UNE CRISE MONDIALE LIBERTICIDE
FRACTIONNA LE QUÉBEC

L'Inter Dit

La préparation et la publication de cet essai n'ont bénéficié d'aucun soutien financier ou autre de la part des instances gouvernementales.

DU MÊME AUTEUR

L'Occident dans la soupe chaude, 2017

Conception, recherche et écriture : Sylvain Gauthier

Graphisme et mise en pages : Michel Légaré

Couverture : Michel Légaré

Impression : Bouquinbec

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives Canada, 2020

ISBN papier 978-2-9816754-1-5

ISBN numérique 978-2-9816754-2-2

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés.

© Sylvain Gauthier et L'inter Dit

En ces temps d'impature universelle,
dire la vérité est un acte révolutionnaire.

ORWELL, 1984

À la jeunesse canadienne-française

PRÉFACE

C'est une banalité que d'affirmer que le monde connaît des chamboulements rapides et inusités. Cette platitude a probablement déjà été énoncée par toutes les générations qui ont peuplé la terre au cours de l'Histoire. L'Histoire regorge d'imprévus, de bouleversements, de révolutions, de crises.

La génération de l'essayiste Sylvain Gauthier n'a pas connu de grandes guerres et n'a pas non plus connu de révolutions et pourtant, le monde a changé à un rythme affolant au cours des dernières décennies. Si aucun de ces changements n'a eu l'aspect spectaculaire de ceux du siècle dernier, ils sont des plus profonds et touchent tous les aspects de la vie.

Il faut revenir quarante ans en arrière pour constater les changements sociétaux, démographiques, politiques et technologiques qui se sont opérés. Il y a mille fois plus de différences entre le monde actuel et celui des années 1980 qu'entre celui de 1980 et de 1940.

Et il n'est pas ici question de changements superficiels comme la mode ou la puissance des voitures.

Le cinéaste Alfred Hitchcock, mort en 1980, aurait bien de la misère à croire que quelques décennies plus tard tous les citoyens se seraient proménés avec des écrans desquels ils ne pouvaient se départir. Il aurait été étonné de savoir que deux hommes peuvent se marier, avoir des enfants et fonder une famille. Il aurait été abasourdi d'apprendre qu'il serait un jour criminel d'appeler un garçon, garçon, car celui-ci

pourrait être une fille. Il aurait été perplexe en apprenant que son pays, qui avait colonisé le monde, serait un jour inversement colonisé et que dans de nombreuses villes, les Britanniques seraient devenus une minorité plutôt craintive. Il aurait été sidéré en sachant que les Occidentaux, qui avaient combattu au nom de la liberté durant de nombreuses guerres, auraient été enclin à sacrifier celle-ci à la première éclosion de maladie.

Ces changements étaient imprévisibles.

En fait, en 1949, l'un de ses compatriotes, George Orwell, s'était évertué à imaginer un monde du futur en tentant de prédire une société qui serait gérée par les socialistes – à la sauce stalinienne – se basant sur des technologies du futur. C'était son roman 1984, une œuvre en certains points prophétiques. Mais cette dystopie, qu'on qualifiait de cauchemar, ressemble plutôt à un conte pour enfants tant la réalité a dépassé la fiction.

Depuis déjà des années des processus de contrôle se mettent en place au sein des sociétés occidentales. Caméras partout, surveillance des appareils mobiles, flicage des réseaux sociaux, dénonciations des mal-pensants et cette fameuse ingénierie sociale qui module les réactions populaires. On croyait vivre 1984, et pourtant, la crise du coronavirus et sa gestion calamiteuse nous ont démontré que ce n'était rien, seulement les prémisses d'un monde hautement plus totalitaire.

Le coronavirus amena d'abord et avant tout la peur. Tout comme le H1N1 auparavant, tout comme le SRAS, la grippe aviaire, la grippe porcine et ces fameuses épidémies qu'on disait qu'elles allaient décimer la population mondiale.

Grâce à cette peur, mauvaise conseillère, les gouvernements occidentaux, du moins la plupart, imposèrent des mesures dites sanitaires qui dépassent l'entendement.

Les populations furent assignées à la prison à domicile, une peine qu'on réserve habituellement aux criminels de droit commun. Les commerces furent fermés; pas tous, les géantes multinationales purent rester ouvertes. Les contacts entre humains furent limités. Des termes comme « distanciation sociale » firent leur apparition et vinrent accélérer la déshumanisation des rapports sociaux, déjà mis à mal par leur numérisation. Et le traçage des individus via leurs écrans devint généralisé. Puis, alors que le nombre des décès diminuait, on imposait le masque pour tous,

un symbole fort, mais surtout si l'on se fie à certains scientifiques, un fort mauvais bouclier contre le virus.

Et le peuple, sidéré, accepta sans broncher, prenant même la peine de vérifier ce que son voisin faisait, question de le dénoncer en cas de non-respect des nouvelles normes.

Une telle union, une telle unité derrière le gouvernement n'est habituellement possible qu'en temps de guerre, où l'on parvient aussi à imposer diverses mesures liberticides au nom de l'effort de guerre.

Mais, nous vivons dans un monde où chacun est bon par nature et les guerres ne cadrent plus avec cette nouvelle vision dominante.

Alors quelle aubaine que ce virus qui nous permet après « la guerre au terrorisme », « la guerre à la drogue », « la guerre à la pauvreté » de lancer une guerre contre un virus, aussi impalpable qu'invisible. « Tous contre un » dans cette guerre, martèlent martialement les gouvernements. Et impossible de choquer personne en stigmatisant un ennemi réel : le virus ne fait pas partie de ces privilégiés à être défendus par une association ou un lobby. C'est l'ennemi parfait : impalpable, invisible et surtout il est possible de le dénoncer sans heurter les sensibilités de personne.

Au nom de cette guerre, le peuple accepte de la boucler, de s'enfermer, de cesser de vivre, de couper les ponts, de se faire suivre pas à pas, de se faire épier par ses voisins.

Mais certains commencent à se questionner. Les manifestations contre le masque sont le résultat de ces interrogations. Covid-19 en est la synthèse.

Sylvain Gauthier fait partie des courageux. Il a le courage de penser, ce qui est rare, mais aussi de s'exprimer publiquement, ce qui est encore plus rare vu la haine qu'on déchaîne contre quiconque l'ouvre en public; l'actrice Lucie Laurier vous le confirmera.

Pour éviter de devenir des martyrs, les gens s'autocensurent constamment. On tient en privé un discours différent de celui qu'on tient en public. C'est la tare que le diplomate croate Tomislav Sunic impute à l'homme occidental.

Sylvain Gauthier a trop à cœur la vérité pour se cantonner dans cette position de soumission.

On ne le suivra pas nécessairement dans toutes ses réflexions, notamment sur Trump dont le bilan nationaliste est à mon sens beaucoup plus mitigé qu'il ne le prétend. Mais justement, il n'espère pas être un nouveau gourou qui imposerait à ses disciples sa vision des choses, à l'image de ceux qui façonnent aujourd'hui l'opinion publique et imposent cette pensée unique dont on ne peut diverger d'un iota. Il a foi en l'intelligence de ses lecteurs.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il pose de nombreuses questions dans son essai. Ce n'est pas parce qu'il serait perdu ou confus, mais pour interroger le lecteur, susciter des réflexions. Il présente des faits, dresse une liste de questions, mais n'impose pas la conclusion, confiant en notre intelligence.

On appréciera aussi un langage clair, parfois coloré, qui est à des lieues de ce que l'on entend sur les tribunes politiques où l'on ne parle plus le français, mais cette langue de bois que personne ne comprend. Gauthier refuse le langage des bien-pensants, sa fadeur et son vide sidéral, et il refuse aussi les balises de la rectitude politique : il dit ce qu'il pense et n'arrête pas ses réflexions aux seuils fixés par les bien-pensants.

La limite qu'il se donne est la vérité, sans fard, sans emballage, toute nue.

Certains vont lui lancer des pierres pour oser dire que le roi est nu, mais, il n'y a pire aveugle que celui qui refuse de voir.

Rémi Tremblay, rédacteur en chef du magazine québécois *Le Harfang* et correspondant canadien pour *Présent* et *Eurolibertés*

INTRODUCTION

1984 n'est pas qu'une année dans le cycle de l'histoire humaine. C'est aussi le titre d'un roman d'anticipation qui glace le sang. Son auteur George Orwell a su attirer l'attention par un récit futuriste qui encore aujourd'hui, fait parler de lui. Orwell, par son talent et son impact indéniable, révolutionna le genre littéraire. Son nom résonne partout et sert fréquemment d'adjectif pour décrire la déchéance de la société actuelle. Une société occidentale en plein délire gauchiste qui semble, de jour en jour, mener à une société « orwellienne », c'est-à-dire inspirée des régimes communistes de l'époque. Le régime stalinien est sans doute celui qui s'en rapprochait le plus. 1984 présente un univers en perdition, en déroute totale, dirigé par Big Brother, figure métaphorique d'un État policier et totalitaire. Puisque Orwell écrivit son œuvre à la fin des années 1940 et que l'action se déroule en 1984, l'auteur dessina sa propre conception de la technologie du futur. Un hymne à la science-fiction. Orwell, lui-même de gauche, voulut par cette épopée fictive avertir ses contemporains des dangers de l'autoritarisme et que le radicalisme de la gauche pouvait mener à la catastrophe. Le 1984 imaginé par Orwell est d'actualité. Plus que jamais. Si la guerre froide sévissait dans le vrai 1984, son univers terrifiant a pris une trentaine d'années avant de vraiment prendre forme. La comparaison peut sembler boiteuse puisque plusieurs prévisions du livre sont, sous la loupe moderne, inexactes et mêmes loufoques. Mais l'esprit du récit, celui d'un monde kidnappé par

un petit groupe aveuglé par le pouvoir et qui pour le garder use de mille et une stratégies, cadre parfaitement avec le destin actuel de la Civilisation occidentale : propagande du régime, mensonges, révisionnisme historique, géolocalisation, bouc émissaires voués à la haine du régime, langue modifiée (novlangue), abrutissement de l'esprit – c'est la domination d'une gauche régressive sur une droite nationaliste à rééduquer. Si « l'ignorance est une force » citation célèbre tirée du livre, la société du 21^e siècle est le 1984 d'Orwell. L'exercice du réel peut être troublant.

* * *

L'année 2020 aura été fertile en émotions. La crise de la COVID-19 suscita bien des inquiétudes. Le virus semblait être, selon toute vraisemblance, virulent et tueur. Les autorités agirent promptement et rassurèrent une population troublée. Un confinement d'abord légitime, puis abusif, s'ensuivit. Les médias traditionnels profitèrent de l'occasion pour reconquérir un public devenu depuis quelques années distant. L'angoisse populaire s'accrut au fur et à mesure qu'ils évoquaient le virus. Ils en parlèrent de manière continue, allant d'un décompte à la minute près du nombre de morts, en passant par des images chocs. Un ton alarmiste qui annonçait la fin du monde. Les politiciens occidentaux, dans une panique rarement égalée, s'en remirent à des spécialistes en santé publique pour qui l'heure de gloire sonna. La confusion régna longtemps. L'économie mondiale fut lourdement touchée, affectant une société occidentale privée de ses libertés fondamentales. Qu'avons-nous fait pour en arriver là ? Qui ont été les responsables de ces bouleversements ? Qui blâmer ? Qui pointer du doigt ? Pourquoi certains pays s'en tirèrent mieux que les autres ? Les questions se multiplient. Ne faudrait-il pas des réponses ? Ou certaines indications du moins ? Les autorités et les politiciens restèrent muets. Les médias traditionnels semèrent de fausses pistes. La population de la planète entière, ou presque, ressemblait soudainement à des zombies ou des spectres sans âme, sans intelligence. Peu remuaient leurs méninges. Quelques internautes cherchèrent néanmoins des réponses. Les médias alternatifs ou indépendants prirent de l'importance. De nouvelles sources d'information apparaissaient.

Le Québec et le Canada n'ont pas été épargnés par ce chaos qui marquera longtemps l'imaginaire collectif. L'année 2020 sera un pivot pour l'avenir de la Civilisation occidentale. Elle s'enlisera peut-être davantage, elle qui depuis le nouveau millénaire, décline progressivement, en marge d'une ère de multiculturalisme et de rectitude politique. Ou elle renouera peut-être plutôt avec sa fierté d'antan et renouvellera son identité historique. Les pays feront tous un retour en arrière pour comprendre les causes de la crise covidienne et pour en réduire les conséquences. Chaque gouvernement aura des défis à relever. Des actions particulières seront prises. Il y aura des divergences mais en bout de piste, les décisions de l'un entraîneront des impacts sur les autres. Vice et versa. Une France qui garderait ses frontières ouvertes ou qui poursuivrait son avancée mondialiste inciterait possiblement ses voisins européens à faire de même. Elle créerait aussi évidemment une pression dramatique sur les autres pays puisque des milliers de migrants, voyant une lueur apparaître, franchiront mers et terres pour gagner une France déjà lourdement multiculturelle.

Lors d'une crise importante, la vraie nature des individus prend le dessus. Il en est de même pour celui des institutions et des gouvernements. Le Québec échoua le test lamentablement; non pas sa population, qui fut admirable et attentive, ni même son territoire, sa langue, son histoire, sa vitalité, sa richesse culturelle. Les Québécois doivent rester debout. La majorité historique québécoise, ces descendants des colons de la Nouvelle-France et des familles souches, nous, les Canadiens-français, race menacée par le torrent mondialiste, n'avons pas à avoir honte. La patrie reste là, sous notre nez. Mais elle souffre. Elle est fragile. Que faire pour la protéger et lui redonner du mordant ? Des réponses dépendront notre survie. L'une d'elle est pourtant si simple : faire table rase de nos élites. Des élites à la solde du mondialisme qui portent en elles une haine pour le nationalisme, notre drapeau fleurdelisé et le Québec d'autrefois. Que la population québécoise francophone, celle qui a toujours été là dans les luttes importantes, se rassemble et prenne les rênes de la nation. Qu'elle se débarrasse des traîtres qui la gouvernent et des élites sermonneuses qui percent notre quotidien. Les vrais héros de notre patrie ont rarement été les hommes politiques. Oui, il y eut de grands hommes libérateurs

de peuple : les Papineau, Mercier et Lévesque. Mais il y eut surtout un peuple qui ensemble, sut pallier la faiblesse de ses politiciens et au radicalisme de ses institutions. Nos décideurs se définissent en premier lieu comme étant des artisans d'une joute partisane politique et d'une mentalité carriériste, tous deux moteurs d'un laisser-aller patriotique qui se perçoit maintenant comme jamais. Puis des institutions entichées de pouvoir, de victoires idéologiques et de gains corporatifs professèrent pour la mise en place d'une pensée unique incontestable. Ce sont eux, qui, en véritables ennemis de peuple, ouvrirent la porte au multiculturalisme, à l'immigration de masse, à la destruction de nos symboles, de notre patrimoine, de notre identité collective. Les élus, la fonction publique, les artistes, les Universités et les médias traditionnels sont tous coupables de négligence criminelle envers le peuple et la nation.

Si la nation québécoise se meurt, elle le doit à ses élites intellectuellement corrompues et à ses politiciens inaptes et lamentables. Une révolution s'impose. Une à l'opposé de celle qui se voulait tranquille mais qui, par un vent progressiste, ravagea le noyau collectif québécois. Différente aussi évidemment de celles qui propulsèrent les régimes communistes. Une révolution patriotique, sans les armes, il va sans dire, mais qui inversera les rôles en redonnant la parole au peuple et qui permettra à notre patrie de déployer à nouveau ses ailes. Car cette patrie batailla tant de fois. Cette patrie, c'est le Québec francophone, c'est aussi le Canada français d'un océan à l'autre. Nos frères et sœurs acadiens, ontariens ou manitobains qui eux aussi voulurent garder cet esprit français et catholique. Une culture française classique à éloigner d'une mondialisation sauvage et d'une américanisation accélérée. Le gouvernement québécois restera le navire amiral de la francophonie canadienne. Cet État français qui, sans être encore, hélas, totalement souverain, a devant lui des responsabilités importantes : sauver la patrie de la noyade, faire respecter le fait français partout en Amérique, ne plus laisser quiconque brimer nos droits, nos rêves, notre histoire. Mais cet État est en train de se gangréner de bien des manières. Il s'enfonce dans la médiocrité, se détourne du peuple, est infesté par la bien-pensance gauchiste. Il ne conduit pas le peuple québécois là où il le mérite : sur un sol libre, indépendant et fier.

Il est atteint idéologiquement par des années d'embourgeoisement, de propagande gauchiste multiculturaliste, de paresse et de nonchalance. Son cœur est usé, à l'agonie presque; son âme a pris une tournure dramatique, elle qui regorgeait d'une prestance française, d'un respect pour ses bâtisseurs. Une âme autrefois orgueilleuse pour sa race et pour sa culture importée d'une mère-patrie française que nous chérissons toujours; une âme vivante qui a su composer sa propre identité et sur laquelle reposait cette fraternité mythique entre compatriotes solidaires. Mais la nullité bureaucratique et élitique des dernières années a creusé une crevasse bien profonde. Le nationalisme québécois y est enfoui. De courageux patriotes veulent raviver une flamme nationaliste qui étincelle encore, mais faiblement. Il y a de l'espoir. Beaucoup d'espoir puisque ce peuple isolé d'Amérique a les ressources nécessaires en lui, dans sa mémoire, dans sa pensée, dans sa poitrine, dans son sang, pour qu'enfin rejaillissent à nouveau l'ardeur patriotique et l'amour filial d'un peuple établi ici depuis plus de quatre cents ans. Une estime de soi écorchée qui ne demande qu'à être revigorée.

La crise du coronavirus résuma à elle seule les forces et faiblesses du Québec actuel. Un certain président à la chevelure orangée disait, il n'y a pas si longtemps, que son pays se devait de nettoyer un marais infecté par la corruption et l'establishment. Le Québec doit imiter cette attitude quelque peu belliqueuse mais porteuse d'un signal puissant. Les jours des élites québécoises sont, espérons-le, comptés. Les politiciens, les syndicats, l'appareil gouvernemental, les artistes et tout particulièrement les médias traditionnels, doivent être descendus de leur piédestal et placés face au tribunal populaire.

CHAPITRE PREMIER : DE LA MERDE EN DIFFUSION CONTINUE

Imaginons une situation fictive :

Sylvain est un vilain auteur de la droite nationaliste qui fait régulièrement les manchettes. Les médias aiment le critiquer et rire de lui puisqu'il ose sortir du narratif reconnu. Il doit être ridiculisé. Il doit perdre toute crédibilité vis à vis la population. Il ne doit plus sévir et doit disparaître publiquement. Il risque d'influencer plusieurs personnes avec ses idées saugrenues.

Réalité :

Sylvain dit à un ami : « J'ai beaucoup aimé ce documentaire qui retraçait la vie d'Adolf Hitler. Quel homme odieux! »

Ce que l'on retrouvera dans les médias traditionnels :

« Sylvain aime Adolf Hitler. C'est odieux. »

Cette situation est évidemment une caricature mais c'est dans un contexte semblable que se retrouvent, aujourd'hui, les nationalistes québécois et de partout en Occident. Le cas de Donald Trump est particulièrement intéressant et évocateur d'un biais médiatique présent

dans l'espace public depuis quelques décennies et qui prend ses origines dans le multiculturalisme moderne, concept assez récent dans l'histoire humaine. Trump est-il donc un idiot ? Ou un fou furieux ? Un raciste ? L'homme semble destiné à être dénigré par les élites. Le mérite-t-il vraiment ? À vous de voir. Faites vos propres recherches. Regardez les deux côtés de la médaille. Mais évitez tout contact assidu et durable avec les médias traditionnels. Ils sont corrosifs et méchants. La malhonnêteté réincarnée. Les exemples se comptent par centaines. Par où commencer ? Allons-y par l'un des prétendus scandales trumpistes, celui du désinfectant à s'injecter pour se prémunir ou guérir du coronavirus. Par les propos entendus sur les diverses tribunes médiatiques, Trump venait, comme à l'habitude diront ses détracteurs, de gaffer. Un hurluberlu écervelé qui gouverne le pays le plus puissant au monde. Qui se présente devant son peuple en lui prescrivant les pires folies, en lui insufflant un lot de stupidités. Les médias traditionnels avaient-ils, cette fois-ci, raison ? Une autre controverse qui sans surprise allait se dégonfler rapidement. L'exagération médiatique à l'œuvre. Sans aucun doute, aux premiers abords, les commentaires de Trump portaient à confusion et à ricanement. Il semblait que oui, hélas, il avait totalement perdu la carte. Qu'il avait déraillé. Qu'il l'avait « échappé solide » en jargon québécois. Comme il faut en tout temps se méfier des médias traditionnels, une lecture attentive de la transcription officielle de la Maison-Blanche puis une écoute de la vidéo diffusant la conférence de presse présidentielle s'imposaient. Sans oublier l'examen de quelques articles ici et là à travers la stratosphère Web. Un résultat se dessinait : il y avait un contexte aux propos de Trump... et de la manipulation médiatique.

Trump se fait l'interprète, d'une certaine manière, du peuple états-unien. Et même celui de tout nationaliste. Il représente le patriotisme. Avec ce président, les rêves mondialistes de la gauche partirent progressivement en fumée. Le peuple réfléchissait et retrouvait son amour-propre. Les médias traditionnels paniquèrent. De candidat inoffensif à la chefferie républicaine, son discours rafraîchissant et peu orthodoxe en cette ère de rectitude politique a plu au citoyen moyen qui en a fait un homme politique incontournable. Les médias eurent un choc par la

force de son message et en firent dès lors leur ennemi. Ils perdirent brusquement leur puissance et influence devant cette montée populiste. La dignité qui a depuis toujours accompagné le travail des médias s'est évanouie, s'est éteinte, en quelques années seulement, par le lot incessant d'attaques perverses, personnelles et haineuses à l'attention de leurs opposants idéologiques. Trump, le porte-étendard du nationalisme, était une cible idéale. Tout comme, à un degré moindre, les autres politiciens nationalistes à la sauce Bolsonaro, Johnson et Le Pen. Les médias traditionnels occidentaux sont politisés comme jamais. Les médias québécois et canadiens le sont tout autant y joignant, en prime, une forte dépendance financière à l'État. Un spectacle navrant. Critiquer les gouvernements, leurs protecteurs, devient pour eux un jeu risqué et suicidaire. Ces marionnettes ou valets nouveaux genres sont de plus guidés par un instinct guerrier. Ils intimident et répandent la haine pour survivre en tant qu'institution publique mais aussi pour installer leur agenda idéologique. Leur manque de rigueur intellectuelle est palpable et regrettable. Des médias qui se refusent à tout débat. La crise du coronavirus a rajouté un chapitre complet au livre racontant l'histoire du biais journalistique. Le gouvernement québécois pu agir en toute liberté puisque les médias traditionnels ne l'ont jamais réellement testé. Les points de presse quotidiens donnés par François Legault et son équipe tournaient au ridicule. Des questions bêtes, sans saveur, dans un environnement convivial et complice. Il flottait un nuage d'escroquerie. Un plan orchestré pour décourager la population. Un climat de peur s'installait. Les médias traditionnels souhaitaient un confinement covidien prolongé.

« “Big Brother de 1984 de Orwell, il est chez nous, il est arrivé.” La crise du COVID-19 fait craindre au lieutenant-gouverneur du Québec, Michel Doyon, des abus de pouvoir des gouvernements et des forces de l'ordre [...] “Le jour où tous les gens pensent pareil, c'est là que la démocratie devient en danger, estime le lieutenant-gouverneur du Québec”. »

Les inquiétudes du lieutenant-gouverneur se justifiaient. L'interventionnisme étatique était, déjà bien avant l'imposition du confinement, une mode nullement passagère. Le visage du gouvernement se pointait partout. Nous n'y échappions pas. Du progressisme à l'infini. Les commen-

taires quelque peu surprenants de Doyon ont révélé un homme honnête, éveillé et vif d'esprit. Titulaire d'un poste symbolique plus ou moins archaïque, son œil critique tomba à point. Une personnalité publique de son calibre qui dénonçait enfin l'État policier mis en place. Le gouvernement Legault détenait dès le début de la crise les pleins pouvoirs. Trop de pouvoirs sur un seul parti. Une CAQ qui perdit de son innocence. Les partis d'opposition se sont effacés, erreur stratégique et démocratique, puisque leur travail de chien de garde s'avéra alors presque nul. Même constat du côté médiatique. Le Directeur national de la santé publique du Québec, le Dr Horacio Arruda, nouvelle coqueluche québécoise, en mena aussi très large durant la crise. La situation a été longuement intenable. Les Québécois prisonniers et assignés à résidence. Une urgence sanitaire ne devrait pas être un prétexte pour suspendre nos droits les plus fondamentaux. Le déni de la liberté d'enseignement, la liberté de réunion, la liberté du commerce, le droit de travailler, la liberté de mouvement. Nos libertés les plus sacrées écartées. Un confinement abusif liberticide et antidémocratique. Car assurément, un tel confinement généralisé, basé sur une manipulation statistique et les directives d'une Organisation mondiale de la santé (OMS) délinquante, était excessif. Doyon l'avait compris. Une situation inédite en temps de paix. Nous pourrions débattre longtemps sur l'efficacité, au plan scientifique, des mesures prises par les autorités. Mais il est à tout le moins inquiétant de constater que des États dits démocratiques ont, sans hésiter, opté pour les méthodes les plus extrêmes alors que d'autres alternatives moins radicales existaient. En temps normal, l'abandon même d'une seule liberté aurait dû provoquer une vague d'indignation et une levée de boucliers. Il a suffi qu'à tort ou à raison, des États brandissent un argument d'ordre sanitaire pour que tous s'inclinent. Pour que les citoyens se comportent comme de bons petits soldats. L'opinion publique n'a cessé de soutenir les mesures les plus strictes, allant parfois même dans la surenchère. C'est la peur qui a déclenché cette hystérie collective. Une peur alimentée volontairement par nos décideurs et leurs compagnons de route médiatiques.

Ce confinement longue durée était-il un prélude pour la suite des choses ? Donnait-il le ton pour l'avenir du Québec et celui de la Civilisa-

tion occidentale ? Les États, nous le savons tous, profitent de la moindre occasion pour accroître leurs pouvoirs dans une société que l'on peine à qualifier encore de libérale. Ils s'arrogent des pouvoirs considérables. Il y a eu là, à n'en pas douter, pendant la crise covidienne, un terrain fertile pour l'instauration de régimes autoritaires. Devrait-on s'alarmer du fait que les citoyens ont préféré l'oppression à la défense de leurs libertés ? Car certaines libertés perdues pendant la crise ne réapparaîtront pas. Rappelons-nous que le déconfinement s'est déroulé très lentement, un petit pas à la fois, dans une prudence ridicule, conditionnel au respect de règles arbitraires; tandis que le confinement fut lui instantané et immédiat. La société occidentale a été placée sous les verrous gouvernementaux. Cette sensation de pouvoir et de contrôle absolu suscitée par la crise, combinée à la docilité citoyenne, peut rapidement mener à de bien mauvaises choses.

Un contre-pouvoir est, ici comme ailleurs, un incontournable indispensable. Au Québec, les médias traditionnels et l'opposition politique ont été de connivence avec le gouvernement. Ils se sont lamentablement cachés ou ont tout simplement glissé sous de faux habits; ils ont failli à leur tâche. Leur absence, leur incompétence, leur inutilité et leur futilité marquèrent les annales. Le lieutenant-gouverneur aurait pu, par défaut, prendre en charge cette responsabilité et amener les autorités à réfléchir à l'abus de leurs politiques sanitaires. Son rôle, maintenant symbolique, n'est cependant, moralement et éthiquement, que très limité; défaire une décision gouvernementale, quoique autorisé constitutionnellement, ne constitue plus une option valable. Désavouer une loi ou un décret déchaînerait l'opinion publique. Un non-élu agissant de la sorte défierait la démocratie. C'est aujourd'hui irréaliste. Les mœurs politiques évoluent avec le temps. La fin du 19^e siècle vit deux premiers ministres de grand calibre, de Boucherville et Mercier, démis de leur fonction par des lieutenant-gouverneurs partisans et effrontés. Ces gestes d'éclats controversés mirent le Québec en émoi. Déjà à cette époque, l'intervention politique d'une telle ampleur dérangeait et remettait en cause les principes parlementaires. Les générations passèrent et cette attitude franchit un point de non-retour. Jamais plus ces revirements

historiques perpétrés par des hommes nommés non élus démocratiquement, n'allaient se reproduire. Un lieutenant-gouverneur devenait une simple figure protocolaire. Au mieux un clin d'œil sympathique au passé. L'arrivée du coronavirus aurait pu modifier cette convention. Par l'autoritarisme du tandem Legault-Arruda, le lieutenant-gouverneur québécois disposait d'une autorité morale pour se voir investir d'une nouvelle mission, celle de protéger le peuple. Un contraste, en quelque sorte, avec l'insignifiance de son rôle actuel ou de son invisibilité habituelle. En période de crise sanitaire, tout comme en période de guerre, les gouvernements s'allouent habituellement des pouvoirs presque illimités. Un scénario qui était raisonnable aux premiers balbutiements du virus. L'État devait prendre action et réagir. La population le demandait et l'exigeait. Mais pouvions-nous sérieusement, en tant qu'honnêtes citoyens, tolérer pendant plusieurs mois une pareille mainmise sur nos libertés ? Sur notre économie ? Sur chacun de nos mouvements ? Par moment, toute proportion gardée, une atmosphère communiste se développait. Une impression ressentie à la vue de ces longues files d'attentes, où, à l'extérieur, des dizaines de personnes patientaient avant de pouvoir pénétrer dans les épiceries, les magasins, les bureaux gouvernementaux et les soupes populaires. Une pauvreté grandissante, nourrie par la mise sur pause de l'économie et l'insensibilité des gouvernements canadiens et québécois. Une pause qui allait bouleverser la vie de milliers de compatriotes québécois qui n'y comprenaient plus rien. Une incompréhension partagée par plusieurs alors que tout se bousculait, que les experts et scientifiques se contredisaient, que les chiffres étaient gonflés, imparfaits et incomplets, que la peur s'installait, non pas en raison du virus lui-même, mais à cause du comportement erratique et abrutissant des élites politiques et médiatiques. Une réaction excessive et déraisonnable de nos décideurs. Une crise fabriquée artificiellement ou presque. Le coronavirus était potentiellement contagieux et mortel. Il méritait une attention particulière, principalement dans la grande région montréalaise, l'épicentre québécois du virus chinois. Des mesures plus strictes pour la métropole puis quelques mesures préventives ici et là dans le reste du Québec auraient suffi à rassurer la population et limiter la pandémie. Mais cette maladie infectieuse réclamait-elle autant de mesures drastiques et ar-

bitraires ? D'imposer la fermeture des espaces publics, des commerces et des écoles ? D'arrêter toute industrie considérée comme non essentielle ? De générer délibérément une crise économique mondiale ? De générer de la détresse psychologique ? D'assister à l'éclatement de familles et à une recrudescence de la violence domestique ? D'accentuer l'alcoolisme et la toxicomanie ? D'augmenter les risques de décrochage scolaire ? D'alourdir les listes d'attente des médecins spécialistes ? De négliger les autres maladies ? De compromettre le développement des jeunes ? De sédentariser les enfants ? Le « remède » au coronavirus, c'est-à-dire le confinement et les autres mesures sanitaires, devait-il être plus dévastateur que la maladie elle-même ?

Les principes élémentaires de la démocratie et du parlementarisme n'autorisaient pas l'interruption des activités de l'Assemblée nationale et des tribunaux par de simples décrets ou arrêtés ministériels renouvelables. Ni qu'un petit groupe d'individus s'accapare de pouvoirs presque absolus, dilapide les fonds publics sous de faux prétextes et détourne l'appareil gouvernemental à leur avantage. Les Québécois espéraient un chef d'État qui allait se tenir debout pour eux et les regarder dans les yeux. Legault a failli à la tâche. Il ne dirigeait plus le Québec. Il le contraignait de force. Il s'alliait aux mauvaises personnes – aux médias traditionnels et à un Arruda heureux d'avoir enfin de la visibilité. Un Arruda nommé et non élu par le peuple. Le despotisme de nos décideurs, et qui se constatait aussi partout de par le monde, a ramolli l'esprit critique des gens. Les politiciens ont arraché des applaudissements plutôt que des taloches. Les quelques personnes attentives à la dérive de nos droits et libertés furent celles, aussi invraisemblable que cela paraisse, qui reçurent les dites taloches. L'homme qui réfléchissait, le libre-penseur, le sceptique, s'avérait être un complotiste. Que pouvions-nous espérer ? Qui pouvait venir à notre rescousse ? Que faire pour sortir de ce cauchemar ? Comment ranimer le sens critique de nos compatriotes ? Une première réponse aurait pu provenir du « Protecteur du citoyen du Québec ». Cependant, comme tout politicien ou bébitte gouvernementale, il a confirmé, pendant la crise, sa totale inutilité. Il a été discret sinon complètement absent.

Le régime politique canadien a évolué depuis 1791, année charnière où le parlementarisme d'ici prenait forme, encore maladroitement et timidement. Les ficelles impériales restaient bien présentes. Les années passèrent et le peuple canadien-français, continuellement attaqué, toujours aux portes de l'assimilation, tenait bon. La marmite devait exploser. Les révoltes patriotes de 1837-1838 avaient plusieurs objectifs, mais l'obtention de la responsabilité ministérielle en était la revendication maîtresse. Les politiciens bas-canadiens d'alors rêvaient d'une véritable démocratie et non pas d'une simili-démocratie où l'oligarchie britannique et les élites régneraient en seigneurs incontestés. En cette troisième décennie du 21^e siècle, la neutralité du lieutenant-gouverneur exige le respect complet des initiatives gouvernementales. Si sa fonction ne lui octroie aucun pouvoir décisionnel, il aurait été bénéfique pour nous tous d'entendre plus fréquemment dans l'espace public Michel Doyon, un érudit humble à la carrière lumineuse qui avait encore tant de choses à raconter. Que ce dernier puisse s'adresser directement à la population québécoise en la sensibilisant par exemples aux dangers réels d'un confinement au parfum soviétique ou cubain, à ceux de la géolocalisation – les petites applications sympathiques et « inoffensives » de traçage que nous proposaient les gouvernements pour mieux suivre l'évolution du virus deviendront demain un instrument de contrôle des masses qui captera en direct le comportement des gens; une police de la pensée et du mouvement qui surveillera les accrocs aux consignes du régime – tout en lui rappelant son devoir citoyen de questionner ses élus et d'exiger d'eux des réponses transparentes et honnêtes; que nos politiciens et dirigeants rendent des comptes. De ne pas être en quelque sorte, comme nous le constatons trop fréquemment en cette ère de rectitude politique et de multiculturalisme, manipulable et soumise. À la population d'agir et de faire le travail que les médias traditionnels, trop occupés à s'agenouiller devant les gouvernements et à propager leur idéologie gauchiste mondialiste, négligent. Ces médias qui déforment la réalité à leur avantage.

Le cas Trump a maintes fois exposé le biais médiatique. Les médias traditionnels se sont attaqués à lui sans arrêt, de sa venue en politique à sa gestion de la crise du coronavirus. Le point de presse de Trump qui

se résumait, selon les médias, à un président-clown qui perd la raison en proposant à ses concitoyens de s'injecter du désinfectant, montrait pourtant une toute autre histoire. Il suffisait de lire la transcription officielle qui par ailleurs, en plus de l'exonérer en grande partie, dévoilait des traits chaleureux de sa personnalité, la vraie, non celle définie par les médias, et exposait quelques-unes de ses décisions du jour, positives et concrètes, qui auront pourtant été cachées au public québécois ¹. Trump dérange l'orthodoxie politique et le discours de la gauche mondialiste établi par les élites. Il compromet son hégémonie, la remet en perspective, en doute. Tout dissident à la doxa en payera le prix. Questionner devient un geste grave. Le crime de la pensée. Spécialement avec cette crise covidienne où quiconque critiquait les règles sanitaires ou les autorités devenait un paria ou un complotiste détraqué. Spécialement avec cette crise covidienne où quiconque critiquait les règles sanitaires ou les autorités devenait un paria ou un complotiste détraqué; le « sanitaire correct » devenait la version covidienne du « politiquement correct ». Pour un Trump fort, tenace et capable de subir les coups, combien y-a-t-il d'individus, victimes de cette gauche régressive, qui ne pourront, impuissants, les encaisser et répliquer ? Ou qui seront aussitôt ostracisés ? Aussitôt diffamés injustement ? Les médias traditionnels autrefois organes du peuple et des opprimés représentent désormais leurs ennemis. Par cette crise temporaire, leur popularité a monté, semble-t-il, en flèche. Mais leurs mesquineries et leurs mensonges traversèrent les écrans, les ondes et les feuilles de journaux. La vérité a rejailli progressivement. La population n'est plus si dupe. Des médias alternatifs viennent à la rescousse. Ils ouvrent les yeux à de plus en plus de gens. Nos compatriotes s'éveillent lentement. Ils constatent le désastre perpétré par la classe politique et le double visage des médias traditionnels. Ces derniers lutteront vigoureusement. Ils dirigeront une partie de leur haine sur leurs nouveaux compétiteurs Web et sur ceux qui contestent leurs idéaux politiques. Sur Trump. Sur Maxime Bernier. Sur Le Pen. Sur les nationalistes et les patriotes. Des

1 Parmi elles un projet de loi qui comprenait 30 milliards de dollars pour soutenir les communautés afro-américaines et hispano-américaines en détresse. Pour la gauche mondialiste, Trump restera malgré tout un raciste notoire.

médias traditionnels prétendent informatifs qui se transposent en idéologues radicaux. Strictement un examen de conscience les sauvera du précipice... ou l'aide financière des gouvernements qui achètent leur affection et leur subordination.

Plusieurs contesteront cette analyse cynique du milieu médiatique. D'autres affirmeront que la complaisance ou l'arrogance médiatique décrite est quelque peu amplifiée et surestimée, qu'elle est davantage innocente et isolée que dommageable. Que le travail journalistique se complexifie. Qu'un professionnalisme transparent et irréprochable s'exerce dans le métier. Que leur objectivité s'élève haute et forte. D'autres diront sans rire que leurs prises de position, si biaisées peuvent-elles être, ne résultent que d'un concours de circonstances, du hasard de la vie, que seuls des conspirationnistes y verraient un *modus operandi* volontaire et calculé. Ces axiomes qui flottent au-dessus de nos têtes, ces fausses vérités propagées par nos élites, laissent, dans un sens, la population dans ce que certains philosophes appellent la double ignorance, « penser savoir ce que pourtant nous ignorons ». L'être humain ayant horreur du vide, il a constamment besoin d'une direction, de points de repère. Depuis l'effondrement de la religion catholique, la gauche mondialiste québécoise s'est organisée soigneusement. Avec les années, elle se glissa sur la plus haute marche du podium. Elle a rempli l'immense vide laissé par le catholicisme. Les médias traditionnels servent à la transmission de son message qui se radicalise encore et encore. De la simple social-démocratie, la gauche revendique maintenant tout et son contraire. Des toilettes trans à l'immigration de masse, d'un féminisme contestataire agressif à l'apologie de l'islam. Le gauchisme a remplacé le clergé catholique qui a été, des débuts la Nouvelle-France jusqu'au progressisme raté des années 1960, notre pierre d'assise nationale; une pierre unificatrice sur laquelle s'est construite nos traditions, notre histoire, notre culture, et sur laquelle la majorité historique québécoise se reconnaissait. Le gauchiste moderne vint détruire en peu de temps nos richesses collectives et culturelles plus que centenaires. Nos ancêtres, à genoux devant le curé, perpétuaient néanmoins, aveuglement peut-être parfois, un héritage. Ils poursuivaient l'œuvre de nos bâtisseurs. La religion catholique nous

définissait, donnait un sens à notre vie nationale, nous rassemblait, nous rendait solidaires, nous différenciait, nous rendait forts devant le conquérant britannique et l'américanisation du continent. Notre petit peuple survivait grâce à son courage et sa ténacité, toujours guidé par un clergé compatissant et amoureux de la langue française. Une langue gardienne de notre foi, une relation étroite qui a formé un peuple digne et fidèle à ses traditions. Ce conte merveilleux a pris fin. Tout s'écroula en quelques décennies. Les Québécois se sont mis, comme le reste de la Civilisation occidentale, à la page gauchiste; ou plutôt à la solde d'un groupe élitique qui s'empara de tout; médias, artistes, intellectuels, politiciens, syndicats, appareil gouvernemental.

Les médias traditionnels détiennent le rôle de leader dans le développement de cette tutelle psychologique et intellectuelle imposée par la gauche multiculturaliste. Le Québec ne résista pas à la vague qui emporta les derniers vestiges de son passé. Le triomphe du mal sur le triomphe de Dieu. Le Québec francophone, isolé dans cette mer anglophone et allophone, est plus que tout autre État occidental fragilisé par ces bouleversements sociologiques et démographiques. L'idéologie gauchiste s'est frayée un chemin dans les médias québécois. La population en fut la première victime. Dans la plupart des sociétés occidentales, et c'est davantage vrai chez les Québécois francophones, l'aspect émotionnel est plus puissant que la réflexion purement objective. Les médias traditionnels font constamment appel à cette dimension affective, à cette sensibilité naturelle portée par tout être humain. Ils limitent notre sens critique et contrôlent notre raisonnement. La peur est un outil puissant, machiavélique, qu'ils utilisent fréquemment. La peur est depuis toujours, l'arme favorite des régimes totalitaires et des dictateurs à cinq cennes. L'arme finira par s'enrayer, l'histoire humaine le démontra. Mais après combien de temps ? Un peuple peut se laisser manipuler et berner sur une très longue période. Les médias, comme tout oppresseur avide de pouvoir, préfèrent garder les citoyens éloignés de la vérité. La recherche de cette vérité représente une source d'inquiétude et de recul pour ces médias qui à travers divers stratagèmes douteux, s'opposeront à elle. Le récit officiel, qui sonne bien souvent faux et totalement inventé, servi-

ra de moteur propagandiste et de ligne de conduite. Ils s'acharneront sur ceux qui dévient du chemin tracé et leurs attribueront des étiquettes toutes plus folles les unes que les autres. De complotistes à racistes en passant par nazis ou fascistes. Nous garder loin de la vérité permet à ces acteurs biaisés de la société de nous infantiliser, de nous abrutir, de nous défendre d'adopter des attitudes d'insubordination et de rébellion. Ils s'occupent de nous : des mots que nous lisons, des chansons que nous écoutons, des images qui font plaisir à nos yeux.

Rien d'étonnant à ce qu'une faible minorité citoyenne s'inquiétât de l'installation de cet État policier généré par le confinement démesuré. Le peuple est entraîné à écouter le gouvernement sans réfléchir, à solliciter son intervention pour tout problème, à dépendre de lui, à lui obéir, à se faire berner. Cette relation perverse entre le citoyen et le gouvernement devient avec le temps une forme d'esclavagisme. Les médias jouent un rôle clé dans cet environnement particulier puisque par la propagation du cadre gauchiste mondialiste, idéologie dominante et exclusive, ils influencent des milliers d'individus. Les États dit progressifs y font face. Le Québec, le Canada, l'Europe de l'Ouest et une certaine partie de la population états-unienne sont pour ainsi dire paralysés. Un comportement devenu robotisé qui se perçoit entre autres par l'emploi de la rectitude politique.

Les élites gauchistes rêvent d'un monde qui leur appartient. Qu'elles façonnent à leur goût. Leur paradis communiste. Des murs gris massifs qui s'élèvent au cœur de chaque ville pour impressionner le peuple, son peuple. Où chacune des facettes de notre vie est réglementée et dirigée par ses prêtres. Nos livres, notre musique, notre travail et nos jeux tous portés à bout de bras par leur bienveillante sagesse. Les prêtres s'occupent de tout. Du béton à l'infini, d'une nuit perpétuelle, du silence d'un tombeau. À quoi bon de demander comment ou pourquoi, nous qui travaillons ensemble, pour le bien collectif ? Des écrans accompagnent notre quotidien, pour nous rappeler la fierté d'appartenir au petit père du peuple, notre chef suprême; surveiller ce que nous disons, nous pensons, dans la cuisine ou dans notre lit, dans notre cœur et notre esprit, pour

notre bien. Regarder ce monde qu'elles créèrent. Un monde agréable et parfait, une égalité achevée, une confrérie humaine insensible à la douleur. Que les bannières soient déployées, tenez la faucille et le marteau fièrement dans vos mains.

Nous n'en sommes évidemment pas encore à ce spectacle affolant, où l'éclat de la liberté s'envole, où la lumière du jour n'apparaît plus. Mais des prêtres de la bien-pensance s'y attèlent avec vigueur. Une gauche révolutionnaire organisée a pénétré partout. Dans les sphères les plus importantes de la société. Et tous marchent à l'unisson. Tous atteints par un mal, non pas le coronavirus, mais le multiculturalisme, idéologie de régression, d'aplaventrisme. Un mondialisme à tout prix. Les politiciens en sont les plus touchés. Ce sont eux qui participent à l'envenimement du climat social, à la frustration citoyenne, eux qui ne réagissent plus devant la barbarie des groupes extrémistes de gauche. Ni devant celle de l'islam radical. Des médias traditionnels québécois et canadiens qui s'abreuvent du discours de ces mêmes politiciens. La crise covidienne montra à plus d'une reprise leurs liens incestueux. Des jumeaux idéologiques qui ne recherchent plus la vérité. Des médias qui dépendent en plus des gouvernements pour survivre. Ils jouent aux chiens enragés devant le peuple et aux chiens dressés devant les gouvernements. Des médias qui jadis se mettaient en colère, criaient à l'injustice devant le despotisme politique, qui pratiquaient une indépendance d'esprit face au pouvoir. Ils cherchaient à protéger le peuple, à questionner les élus, à les confronter. Les choses changent; les politiciens sont des mondialistes passionnés et partagent la même vision que des médias soumis à eux. Les médias de masse ne critiqueront jamais le multiculturalisme imposé par l'État canadien puisqu'ils croient eux-mêmes en cette doctrine; et leur dépendance à l'État fera en sorte que les quelques notes discordantes ne feront jamais surface. Les gouvernements profitent de cette faiblesse journalistique pour propager leurs messages et bien paraître. Les politiciens de la gauche régressive à la Justin Trudeau et à la Valérie Plante deviennent des intouchables en dépit de leur incompétence et leur radicalisme idéologique. Un journalisme sans éthique, sans professionnalisme, sans code déontologique. Des journalistes sages devant leurs mandarins, leurs mécènes, qui manqueront

de courage, de couilles, face à eux. Des larbins devant le pouvoir. Un Legault souriant donc, sans question gênante.

Les seuls médias osant riposter sont ces médias indépendants, insoumis, libres, qui ont compris la joute politique actuelle. Ils seront traités régulièrement de complotistes. La panique est réelle pour des médias traditionnels en déclin. Ils voient arriver de nouveaux compétiteurs féroces et rebelles. Ces médias gagnent en popularité par leur proximité avec le public, par un message crédible qui fait écho à ce que le citoyen moyen pense vraiment tout bas. Les gens délaissent les médias traditionnels. Un peu à la manière d'un restaurant qui avec le temps, haussa ses prix, délaissa la qualité de sa bouffe, engagea un personnel antipathique, négligea l'entretien des lieux. Le client assidu, pris pour acquis, écœuré par un service naguère impeccable mais devenu lamentable, abandonnera ses habitudes, quittera le restaurant pour ne plus jamais y revenir puisqu'il a su, dans l'intervalle, en trouver un autre plus agréable et amical. Les médias traditionnels incarnent ce restaurant perdant petit à petit sa clientèle fidèle au profit de ses compétiteurs alternatifs. Le quatrième pouvoir se transforme et change progressivement de main. Malgré leur succès fulgurant, les médias indépendants pataugent en eaux troubles. Les médias traditionnels les diffament, les dénigrent. Ils tentent par toutes sortes de manigances de les rabaisser. De les humilier. De minimiser leur réussite. De ridiculiser leurs auditeurs et abonnés en les traitant d'idiots, d'illettrés, de faibles d'esprit, de peu scolarisés. En somme la version officielle veut qu'ils écoutent ces chaînes par manque d'éducation, par manque de civisme, parce qu'ils sont influençables. Ce sont des ignorants. Les élus corroborent ces propos et n'accordent aucune crédibilité à leurs critiques acerbes, aux doutes soulevés. La classe politique soupire devant ces fauteurs de trouble. Legault n'a pas hésité à les discréditer. Le premier ministre avait la vérité infuse. Son gouvernement ne pouvait se tromper ni les médias traditionnels. Des citoyens dupés par des informations ramassées dans des nouveaux médias où les faussetés se cumulent. Des citoyens perdus, qui ne s'informent pas correctement, que nous devons rééduquer. Les préjugés abondent. Ces calomnies rebâchées démontrent que l'argumentaire des élites se limite

souvent à bien peu de chose. Insulter gratuitement ses adversaires n'est qu'un signe de lâcheté intellectuelle. Nous en avons l'habitude. La gauche ne nous offre que ça. L'establishment élitique pense que toute personne méfiante envers la pensée unique vit dans un monde parallèle. Le dédain des élites pour le peuple est complet. La crise covidienne a démontrée à quel point elles sont déconnectées et arrogantes. Qu'elles paniquent. Qu'il y a effectivement une vérité qui ressort, celle d'une peur incontrôlable qui les habitent.

Les médias traditionnels sont en réalité incapables de produire autres choses que de la merde. Comment faire autrement quand les égouts sont devenus leur habitat naturel ? Des médias en luttes idéologiques aidés par les réseaux sociaux tous plus gauchistes mondialistes les uns que les autres. Les Facebook, Twitter et You Tube, pour ne nommer que ceux-là, partent à la chasse aux « fausses nouvelles », celles qui dérogent du discours officiel. Des réseaux où la censure est chose courante – qui n'atteint que la droite nationaliste et ces « complotistes » qui refusent de se taire. Des complotistes bannis, bloqués, témoins du retrait de plusieurs de leurs commentaires et vidéos. Tout simplement parce qu'ils osent réfléchir tout haut. Poser des questions. Remettre en doute les statistiques covidienues. Remettre en doute les experts de l'OMS et leurs pantins répartis partout à travers le monde. Proposer un remède, l'hydroxychloroquine, qui barrerait la route à un vaccin miraculeux qui serait distribué universellement. Si les intentions derrière cette censure généralisée étaient si pures, qu'elles ne visaient qu'à réellement assainir le contenu présenté sur les différentes plateformes Web, de ne publier que ce qui est exact, pourquoi ne pas aussi y chasser les amateurs d'astrologie ? D'OVNI ? D'extraterrestres ? Des phénomènes surnaturels ou paranormaux ? Les médias ne s'attaquent en fait qu'à ceux qui menacent l'hégémonie de la gauche mondialiste.

Les médias traditionnels mentent, dérapent, punissent et censurent. Leur pensée unique, cette belle unanimité, a des allures soviétiques. Ils perdent toutefois graduellement leur cohérence professionnelle. Ils sont conspués dans les rassemblements trumpiens et certaines marches po-

pulaires. Leurs cotes d'écoute flanchent. Ils doivent leur survie à des politiciens compatissants. Si les journaux du groupe Québecor paraissent en meilleure posture et crient moins à l'aide, c'est, ne le négligeons pas, en partie grâce à la puissance de ses autres plateformes : télécommunication, câblodistribution, spectacles, etc. Les médias traditionnels en arrachent. Ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Une éthique déficiente et des journalistes politisés dénués de professionnalisme fragilisent une industrie autrefois si prestigieuse. Ils sont artisans de leur propre malheur. Leur mauvaise foi s'élève au rang de fatalité quotidienne. Ils patronnent les organisations gauchistes mondialistes débilantes et violentes ainsi que les groupuscules anarchistes et marxistes. Ils appuient des politiciens à double face qui démantèlent nos traditions et notre société occidentale.

Le dialogue est impossible entre le peuple et les élus corrompus intellectuellement. La résistance du peuple face à l'imposture gauchiste ne réussira qu'avec une volonté ferme et pacifique. Rompre avec l'isolement de tous et chacun et sortir de la marginalité. Ce mouvement a besoin de parler au « nous » et d'accéder à quelques tribunes, à un espace culturel et politique différent. Les médias alternatifs offrent cette liberté de parole; à la droite nationaliste, bien sûr, mais aussi à toute opinion. La droite nationaliste, pour qui le pouvoir du peuple est primordial, a besoin de générer un nouveau rapport de force. Ce n'est plus par les médias traditionnels, autrefois l'organe rêvé pour le faire, qu'elle se développera. Il n'y a plus rien à attendre de ces médias dépassés. Notre confiance en eux a fondu comme neige au soleil. Leur prose militante, bien souvent indigeste et acritique, correspond à des infopubs immigrationnistes, léniniennes ou communistes. Ils traitent l'information à partir d'une réalité idéologique spécifique, une réalité aliénante qui renvoie l'image d'un monde qui semble étranger à un nombre croissant de citoyens. Des journalistes qui renforcent ce sentiment de mise à l'écart de citoyens récalcitrants à la gauche mondialiste.

Quiconque s'intéressera aux préoccupations de la classe moyenne gagnera sa fidélité. Ce sont les médias alternatifs qui s'établissent comme

étant l'exutoire du citoyen exaspéré par le système. Comme une agora citoyenne, un lieu d'échanges, le siège de la démocratie et des idées. Ils se substituent aux députés inefficaces, aux forces policières malveillantes qui reculent devant la gauche et qui abusent du simple travailleur, aux médias traditionnels partisans qui ne diffusent que leur vision de la société, aux cours de justices lentes et multiculturalistes. Les médias traditionnels ont perdu cet amour qu'ils portaient jadis au peuple. Ils ne parlent plus au monde ordinaire. Des médias largement subventionnés, déjà sous respirateur artificiel, ont eu accès, avec la crise covidienne, à l'aide médicale à mourir.

CHAPITRE DEUXIÈME : D'UNE CRISE RÉELLE À UN JEU POLITIQUE DES MENSONGES À LA TONNE

Il y a à peine quelques mois, le coronavirus était inconnu de tous. Une première mention provenant de la Chine communiste ne provoqua que très peu de réactions chez nous. Au plus, on la comparait à la grippe annuelle. Il n'y avait aucun souci de l'avis même des autorités. Le Dr Arruda la banalisait lui également. Le virus prit de l'ampleur, atteignit l'Italie, l'Espagne, le reste de l'Europe puis l'Amérique. Ses caractéristiques étant encore énigmatiques et imprécises, une peur normale s'empara de la planète entière. Un sentiment d'insécurité nous prenait à la gorge. Soyons prudents! Étions-nous confrontés à une version contemporaine de la grippe espagnole, du choléra, de la petite vérole ou de la peste noire, à une maladie épouvantable qui allait décimer l'Humanité? Sa propagation était rapide et il fallait agir. Des mesures parfaitement légitimes allaient s'installer. Un mois de mars 2020 déterminant. Tous comprenaient l'urgence de la situation. Nos autorités avaient à ce moment le bénéfice du doute. Le peuple lui faisait confiance, attitude quelque peu naïve devant un État québécois reconnu pour sa lenteur, son immobilisme et son incompétence crasse. Mais tous, mêmes ceux qui allaient ensuite être les plus ardents défenseurs de nos libertés perdues, acceptèrent volontiers qu'une période de transition s'imposait, qu'il fallait s'ajuster et répondre aux craintes de la population. Si quelques semaines après son apparition en sol occidental la gravité du virus était écartée, il eut un moment où il fallait poser des gestes. Nous le comprenions tous.

Dans la confusion, des erreurs furent commises autant par le gouvernement fédéral que québécois. Elles auront aggravé et prolongé inutilement le psychodrame qui allait survenir. Des frontières restées ouvertes tardivement propagea le virus dans la société civile; l'idéologie mondialiste de Trudeau y étant pour quelque chose. Constatant que le virus se propageait davantage à Montréal qu'ailleurs au Québec, et sachant que les risques de propagation s'accroissent dans les grandes métropoles, l'accès à l'île de Montréal aurait dû être bloqué. L'isoler en quelque sorte. Les métropoles, par leur cosmopolitisme, leur densité de population, leurs quartiers défavorisés, leurs transports en commun, la barrière de la langue, leurs grands aéroports et leurs millions d'habitants, sont plus susceptibles d'être durement touchées par une crise sanitaire majeure – Paris, Londres, Toronto, New York, Los Angeles ou Montréal. Contrairement à ce que peut en penser la gauche multiculturaliste, l'immigration n'apporte pas que du bonheur et des bienfaits.

La crise, qui aurait pu se contenir aisément et disparaître aussitôt, devint un cirque politique. Le gouvernement québécois par exemple a voulu prendre des décisions politiques sous le couvert de décisions supposément scientifiques. Le confinement fut le mécanisme d'abord choisi pour déployer une stratégie planétaire de contrôle des masses. Les risques liés à un coronavirus, une grippe ou toute autre maladie pulmonaire sont temporaires; la perte de nos droits fondamentaux peut être, elle, permanente. Comme des taxes dites temporaires là pour rester. La Charte canadienne des droits et libertés, celle qui permet bien des choses (entre autres les dérives du multiculturalisme), n'a été selon toute vraisemblance d'aucune utilité face à ce bolchévisme sanitaire. Elle n'a été conçue en réalité que pour protéger les minorités. Elle a été imposée à la population canadienne puis s'est retournée contre les citoyens issus des deux peuples fondateurs. Dans la conduite liberticide gouvernementale de la période covidienne et plus globalement dans une époque où le multiculturalisme étatique fait des majorités historiques des boulets à se débarrasser. Elles seraient de trop. C'est encore plus inquiétant pour notre peuple canadien-français qui n'a d'ailleurs jamais signé la Constitution canadienne qui englobe la Charte – paradoxe inédit mais désolant. La

perte de nos libertés pendant la crise a été encouragée par les médias traditionnels et la gauche régressive. Un journaliste n'ira certainement pas critiquer la main qui le nourrit. L'expression « médias subventionnés » est appropriée pour décrire cette liaison dangereuse, une expression qui résume à elle seule cette relation particulière d'un média qui reçoit l'aide financière du gouvernement. Ce journaliste analysera la société à partir d'une mentalité idéologique préétablie, dans une direction analogue à celle des politiciens. Une pensée unique de gauche mondialiste s'est installée confortablement. Pendant la crise covidienne, il a été question à l'occasion de pénurie de masques, de gants ou de travailleurs de la santé. Par contre, la pénurie qui apparaît le plus est celle de la pensée critique. Dévier du narratif officiel s'avère aujourd'hui risqué et suicidaire. Qui-conque osera s'y frotter deviendra un ennemi à ostraciser et humilier. La crise le plaça dans le rôle du vilain conspirationniste – il critiquait le confinement, croyait à une manipulation statistique ou rejetait l'idée de porter obligatoirement un masque. La philosophie, démarche de réflexion universelle et millénaire, matière première des intellectuels, principe élémentaire de l'humanité, n'enseigne-t-elle pas le doute ? N'accompagne-t-elle pas la vie d'un être humain pensant ? N'aide-t-elle pas à clarifier et former la pensée humaine ? Ne permet-elle pas à l'homme de raisonner ? D'être meilleur ? De progresser ? Celui qui remet pourtant en doute les dogmes actuels se destine à un bannissement public. Sur sa tête pèse une malédiction. Un anathème est prononcé contre lui. Il est l'incarnation contemporaine de Socrate, philosophe antique légendaire aux multiples doutes qui persista dans sa quête de vérités en dépit d'une mort certaine. « Je pense donc je suis », adage impraticable à notre époque.

Le confinement covidien et la chasse aux « contrevenants » des mesures sanitaires avaient des allures d'État policier. La ressemblance était frappante. Un État constitutionnel démocratique peut se transformer rapidement en un État hygiéniste fasciste fou à lier. Un comportement politique délirant mais qui était prévisible. La gauche régressive s'applique progressivement, principalement depuis la venue d'une social-démocratie décomplexée, à censurer les récalcitrants et à réduire nos droits

et libertés individuels et collectifs. Un phénomène d'hystérie collective s'est emparé de la population québécoise [et occidentale]. Une panique inédite dans l'histoire. Probablement pire que lors des épisodes de choléra ou de petite vérole. Les décideurs et leurs alliés médiatiques ont attisé la peur, celle de l'inconnu, celle d'une nouvelle souche de virus, celle d'une deuxième vague, celle de mourir. Le coronavirus a provoqué une réaction disproportionnée de nos dirigeants. Leur confiance aveugle pour l'OMS y a joué un rôle déterminant. En se basant sur des rapports alarmistes qui se comparent à ceux des climatologues de la « crise » climatique. L'Occident est mené par des gouvernements mondialistes bipolaires. Ces derniers ont d'abord été enchantés d'ouvrir leurs frontières à tous, de favoriser une immigration illégale et massive. Ils accomplissaient selon eux l'œuvre de Dieu, ils agissaient en apôtres de la justice et de la liberté. Puis, un virus arrive subitement. Ils paniquent et après s'être ressaisis, tentent d'en profiter politiquement en jonglant avec des stratégies de communication et de marketing. Ils se sentent investis d'une mission, celle de protéger le citoyen, puis par excès de confiance et par le sentiment d'invincibilité que leur apportent les pleins pouvoirs, réfléchissent aux pires manœuvres politiques possibles pour maintenir le peuple et les institutions sous leurs emprises.

Des discours paternalistes appréciés des gens mais qui cachaient des desseins despotiques. Des dérives autoritaires arrivèrent et placèrent certaines libertés en veilleuse. Ces dérives apportèrent également une nouvelle forme d'improvisation qui engendra de l'injustice dans les choix arbitraires que prirent les gouvernements dans leur processus de confinement et de déconfinement. Au Canada, le gouvernement fédéral, et aussi dans certaines circonstances celui du Québec, fit d'abord preuve d'un laxisme gênant relativement aux frontières, aux aéroports, aux transports en commun, au chemin Roxham, pour ensuite, une fois le coronavirus propagé, devenir cruel et intraitable, provoquant la fermeture de toutes les entreprises, la déstabilisation de l'économie et la soumission du peuple. C'est comme si les autorités espéraient la propagation du virus et que des raisons obscures et mystérieuses – décelées rapidement par plusieurs – les poussaient à procéder si cavalièrement.

Une crise sanitaire classique qui aura été empirée du jour au lendemain. Un confinement qui a été salulaire à certains. Sans conteste. Une séquestration qui cadrerait avec les objectifs de groupes fantômes. Des lobbys puissants qui loin des caméras, auront réussi à tout contrôler : politiciens, médias, population. Nous ne pouvons sous-estimer l'intérêt financier des compagnies pharmaceutiques pour la création et la distribution de vaccins. Le coronavirus tombait à point. Ces entreprises milliardaires ont les capacités financières pour corrompre les politiciens et les hauts dirigeants d'organisations comme l'OMS. Ces misérables, sans les créer directement, profitent des pandémies pour vanter la vaccination. Sans vaccin, pas de vie normale, pourrait-on paraphraser. Ces grands joueurs de notre économie ont donc un vif intérêt à prolonger toute crise et la rendre dépendante d'une vaccination de masse. Ils s'exerceront à concevoir artificiellement une crise. Ils savent que leur projet demandera des efforts pharaoniques. Que leur réussite dépendra du souci du détail, d'une grande patience, d'une organisation minutieuse et tentaculaire capable de rejoindre les grosses pointures mondiales. L'argent a toujours dominé le monde. Une machination capitaliste pourrait très bien expliquer le cheminement qui conduisit au traumatisme populaire causé par le coronavirus. Un corps médical qui aura été politisé et endoctriné.

Il y eut, nous ne pouvons le nier, une poussée extraordinaire pour la mise en œuvre d'un vaccin qui n'avait pas comme unique but de sauver le monde. Les discours répétés sur l'importance de trouver un vaccin ne peuvent se traduire autrement. Les décideurs ont tous, à quelques exceptions près, étouffé chaque mesure ou remède pouvant rendre superflu la vaccination. Leur indifférence presque généralisée face à l'hydroxychloroquine, médicament qui parut efficace contre le coronavirus, avait de quoi étonner. Un médicament reconnu depuis plusieurs décennies qui devenait subitement dangereux et à proscrire – ce dédain soudain ne provenait-il pas aussi, pour quelques-uns du moins, de cette haine vis-à-vis de Trump qui fût l'un des premiers politiciens à parler positivement et publiquement du médicament; qu'il devenait alors hors de question de le faire bien paraître et ce, quitte à sacrifier des vies ? Les médias traditionnels publièrent régulièrement des articles sur ses effets secondaires imprévisibles et inquiétants. Un médicament rhuma-

tologique qui rappelons-le, traite pourtant depuis 1955 le paludisme et d'autres maladies connexes et qui est même inscrit sur la liste des médicaments essentiels de l'OMS ¹. Son inemploi apparent tua sans doute des dizaines de vies à moins que derrière les portes closes une utilisation clandestine du médicament s'érigéait. L'hydroxychloroquine, qui peut être fourni à un prix dérisoire, allait compromettre la mise en marché d'une vaccination susceptible de rapporter des milliards de dollars. Il fallait la rendre obligatoire. Convaincre l'OMS et les gouvernements qu'elle était providentielle. Est-ce ici le langage de quelqu'un qui présume l'existence d'un complot planétaire ? Est-ce que cette crise covidienne fabriquée de toutes pièces s'expliquerait par une fumisterie pour enrichir des compagnies pharmaceutiques ? C'est à nous tous de poser des questions, d'analyser, de réfléchir et d'en finir avec cette élite chez qui une seule opinion est valide, la leur.

Les médias traditionnels véhiculent leur influence délétère de diffuseurs de la peur et de propagandistes exploiters. D'où cette interprétation maximaliste de la crise par plusieurs de ces scélérats. Le gouvernement québécois arracha, par son maternage puissance dix, un taux de popularité record. Le peuple se sentait rassuré, il avait le sentiment que le gouvernement prenait soin de lui. Une réélection assurée ? L'électoratisation d'un virus et de la misère humaine. Une crise bénéfique pour le régime en place. Il avait entre les mains toutes les ficelles pour gagner le cœur des Québécois. Un amour du public qui se percevait à travers les sondages ou les témoignages de reconnaissance un peu partout dans la rue. Legault et Trudeau furent propulsés pendant de nombreuses semaines au zénith du monde politique. La population, par un travail chirurgical de propagande, avait été placée dans un état d'ineptie collective. Elle n'a jamais douté des décisions gouvernementales et ne s'est jamais vraiment questionnée ni inquiétée de la perte de ses libertés fondamentales. Elle qui dans le cours normal d'une année, s'insurge contre les intrusions abusives du gouvernement à son endroit et qui gémit contre toute hausse de

1 Source : le site Web de l'OMS elle-même, le Who.int/medicines/publications/essentialmedicines/fr/.

son fardeau fiscal, devenait, par un exercice hypnotique d'un gouvernement fascinateur, un mouton obéissant. Il eut certes quelques lanceurs d'alerte, des citoyens ordinaires et des médias alternatifs ou secondaires qui dénoncèrent la violation de nos droits et libertés. Mais leur visibilité et leur influence demeurent pour le moment encore marginales. Nos élites tentent par tous les moyens de les faire taire, de les ridiculiser et de leur enlever de la crédibilité. Les politiciens le savent pertinemment : la population ne s'abreuve bien souvent qu'aux médias traditionnels. Pourquoi s'en faire donc avec quelques critiques isolées et contrôlées quand les médias les plus influents et populaires mangent dans leur main ? Et surtout quand leur pensée mondialiste se rejoint. Tous deux encourageant une étatisation de la société et participent, à l'intérieur même de la classe dominante oligarchique, à la dégénérescence occidentale. En d'autres termes, c'est le pouvoir établi, la caste dirigeante, les crapules de notre époque. Des médias traditionnels qui, par cette crise d'inspiration disneyenne, ont renouvelé leur puissance, leur énergie, leur portée, trop heureux de garder leur emprise sur une population inquiète. Ils s'improvisent, non, ils croient être les gardiens de la sécurité publique.

« Ça va bien aller » chantaient en chœur ces élites pour apaiser la population, pour lui permettre de garder le moral, de sourire, de ne pas abandonner. Une stratégie classique de relations publiques bon enfant pour calmer le jeu, pour engourdir la souffrance du peuple provoquée par le confinement abusif. Pour lui fermer la gueule. Ce jovialisme rendait dingue. Nous avons au plus fort de la crise covidienne un premier ministre fédéral qui a tardé à fermer les frontières, qui acheta sa réélection en dilapidant le trésor public, qui a continué à autoriser l'entrée au pays de migrants et qui a refusé d'admettre les médias alternatifs à ses points de presse, puis un autre au volant du Québec qui a été soumis aux diktats d'un bureaucrate mondialiste et qui perdit toute forme de jugement critique et de justice. Et ces deux hommes furent applaudis. Cette crise aura au moins démontré, en quelque sorte, le vrai visage des politiciens, des institutions, des médias, des organisations et des entreprises. Si on prenait un moment pour réfléchir et constater, en gardant la tête froide, les dégâts occasionnés par cette panique artificielle. Une réaction

frénétique et disproportionnée devant un virus rusé mais relativement bénin pour nous tous, si on exclut les gens déjà vulnérables, malades ou en fin de vie. Des élites inassouvies de pouvoir qui, en période de crise ou de stress, en abusent, ne réfléchissent plus, se laissent guider par leurs instincts électoralistes, n'écoutent plus. Les masques tombèrent; les incompetents furent détectés, les mollasses et exploiteurs aussi; l'impuissance d'un système de santé obèse constatée; le capitalisme sauvage de certaines organisations et multinationales mis à jour, la corruption de l'OMS décelée et confirmée; la stratégie politique de la gauche autoritaire décryptée. C'est en gestion de crise, sous une pression presque insupportable, qu'il est possible de séparer les leaders des faibles. La Seconde Guerre mondiale a vu ses héros et ses zéros; le gouvernement Trudeau eut une réponse excessive lors de la Crise d'Octobre de 1970; Mulroney et Bourassa parurent hésitants pendant la crise d'Oka; Lucien Bouchard a manœuvré habilement lors de la crise du verglas; la mairesse Colette Roy Laroche a su rassembler le Québec suite à la tragédie ferroviaire du Lac-Mégantic. Les gouvernements québécois et canadiens des dernières années ont perdu du lustre. Le phénomène est mondial. Le multiculturalisme a efféminé les politiciens. Si quelques-uns dévoilent encore leurs muscles et se battent pour leur patrie, la plupart sont maintenant dédiés à la cause mondialiste et n'accordent plus d'importance à leur propre peuple. Ils ont une vision globaliste et pour eux, un siège onusien serait plus approprié. Laissons les rênes des gouvernements aux patriotes, à ceux qui aiment vraiment leur pays.

L'État est devenu le repère des élites gauchistes mondialistes. Elles veulent des institutions publiques fortes et puissantes qu'elles pourront contrôler. Des institutions aux mains longues. Les gouvernements sont devenus ingérables. Si le parti formant le gouvernement a un pouvoir décisionnel important – la fermeture complète du Québec décidée par Legault – l'intérieur de l'appareil gouvernemental est, lui, impotent. Il répond lentement aux directives des élus et agit très souvent seul, selon ses propres standards et intérêts – les labyrinthes administratifs et syndicaux du Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec échouèrent le défi covidien et menèrent indirectement à un confine-

ment abusif qui avait comme objectif initial de protéger, entre autres, un système de santé jugé fragile et chancelant; ceux du Ministère de l'Éducation retardèrent et compliquèrent, eux, la reprise des classes de niveau primaire et secondaire et poussèrent aux calendres grecques le retour en classes des cégépiens et des universitaires. Les pays occidentaux vivent tous, à divers degrés, les mêmes problématiques. Mais le gouverneman québécois nous confère un statut particulier, celui d'être perçu parfois, en dérision, comme étant le Cuba du nord. Un Québec socialiste à la croisée des chemins. Lorsque le premier ministre Legault déclara sur un ton rassurant que le gouvernement québécois allait trouver des solutions pour régler la crise covidienne, plutôt que de l'acclamer et le remercier tendrement, les Québécois auraient dû le remercier poliment, avoir peur puis fuir dans une autre galaxie. Toute initiative produite par un gouvernement, nonobstant l'endroit, se conclut généralement par un désastre assuré. Le Président Reagan n'affirma-t-il pas un jour « que les mots les plus terrifiants de la langue anglaise étaient : Bonjour, je suis du gouvernement et je suis là pour vous aider » ?

Mettre en place un État policier était-il une solution ? Propager une panique généralisée allait-il tout régler ? Foutre en l'air l'économie en valait-il la peine ? Un gouvernement québécois qui transforme tout ce qu'il touche en catastrophe. Pouvait-on vraiment s'en remettre à l'État québécois après des décennies de ratés, d'indécisions, de reports, de pelletage par en avant, d'immobilisme, de gaffes et de corruption ? À des politiciens menteurs, partisans, impuissants et électoralistes ? À des ministères et organismes publics qui par leur bureaucratie et négligence répétée; des partis ministériels qui par leurs mauvaises décisions accumulées et leur vision à courte vue; un cabinet Legault pris au dépourvu et mal conseillé; ont engendré eux-mêmes le désordre covidien des CHSLD et des résidences pour personnes âgées ? Legault prit la population en otage pour corriger le tir, le citoyen en paya donc le prix : un confinement anxio-gène, une vie sociale interrompue, une routine désagréable, un portefeuille dégarni, un quotidien insupportable. Un remède plus nocif que le mal, un confinement pire que le coronavirus. Un gouvernement Legault qui prenait ses concitoyens pour des imbéciles et des chiens en laisse, les

regardant de haut, les menaçant, qui décidait à l'aveuglette de la bonne stratégie à prendre. Une propagation du virus qui se manifesta principalement dans les établissements publics (hôpitaux, CHSLD et écoles). Legault, plutôt que de se regarder dans le miroir et d'avouer les torts engendrés par un dysfonctionnement chronique de l'appareil gouvernemental, détourna l'attention et culpabilisa sauvagement la population à chaque nouvelle éclosion du virus. Un premier ministre soutenu par un Arruda pantin onusien guidé par une science elle-même indécise, imparfaite et corruptible. La seule science qui prévalait pendant la crise était celle de l'autoritarisme, régime qui voyait ses critiques en complotistes. Le port du masque était, dans un sens, l'une des marques de soumission à l'État. Ceux qui ne le portaient pas et même ceux étaient sceptiques devant la crise furent traités d'idiots, de fous, d'aliénés mentaux. Il y eut, en bref, une psychiatrisation de la dissidence politique. Un stratagème identique à celui du régime communiste soviétique qui envoyait à l'asile les contestataires.

Les élites médiatiques et politiques sont au service de la gauche mondialiste qui, avec l'OMS, dictaient la sainte parole. Les médias traditionnels et les autorités québécoises ont vraisemblablement, par leur acharnement pitoyable à apeurer la population, incité plusieurs travailleurs en CHSLD à demeurer à la maison, paniqués à l'idée d'aller faire simplement leur travail. Des employés terrifiés qui refusèrent d'accomplir leur boulot, leur mission première, laissant ainsi tomber leurs collègues – un climat de travail insensé qui prendra du temps à se rétablir. Les médias traditionnels ne sont plus les gardiens du peuple contre les abus du gouvernement; ils sont devenus les complices du gouvernement (pas seulement au Québec mais aussi partout ailleurs en Occident) contre le peuple. Les médias subventionnés sont, pour le dire autrement, des organes étatiques. Ils diffusent sans discernement les messages du gouvernement². Cette complicité s'est solidifiée pendant cette crise du coronavirus où

² À la fin du mois de septembre 2020, la station radiophonique CHOI FM de Québec, qui dès le début de la crise covidienne posait des questions légitimes, refusa de diffuser une publicité du gouvernement québécois qui allait venir ridiculiser ses propres audi-

nos libertés fondamentales se déroberent. Une connivence idéologique agrémentée d'un partenariat d'affaires. Ils forment ensemble ce que l'on pourrait nommer l'aile exécutive de la gauche – les intellectuels et le corps professoral seraient son aile spirituelle. La gauche régressive se plaisait dans ce confinement nouveau genre. Un climat communiste à chérir. Elle le favorisait, n'y voyait que du bon. Elle se moquait du sort réservé aux petits travailleurs, aux citoyens vivant d'une paie à l'autre, de ceux angoissés par l'incertitude, des enfants affectés dans leur développement psychomoteur, de ceux, en résumé, qu'elle prétend défendre et encourager. Elle qui milite pour une société égalitaire se taisait devant les injustices d'un confinement arbitraire. Elle utilise les travailleurs et la classe moyenne pour conduire son agenda politique, prendre le pouvoir, tout contrôler. Elle remarque la docilité ambiante dans le peuple, elle s'en prend alors à nos libertés, les fragilise et les retire une à une. Elle prend la parole, crie, sans laisser un espace aux autres. Une crise sanitaire qui lui rapporta gros. Elle ne l'a pas directement déclenchée mais elle l'a tolérée, célébrée et poursuivie. Ce fut une sorte de préparation pour la scène finale. Un avant-goût savoureux de ce qu'il l'attend. Elle salive déjà à l'idée d'être l'autorité suprême. La gauche mondialiste se sert des causes à la mode, l'écologie et le féminisme par exemples, pour se donner belle allure, pour se montrer digne et vertueuse. Mais tout est faux.

Elle ne veut que le pouvoir. Elle sait pertinemment que le multiculturalisme efface les nations, rend pêle-mêle les communautés ethniques et efface tout sentiment commun. Que le mélange des races n'est pas sans rappeler les conflits ethnoculturels états-unien largement documentés. Une idéologie politique en harmonie avec une ghettoïsation qui paralyse la société, qui met en péril la paix sociale. Une telle société si diversifiée,

teurs, présentés comme des « complotistes » idiots. Cette publicité vicieuse était une manière détournée de venir acheter le silence de la station. La résistance du poste de radio provoqua une onde de choc et plusieurs clients publicitaires voulurent se dissocier d'une station qui pourtant ne faisait que débattre de l'enjeu covidien, sans pour autant inciter les gens à ne pas respecter les consignes sanitaires. Cette vendetta contre CHOI FM illustre la fragilité sur laquelle repose maintenant la liberté d'expression.

si bigarrée, si peu cohérente et coordonnée, est plus facilement manipulable. L'adage « diviser pour mieux régner » ne peut avoir meilleure application. Sans groupe dominant uni, le pouvoir établi est plus difficilement contesté. La force du nombre [ou l'apparence de] que l'on le veuille ou non, peut faire fléchir tout régime. C'est possiblement ce qui explique, en partie, pourquoi les citoyens de la grande région de Montréal, contrairement aux citoyens des autres régions québécoises, se scandalisèrent bien peu du confinement. Des groupes ethniques isolés coincés derrière la barrière de langue et un faible sentiment d'appartenance à la société québécoise, majoritairement francophone. Un immigrant syrien n'écouterait pas les bulletins télévisés radio-canadiens ni les points de presse en français du gouvernement. Il fera sa petite affaire tranquille chez lui dans une relative ignorance et indifférence. Raison de plus pour mieux choisir nos immigrants et ajouter du muscle dans la législation protégeant notre belle langue française. Il est aussi vrai que le virus frappa plus fortement dans la métropole qu'ailleurs et qu'une nervosité additionnelle s'y installa. Le confinement devenait là plus compréhensible et prévisible, même aux yeux de ses détracteurs les plus virulents. Pouvions-nous en dépit de la peur visible sur le visage de nombreux citoyens débattre sereinement de la pertinence d'une telle quarantaine ? Sans devenir des complotistes ? Aucune étude sérieuse ni données statistiques ne prouvaient l'efficacité d'une mesure si agressive et généralisée. Et particulièrement si l'hécatombe se limitait presque exclusivement dans les résidences pour aînées. Un confinement ciblé n'était-il pas plus approprié ? Pourquoi ne pas seulement confiner quelques coins chauds de Montréal ou certains centres d'hébergement ? Le Québec bloqué pour un problème localisé ? Les résidents montréalais avaient aussi matière à se mettre en colère devant l'ampleur de cet état d'urgence liberticide. Ils ne le firent pas.

La gauche mondialiste a pu, avec la crise covidienne, témoigner de l'efficacité du multiculturalisme dans ses plans de domination. Que de soumettre une population était aussi chose aisée. C'est à se demander si le délai pour fermer les frontières canadiennes et le discours d'abord ambivalent sur le port de masque n'étaient pas une ruse pour propager le coro-

navirus... La droite nationaliste peut aussi se servir de cette opportunité en or pour développer et répandre son argumentaire antimondialiste; la perte d'unité nationale, des virus transmissibles plus facilement, des immigrants qui viennent alourdir une crise sociale et économique, des organisations supranationales (dont l'OMS) nuisibles pour la souveraineté des États, l'attitude déplorable d'une gauche mondialiste cachottière, haineuse et disposée à retirer des droits et libertés fondamentaux. La droite nationaliste doit lutter activement contre l'immigration massive et s'en prendre aux messages enragés de la gauche mondialiste. D'exposer au grand jour ses manœuvres. Une gauche qui souhaite des minorités fortes qui écraseront la majorité historique qu'elle espère faible et désarmée. Une gauche qui veut affaiblir l'homme blanc pour réussir son plan. Celle-ci sait pertinemment que l'homme blanc est habile, ambitieux, ingénieux, critique, capable de raisonner, qu'il ne naît pas naturellement manipulable ou soumis. À l'inverse de l'homme noir qui est traditionnellement plus docile, plus crédule, plus naïf – la pauvreté continue du continent africain et du peuple haïtien en sont les images les plus navrantes. La race blanche n'est ni exempte de faiblesses ni d'égarements – pensons à l'aveuglement du peuple allemand devant le nazisme et à celui du peuple russe devant le communisme stalinien. Mais règle générale, l'homme blanc, créature complexe et dégourdie, a soif de libertés et de connaissances. Il faut donc réduire sa puissance, l'acculer au pied du mur, lui enlever toute sa puissance pour le soumettre. La gauche mondialiste encouragera ainsi la décroissance de la Civilisation occidentale bâtie par l'homme blanc. Pour la faire mourir à petit feu. Elle lui enlèvera ses repères, lui apposera les pires étiquettes – suprématiste, raciste, esclavagiste, naziste, fasciste, colonialiste, patriarcale, nombriliste. Elle encouragera le métissage, les accommodements religieux... et pourquoi pas la propagation d'un virus qui décimerait la population blanche et qui nuirait à son économie ? Tout est possible avec ces idéologues disjonctés, avec ces psychopathes.

L'avènement au pouvoir de la gauche mondialiste a fait reculer, et ce pour la première fois depuis le Siècle des Lumières, les droits et libertés humains. Progressivement, elle programma une rectitude politique

qui mena assez rapidement à une censure des idées contraires et à une interdiction de la pensée critique. Cette société aseptisée et totalitaire, qui était jusqu'à tout récemment exposée de manière isolée à travers le monde, devient un fait planétaire. Le travail acharné de la gauche pour réduire nos libertés, et pour donc solidifier son pouvoir, s'exerce de manière répétée et ininterrompue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Québec est aussi de la partie. La soumission du peuple devant les mesures draconiennes du confinement est révélatrice d'une société à la veille de plonger dans un régime où le vrai est faux et le faux est vrai, où l'esprit est contrôlé, où chercher la vérité devient un acte révolutionnaire. Nous ferons face à des lendemains douloureux. Tout mouvement sortant du cadre prescrit par les autorités sera désamorcé puis éliminé. À travers cette grande noirceur à venir transpire une lueur d'espoir, celle que le peuple se fasse entendre ici et là par l'entremise d'hommes et femmes courageux, de simples citoyens qui entretiennent le goût de la liberté. Des gens déplorant l'omniprésence de l'État dans leur quotidien et qui refusent de se laisser dominer. Des nationalistes s'insurgeront aussi du malheur destiné à leur patrie. Ils ne peuvent admettre que leurs compatriotes soient endoctrinés par des élites mondialistes qui lessivent leurs cerveaux et robotisent leurs pensées. Les nationalistes se désolent de voir leur terre natale, leur havre de paix, leur chez soi, dévasté par l'immigration et l'idéal gauchiste. Les opposants au discours officiel ne doivent pas agir violemment, ni désobéir aux lois votées par l'Assemblée nationale, ni faire du grabuge. Ils doivent poursuivre leurs envolées oratoires, leurs écrits. Ils doivent crier leur désaccord, se faire entendre. Parmi eux, des leaders naîtront et inspireront des milliers de gens qui se croyaient seuls. Des voix s'élèveront au-dessus du firmament gauchiste et mondialiste. Toute parole nationaliste ou toute personne qui sortira des sentiers battus aura devant lui une cohorte de gauchistes fanatisés prêts à lui bloquer le chemin.

Donald Trump s'est inséré dans cette résurgence patriotique. L'homme a ses défauts. Mais il a été la voix d'un peuple qui, dans l'imaginaire de la gauche mondialiste, ne doit en avoir aucune. La liberté d'expression se perd. Un citoyen nord-coréen qui critique le régime de son pays voit

son espérance de vie diminuer drastiquement. En Occident, c'est une mort sociale et publique qui attendra le malheureux proscrit. Les gestes de Trump ont toujours été scrutés à la loupe et interprétés négativement. Les politiciens québécois et canadiens le détestèrent rapidement. Ils admiraient tous en revanche son prédécesseur Obama qui derrière les portes closes, enracinait son antinationalisme et son dessein mondialiste. Il ne fallait pas être un petit génie ni un devin pour prévoir ce qui allait ressortir des médias pendant la crise covidienne. Une critique mur à mur des décisions et politiques de Trump. On l'accusait de gestion déficiente, d'avoir agi trop tardivement, d'avoir sacrifié la santé du peuple pour celle de l'économie et même d'avoir du sang sur les mains. Ces commentaires injurieux pourraient tout aussi bien s'adresser à la gestion des Trudeau, Legault, Macron, Merkel, etc. Mais la réalité est plus complexe. La violence gratuite des propos lancés contre Trump n'est qu'une autre illustration des troubles obsessionnels compulsifs qui habitent des élites gauchistes mûres pour la camisole de force. À la hâte, en croassant comme des perroquets, les chroniqueurs québécois, la plupart montréalais, incriminaient de tous les maux inimaginables l'administration Trump. Des accusations dirigées contre un homme qui dirigeait à des centaines de kilomètres un pays étranger alors qu'eux, grands penseurs biaisés, ne disposaient d'aucune information crédible et précise de la situation qui prévalait à l'intérieur de leur propre région, de leur propre ville, de leur propre quartier. Dans un exercice conjoint de négation, tous nièrent et turent la rapidité décisionnelle d'un président Trump qui se trouvât pourtant être le premier dirigeant occidental à fermer sa frontière à la Chine communiste, puis celle avec une Europe qui devenait alors un foyer important de l'épidémie – frontières que Trudeau, faut-il le rappeler, ferma tardivement et non sans tristesse. Tous ne reconnurent pas son leadership quand il mit en doute les capacités de l'OMS à gérer cette crise. Il lui retira temporairement le financement que lui octroyait le gouvernement des États-Unis et plaça son incompétence sous les projecteurs. Que pensez de sa résolution ferme à responsabiliser la Chine communiste du désastre accompli par le coronavirus tandis que les autres puissances mondiales continuèrent à lui embrasser les pieds. Ces journalistes, spécialistes non pas en politique états-unienne mais

en désinformation, ceux qui accusèrent l'administration trumpienne de négligence criminelle, ne connaissent vraisemblablement pas le régime politique de nos voisins du sud. Ce dernier accorde, dans la gestion des affaires quotidiennes, une pleine liberté et autonomie aux états et un rôle très limité au gouvernement fédéral; le pouvoir d'un état dépasse celui d'une province canadienne qui, nous le savons pourtant bien, dispose d'une autonomie marquée. Si c'est le gouvernement du Québec qui géra principalement la crise covidienne et qui tint dans les mains une lourde responsabilité, il en était de même pour chaque état. Si les choses dégénèrent au Québec ou à New-York, il fallait d'abord blâmer les gouvernements de proximité, ceux de Legault et Cuomo (je ne peux toutefois pas juger de la bonne ou de la mauvaise gestion du gouverneur newyorkais, c'est aux Newyorkais de le faire). Le président des États-Unis et le premier ministre du Canada avaient, en simplifiant les choses, des rôles politiques analogues, c'est-à-dire les enjeux frontaliers, les relations internationales, le déploiement de l'armée et la relance économique. Les mesures sanitaires ne les regardaient que très peu. Force est de constater que le premier ministre Trudeau échoua dans chacune des catégories alors que Trump se distingua. Les médias traditionnels québécois et canadiens laissèrent pourtant percevoir le contraire. La population québécoise crut comprendre qu'un désastre sans précédent touchait nos voisins états-unis, que leur situation était hors de contrôle, qu'un Trump léthargique et inapte envoyait ses concitoyens directement à la morgue. Les Québécois burent les paroles des médias pressés de le faire mal paraître. Ils avaient devant eux un miroir déformant. Trudeau et Legault étaient pendant ce temps épargnés de toute critique médiatique ou presque.

Une réalité alternative s'était manifestée à la population québécoise. La situation états-unienne avait été cruellement dramatisée, surtout si on la comparait aux ratés massifs des autorités québécoises et de la tragédie nationale exposée dans les résidences pour personnes âgées et les CHS-LD. Des mouiroirs devenus l'enfer sur terre. Le cœur du problème covidien au Québec était structurel – une organisation du travail déficiente. Les autorités québécoises n'ont qu'à regarder le désordre qu'elles ont, par

une gouvernance stérile, inefficace et maladroite, elles-mêmes dessinée. Qui étions-nous pour juger de la performance des autres pays alors que nous étions selon toute vraisemblance parmi les pires au monde ? Les élites gauchistes ne réfléchissent plus. Ce sont elles qui nuisent à la réputation du Québec et qui abrutissent le peuple. Leurs sermons de gauchistes à la con vis-à-vis Trump et des autres nationalistes, car eux aussi reçurent des vomissures, sont dénoués de crédibilité en présence de ce surplus de rage et de haine intestine et de la fatalité de la société québécoise moderne, celle qui a pris naissance par la mise en pratique des idées qu'elles défendent. Une société façonnée par elles qui s'écroula lamentablement lors de la crise covidienne. Un système de santé public ingérable dont le labyrinthe bureaucratique est devenu une risée meurtrière, des infrastructures délabrées qui accrurent l'agonie de personnes âgées qui moururent dans des conditions inhumaines, un système scolaire sclérosé placé sous la prérogative syndicale incapable de réagir rapidement, des frontières ouvertes qui placent la majorité historique comme des citoyens de deuxième classe. Avouons que la réalité états-unienne, et celle des autres provinces canadiennes, était bien pénible à déchiffrer et à comprendre, non pas par une opacité informative qui se manifeste ici comme ailleurs, mais parce que nous vivons tout simplement au loin, sur un autre territoire, sur une autre contrée qui ne peut porter qu'un regard éloigné et approximatif du monde extérieur, un regard par-dessus tout qui a été tronqué par une lunette médiatique déraillée. Nos préoccupations auraient dû se porter sur nos propres malheurs covidien. Mais les médias s'amusèrent à diffamer Trump, à lui lancer de la boue un peu comme le feraient entre eux des enfants à la suite d'une grosse averse. Les médias se moquaient donc de l'homme à la houppette orange sans transposer cette énergie négative dans la critique d'un modèle québécois à la croisée des chemins et de la gestion covidienne des crapules qui nous gouvernent. Nos experts se contredisaient et s'enfonçaient dans leurs menteries et nos décideurs jouèrent aux matamores. Une crise difficilement quantifiable et qualifiable tant les chiffres ont été trafiqués. Une panique artificielle a chambardé la vie de milliers de Québécois. Les médias traditionnels ont préféré s'acharner sur les politiques trumpiennes ou bolsonariennes et mettre de l'avant des his-

toires anecdotiques pour mousser la peur – la mort par exemple d’une jeune femme de 27 ans – à défaut d’œuvrer à poser les bonnes questions aux décideurs et à souligner leurs contradictions, à investiguer sérieusement, à fouiller. Un travail journalistique bâclé et de façade qui a engraisé la bête covidienne. Le Dr Arruda qui, formula des énormités, qui admit à quelques reprises, insouciamment ou spontanément, la manipulation statistique, aura pu agir à sa guise, en toute liberté. Il aura ainsi continué son cirque médiatique et ses clowneries publiques, homme pour qui les feux de la rampe s’ouvrirent à son plus grand bonheur, dévoilant sa vanité, et qui eut droit à une passe sur la palette des médias, pour emprunter une expression bien de chez nous. « Des études indépendantes ont confirmé qu’on a [avec le confinement] sauvé entre 30 000 et 60 000 vies au Québec » a-t-il déclaré un jour en point de presse. Aucun journaliste sur place ne lui avait alors réclamé des précisions sur les auteurs et la provenance de ces études. Une affirmation importante, l’une des plus importantes de la crise, qui a fait son bout de chemin sans réaction journalistique³. De la procrastination, de l’incompétence, un biais évident en faveur du gouvernement. Legault a caché des choses. Trudeau aussi. Des mystères persistent. La population ignore les tractations derrière certaines décisions et les influences indues qui ont poussé les autorités québécoises à tant de manœuvres douteuses. Une dictature qui a pu s’installer sans bruit. La crise covidienne a mis en scène un virus inattendu et qui avait d’abord

3 La citation est datée du 22 avril 2020. On apprenait toutefois le 21 mai 2020, un peu par hasard, dans le journaldemontreal.com que « [...] comme le Dr Arruda l’avait avancé, le médecin-chef du groupe scientifique en immunisation de l’INSPQ, Gaston De Serres, estime qu’entre 30 000 à 60 000 vies ont été sauvées dans la province grâce au confinement. En entrevue, il a assuré ne pas avoir subi de pression de la part du Dr Arruda pour gonfler les estimations du total de vies sauvées. » Un article tendancieux qui n’alla pas en profondeur puisque nous n’avions encore là aucune précision sur la teneur des études. Après une recherche exhaustive sur le site de l’INSPQ, je n’ai rien retracé. En fouillant le Web, j’ai remarqué qu’en France, pour un pays pourtant huit fois plus peuplé que le Québec, certaines études (des épidémiologistes de l’École des hautes Études en Santé publique) attestaient que le confinement français allait sauver jusqu’à 60 000 vies. Comment pouvait-on arriver à 60 000 vies aussi au Québec ? Les chiffres d’Arruda était-il ceux de la France ? Un mystère à investiguer.

été perçu comme mortel. Le confinement s'expliquait. Mais rapidement les médias et les politiciens ont joué aux illusionnistes. La menace annoncée ne s'était pas concrétisée. Une opération de camouflage à grande échelle a permis aux divers gouvernements d'exploiter la crise pour assouvir leur soif d'autoritarisme. Les discours politiques étaient destinés à donner aux mensonges un accent de vérité. Un tripotage continu des statistiques qui avait des allures orwelliennes. Les taux de mortalité ont été surévalués; il y a eu avec certitude une fraude statistique pour apeurer la population; les autorités changeaient les méthodes de calcul pour prolonger l'urgence sanitaire – des méthodes utilisées comme facteurs de soumission. Dès qu'un indicateur n'était pas assez anxiogène, elles le changeaient. Le nombre de morts a été le chiffre le plus visible, le plus annoncé à travers les médias traditionnels et donc par ricochet le plus perceptible dans l'esprit des gens. Une peur collective s'est répandue avec l'aide de chiffres aux apparences apocalyptiques. Particulièrement ceux provenant d'Italie où les cadavres s'empilaient. Les images furent saisissantes. Joseph Goebbels aurait apprécié ce travail propagandiste.

Au Québec, la malhonnêteté intellectuelle tirée des chiffres est largement passée sous silence. Ceux qui en contestaient la véracité respiraient paraît-il le complotisme. Les cas de morts présumés, donc non confirmés par des tests fiables ou des autopsies, se sont multipliés sans questionnement. Une exagération statistique amoralisée. Il ne fallait mourir qu'avec le virus, et non pas par le virus, pour être comptabilisé parmi les victimes. Le phénomène de comorbidité, rejeté du revers de la main par les autorités et les médias traditionnels, n'aura qu'accélééré le décès d'une personne à la santé déjà précaire. Plutôt que de mourir dans la dignité, expression à la mode, la panique généralisée et le confinement abusif auront fait de l'agonisant un être humain isolé, loin de ses proches, disparu dans la souffrance et la détresse. Le cafouillage et l'inhumanité de nos autorités firent du décès de nos compatriotes des drames humains impardonnables. Mourir d'une autre maladie pulmonaire telle que la grippe ou une pneumonie, du cancer ou de maladies cardio-vasculaires devenait quelque chose d'étonnamment rare. Le coronavirus agissait-il en guérisseur tel Jésus-Christ devant le lépreux ou l'aveugle ?

« Au cours des semaines 20 à 24 [10 mai au 13 juin 2020], des niveaux exceptionnellement bas d'activité grippale ont été signalés partout au Canada ⁴. »

Le coronavirus, nouveau fourre-tout des causes de décès de 2020. Les taux de mortalité, élevés dès les premières lueurs de la crise, excluaient quant à eux les porteurs du virus asymptomatiques et ceux qui en furent atteints sans le savoir, porteurs qui furent estimés selon les études entre 40% et 80% de la population civile.

« Deux nouvelles études font état d'une forte proportion de cas asymptomatiques parmi des milliers de personnes ayant reçu un diagnostic positif au coronavirus dans deux pays d'Europe. Des experts pressent le gouvernement Legault d'améliorer sa stratégie de dépistage.

Dans le cadre d'une récente étude disponible sur le site de l'Université Cornell, plus de 15 chercheurs italiens et américains ont analysé les données de 5484 personnes ayant fait l'objet d'un traçage numérique en Lombardie, une région de l'Italie. De ce nombre, 2824 ont reçu un diagnostic positif au coronavirus. Parmi ces individus, seulement 31% ont développé des symptômes typiques du coronavirus ⁵. »

« Jusqu'à 80% de cas de Covid silencieux. Une étude démontre que des patients infectés mais asymptomatiques seraient plus nombreux qu'estimé ⁶. »

Une panique généralisée alors que la maladie était principalement asymptomatique et bénigne et que les taux de mortalité furent souvent faussés par des calculs erronés et incomplets. Une panique généralisée alors que le coronavirus ne frappait mortellement qu'une partie de la population pour qui la grippe ou toute autre petite infection aurait été tout aussi fatale. Une panique généralisée se poursuivant même pendant la saison estivale alors que la hausse de patients atteints qui « alarma » tant

4 Extrait d'une étude parue le 19 mai 2020 sur le site du Gouvernement du Canada canada.ca/fr/sante-publique.

5 Extrait d'un article paru le 7 juillet 2020 sur le journalmetro.com

6 Extrait d'un article paru le 28 mai 2020 sur le journaldequebec.com

les autorités était liée en fait à une augmentation du nombre de tests effectués. Je ne suis ni scientifique, ni chercheur, ni médecin, mais comme homme de la classe moyenne, puis-je, sans recevoir les pires épithètes au monde, douter de la pertinence des mesures prises par nos décideurs ? Douter des chiffres officiels ? Prétendre que les experts eux-mêmes ne s'entendent pas sur la gravité ou non du virus ni même sur leurs méthodes de calculs et les mesures à prendre ? Car pour une étude qui valide mon analyse, une autre pourrait venir me contredire. Je l'admets. C'est pourquoi l'unanimité ou presque des gouvernements mondiaux à imposer un confinement abusif et à trembler devant un monstre qui pourrait bien se transformer en souris, est bien étrange et me confirme que quelque chose de suspicieux se cache derrière cette crise. Un nouvel ordre mondial dominé par la gauche mondialiste ? Un capitalisme sauvage ? Une digitalisation de notre société ? Des politiciens impatients d'avoir un contrôle absolu ? Chacune de ses réponses diront certains. Une chose est cependant claire : tout est politique, tout origine de la politique. Les politiciens veulent gagner, rester au pouvoir, se faire aimer. Derrière les tractations et les décisions prises par les Legault, Trudeau et même Trump se programme toujours un plan pour contrecarrer l'adversaire, pour bien paraître, pour préparer la prochaine élection. C'est pourquoi les médias doivent proposer un juste équilibre, faire preuve d'esprit critique et s'affranchir d'eux. Mais ils décidèrent de passer outre cette règle élémentaire de journalisme pour danser une valse langoureuse dans les bras de politiciens qui mènent le pas. Les politiciens mentent. Les gouvernements détournent toute chose à leur avantage. La confiance envers les politiciens est à son plus bas. Nous les savons malhonnêtes. Nous nous méfions de la classe politique. Les vendeurs d'automobiles usagées et elle partagent une position peu enviable dans l'échelle de popularité. C'était ainsi avant la crise covidienne. La crise n'allait certainement pas les transformer en anges et en symboles de droiture. Mais la peur de l'inconnu peut changer l'attitude des gens. Ces politiciens qui s'avéraient jadis des moins que rien se transformèrent ironiquement pendant la crise en personnages crédibles, en modèles à suivre, en guides spirituels, en mentors. Comme quoi le moindre bouleversement ébranle les consciences. Par un travail impeccable de relations publiques, le gou-

vernement Legault profita de la vulnérabilité psychologique des citoyens québécois pour faire d'eux des brebis dociles.

Les médias, en se liant inconditionnellement avec des élus non recommandables et en manque d'attention, ont jeté à la poubelle leurs beaux principes. De jour en jour, les bulletins télévisuels, les pages de journaux et les ondes radiophoniques fourmillent de propagande politique et idéologique. Un contenu prémâché libre de toute contrainte. Les médias traditionnels possèdent comme nous tous la liberté d'expression et leur contenu éditorial les regarde. Mais la population mérite du journalisme de qualité. Ce qu'elle croit pourtant recevoir. Les médias pigent cependant dans leurs sacs d'astuces immorales pour la dissuader de regarder ailleurs, pour insensibiliser sa libre-pensée, pour l'hypnotiser dans une espèce de dirigisme psychique. Ils installent une désinformation subliminale qu'ils emploient abondamment pour définir les médias alternatifs ou tous ceux qui les talonnent durement. C'est ce genre de discours viciés qu'ils ont empruntés pendant la crise covidienne. C'est par eux que l'ascension dictatoriale de Legault prit forme. Le premier ministre québécois, homme de nature timide, terre à terre, petit bourgeois sympathique, allait sombrer dans une hystérie sanitaire qui fit bondir de surprise plusieurs de ses supporteurs, attristés par cette tournure soudaine de sa personnalité. Il devint un politicien comme les autres, c'est-à-dire sans scrupule, assoiffé de pouvoir, perverti par les lobbys mondialistes et capitalistes. Il passa au camp de ces politiciens qui frustrant les nationalistes assumés. Legault n'a pu résister à l'éloquence de son gourou Arruda. Homme disait-on rationnel et réfléchi, Legault remarqua fort probablement à un certain moment, comme nous les sceptiques, les nombreuses incohérences parmi les données et recommandations des instances sanitaires et onusiennes. Réalisa-t-il que son gouvernement confina le Québec en se fiant sur une fraude statistique et que pris au piège, ne pouvant ni reculer ni avouer ses erreurs, il dut maintenir l'état d'urgence et jouer le jeu jusqu'à la fin ? Son rôle de tyran paternaliste lui aura plu et il décida, comme bien d'autres chefs d'États, de poursuivre ce moment surréaliste de notre histoire. Une épidémie manufacturée. Le Québec devenait un asile à ciel ouvert. Pour ne pas perdre la face, Le-

gault a jugé préférable de manifester un déni volontaire de la réalité. Il ne put admettre publiquement l'absurdité devant laquelle il plaçait son peuple en l'emprisonnant pendant plusieurs semaines et en le restreignant dans ses droits et libertés.

Le coronavirus servit d'alibi parfait pour cacher la désorganisation chronique du système de santé et de son réseau de CHSLD. Le gouvernement québécois espérait dissimuler le manque de matériel, de personnel et de médicaments dans les établissements de santé, son insouciance à peu de chose près meurtrière – les autorités qui empêchèrent les aidants naturels et les membres de la famille d'entrer en contact avec des malades qui moururent ensuite de faim ou de soif – le nombre effarant de suicides liés aux mesures de confinement, l'insalubrité et la vétusté de plusieurs hôpitaux et résidences pour personnes âgées, le manque de compassion chronique de l'État, etc.⁷ Il eut des documents falsifiés pour comptabiliser parmi les cas de coronavirus tout nouveau décès. Ajoutons aussi l'interdiction de pratiquer des autopsies et de réanimer les gens nécessitant un massage cardiaque. Sans oublier la fermeture de centres d'appels pour venir en aide aux gens en détresse psychologique. Les cris de désespoir s'intensifiaient sur les réseaux sociaux. Des témoignages de professionnels de la santé qui s'indignaient du traitement inhumain subi par les vieillards et les malades firent surface. Certains sous le couvert de l'anonymat confirmèrent l'incompétence du système et les mensonges répétés des autorités⁸. Une volonté politique de créer une crise

7 Un article de lapresse.ca du 24 avril 2020 parlait de cas où la fin des visites en CHSLD et dans les hôpitaux a mené à une dégradation physique rapide des malades. Parfois, ces derniers se laissèrent tout simplement mourir. Dans d'autres cas, en l'absence de la famille et des proches, les malades étaient laissés à eux-mêmes.

8 Ils furent muselés par leur ordre professionnel respectif et préférèrent rester dans l'ombre par peur de représailles. Des ordres professionnels tributaires du gouvernement. Ce sont entre autres des médecins, pharmaciens et infirmières qui se plaignirent de la fraude statistique dans les calculs de morts covidien. Plusieurs citoyens témoignèrent aussi d'actes de décès mensongers sur lesquels le « coronavirus » était indiqué comme étant la cause de la mort d'un parent pourtant décédé de cause naturelle ou d'une autre maladie.

avec comme moteur principal le nombre de morts et de cas covidien. Tout imputer au virus (et la population) pour sauver la face d'un système déficient. Des chiffres gonflés pour imposer ensuite un vaccin ?

Arruda, marionnette de l'OMS, Legault, marionnette d'Arruda. Les mensonges circulent dans les hautes sphères de la société. Cette crise sanitaire avait comme origine les rapports mafieux entre l'OMS et ses partenaires. D'abord avec la Chine communiste dont elle a voulu protéger les arrières. Un laboratoire chinois gouvernemental douteux à l'origine d'un mystérieux virus pouvant se répandre rapidement. Un Parti communiste chinois appelant à ne pas ébruiter son insouciance et à ne pas éveiller de soupçons sur les activités vraisemblablement illícites s'y trouvant. Une OMS complice de ce manège qui sous-estimera la gravité de la situation et qui niera l'implication directe de leurs copains communistes dans ce qui allait néanmoins évoluer en phénomène mondial. Une OMS corrompue par un régime chinois aux poches profondes qui allait retarder toute intervention des pays occidentaux pour se prémunir d'une propagation potentielle. Des explications chinoises et omsiennes qui furent ensuite laconiques, peu convaincantes voire expéditives. Un crime découvert tardivement nous menant dans une manœuvre d'autodestruction économique et sociale. L'Occident subitement dans la dèche et une Chine qui s'en lave les mains (sans jeux de mots). Belle coïncidence. Cette crise permit à la population, à une partie du moins, de se faire une idée plus précise de l'OMS, de son rôle, de ses partenaires, de ses ambitions, de son double-discours, de connaître sa tête dirigeante, Tedros Adhanom, personnage controversé, ex-ministre de la santé et diplomate sous un gouvernement éthiopien qui passa sous silence trois épisodes d'épidémies de choléra et qui réprima dans le sang des contestataires; en rappelant aussi avant toute chose que cette agence spécialisée est une branche majeure de l'Organisation des Nations Unies (ONU), organisme mondialiste tentaculaire qui a perdu de son lustre par son immigrationnisme sauvage et sa décadence morale, elle qui compte parmi ses membres les plus illustres quelques-uns des pays les plus tyranniques et sanguinaires du monde, comme Cuba, le Qatar, l'Iran, la Chine, le Nigéria, le Pakistan, le Venezuela, la Maurita-

nie, le Yémen et l'Arabie saoudite. Certains parmi eux se distinguèrent même à un moment ou un autre par leur présence au Conseil des droits de l'homme formé expressément pour défendre... les droits humains. Cette classe unique de collaborateurs chevronnés frappe l'imaginaire et rend cette entité onusienne particulièrement délicate et ironiquement divine. Une crédibilité onusienne amochée puis réduite en cendres lorsqu'elle vint à la rescousse de ses amis Antifas alors désignés comme étant un groupe terroriste par l'administration Trump. Une mouvance Antifa portée aux actions armées et violentes contre le pouvoir établi et les patriotes et qui se sert de la terreur en tant qu'arme politique. L'organisation humaniste et sincère née de l'après-deuxième-guerre a depuis fait place à une organisation mondialiste intransigeante et doctrinaire. Une maison-mère onusienne qui dérape entraînera inévitablement dans le péché ses propres créations parasites implantées aux quatre coins du globe. Cette OMS maudite a délaissé le bon qu'elle pouvait avoir dans son cœur pour suivre la trace des bandits à cravates qui abondent dans les hautes sphères de la société. L'organe onusien en charge de la propagande scientifique mondiale se retrouve enlisé dans une mentalité affairiste corruptible. De guide médical incontournable il se fit joujou du régime chinois communiste, des prédateurs de la finance et des grands groupes pharmaceutiques qui ont tous les moyens de leurs ambitions. Une OMS financée principalement par des intérêts privés et des multinationales qui se dira neutre ? Ces corporations ne jouent certainement pas aux bons citoyens corporatifs pour le simple plaisir de le faire, ni pour bien paraître, ni par amour de la science. Ils ne pensent qu'aux retombées qu'offrira une OMS soumise à leurs désirs.

Nos décideurs gardent néanmoins leur confiance en cette organisation complice d'un régime communiste, dirigée par un ex-communiste, experte en copinage et en désinformation. Un simple citoyen l'observant pendant la crise aurait immédiatement décelé chez elle une forme d'amateurisme aigu. L'écho ressenti dans les médias sonnait tout autre. Elle restait la référence mondiale et tous se l'arrachaient. Les politiciens l'adoraient. Les élites mondialistes ne peuvent tolérer qu'un organisme « prestigieux » onusien comme l'OMS soit critiqué. L'OMS a pourtant

sa part d'ombre et si elle a su préserver intact ou presque sa réputation, c'est par l'entêtement idéologique d'une gauche mondialiste capable, par les médias et les politiciens, d'influencer la perception des gens. Il y a aussi, à coup sûr, les gobe-mouches habituels qui croient à l'honnêteté des politiciens et des médias et pour qui l'OMS personnifie la droiture et l'outil de référence par excellence en matière de santé. Les mondialistes ne connaissent aucune limite et attribueront les grands honneurs à toute entité cadrant avec leurs idéaux. C'est cette OMS qui après des semaines de mystères mit cartes sur table et changea la donne. Le coronavirus, caché de prime abord pour ne pas éveiller les soupçons d'une Chine nonchalante et peut-être même en préparation d'une guerre bactériologique, se glissa en-dehors du territoire chinois et franchit montagnes et océans pour se répandre, sans prévenir, dans les villes et villages du monde entier. La marmite se devait de déborder. L'OMS n'avait plus le choix : le virus était connu, inutile de le nier. Elle opta non pas pour une stratégie défensive, qui aurait consisté à se disculper, à minimiser ses erreurs, à rétablir certains faits, à jouer l'innocente, mais pour une offensive audacieuse et combative, qui allait tout chambarder, faire du bruit, créer un tsunami économique, placer les dirigeants politiques sur le qui-vive, dans l'optique, entre autres, de camoufler ses fautes et de maximiser ses alliances. Dans un exercice d'endoctrinement qui restera dans les annales, elle alla miser sur la peur. Ses complices idéologiques ne demandaient pas mieux. Les médias traditionnels retrouvèrent de la puissance communicatrice qui lui permit de refaire le plein de popularité et d'utilité publique. Un marketing sanitaire débuta.

L'OMS, aidée par ces mêmes médias, fit de l'Italie son ballon d'essai. Elle relaya des informations alarmantes et annonça une catastrophe planétaire imminente. La tempête parfaite italienne fit frémir. Les politiciens paniquèrent et s'enfargèrent dès lors dans une série de mensonges et d'actes excessifs. Un affolement qui généra un confinement admis de tous puis une perte de contrôle totale de politiciens qui virent l'opportunité d'asseoir leur pouvoir. Fini les débats parlementaires, fini les compromis politiques. La population n'allait plus avoir l'heure juste. Plutôt que d'intervenir avec parcimonie et prudence, plutôt que de che-

miner avec une analyse cartésienne et réaliste, en d'autres termes de faire preuve de transparence, d'écoute et d'honnêteté, nos dirigeants soufflèrent sur les braises de la panique. Un spectacle haut en couleur pouvait commencer. Ils publicisèrent le nombre de morts et les médias renchérisaient avec des images désolantes et des manchettes sensationnalistes. Les victimes s'accumulaient dans le chaos le plus total. Le coronavirus tuait massivement. Il était l'unique responsable du désastre italien. Il n'y avait aucune autre circonstance atténuante. Tous se gardèrent évidemment d'aller plus en profondeur dans cette histoire d'horreur. La rhétorique était celle d'un virus assassin et impitoyable. Il n'y eut personne pour observer l'environnement particulier sur lequel se déroulait la scène ni pour fouiner la véracité des chiffres qui furent lancés un peu partout. Les statistiques furent gonflées et utilisées pour favoriser de manière sensationnaliste la peur. Tout pays avait ses défis, ses sources de transmission, ses forces, ses faiblesses, un environnement qui lui était propre; d'un pays à l'autre, les conséquences du virus allaient dépendre de plusieurs facteurs et le jeu des comparaisons s'avérerait risqué; le nord italien, principal foyer touché par le virus, était reconnu comme étant une région où la pollution de l'air aggrave les problèmes respiratoires; une Italie aux valeurs familiales formidables qui voit enfants, parents, grands-parents réunis sous le même toit. Là-bas, comme ici au Québec, les politiques de confinement combinées à une campagne de peur ont provoqué une pénurie de personnel soignant. Un personnel à bout de souffle et en nombre insuffisant provoquera inévitablement des erreurs de manipulation et de diagnostic, un manque de surveillance, des lacunes dans les soins aux patients et dans l'entretien des établissements, de la panique et du stress vecteurs de mauvaises décisions et de fatigue. Un tel milieu, devenu sinistre et malsain, aura aussi contribué à atteindre et affaiblir le patient. Des autorités qui auront elles-mêmes, par leur folie covidienne, mis en morceaux un système de santé fragile et lourdement dégradé.

Les politiciens, disait-on, s'en remettaient à la science. Mais de quelle science parlait-t-on ? Celle d'une OMS corruptible et débauchée qui affirme une chose et son contraire ? Nous pourrions, avec humour, la défi-

nir de science-fiction onusienne. Une crise sanitaire basée sur des théories scientifiques réfutées par des dizaines d'autres et avec l'idée de faire appel aux émotions humaines, un peu comme le ferait un film hollywoodien ou le sensationnalisme médiatique. Divertir. Faire rejaillir l'enfant en nous. Des décideurs qui s'appuyaient sur une science onusienne soudoyée par les grandes compagnies milliardaires pour étudier la faisabilité d'un vaccin mondial ou pour mettre en place une fausse pandémie qui leurs permettront de s'enrichir et de dominer encore plus largement – le puissant lobby pharmaceutique et sanitaire qui jouira de la vente de millions de masques, gants, produits antiseptiques, désinfectants, etc. Un dirigisme contraire au principe élémentaire de neutralité imposé depuis toujours par la science. Il ne s'agissait pas pour nous de contester la science ou de la nier. La science évolue. Nous devons contester celle d'Arruda et de ses acolytes mondialistes. Les autorités québécoises et canadiennes (Horacio Arruda et François Legault au Québec, Theresa Tam et Justin Trudeau sur la scène fédérale) ont eu dès le départ un bras dans l'engrenage du mensonge. Elles n'ont jamais avoué ni leurs erreurs ni leurs manques de jugement et encore moins leurs doutes et incompréhensions. Elles n'ont jamais admis qu'un confinement si abusif brimait nos libertés les plus fondamentales. Aucune statistique, aucune donnée, aucun argument étoffé et solide sont venus appuyer les besoins d'un tel confinement. Les seules statistiques utilisées, celles principalement comptabilisant les morts, avaient comme origine des organismes liés à l'OMS ou avaient été perverties et biaisées par les gouvernements. Ces chiffres trompe-l'œil ont atteint la cible. Un sentiment de peur s'empara de la population. Nous avons tous ressenti cette crainte lors des premiers signes du virus en sol occidental. Puis, un questionnement sincère s'installa dans certains esprits. Pour eux, la peur se changea en doute. Pour d'autres, la peur s'intensifia pour devenir incontrôlable voire extrême. Il y avait une corrélation évidente entre cette réaction émotive en chaîne et les messages au ton menaçant, cruel et même réquisitoire qui se multiplièrent de la bouche des décideurs, des micros médiatiques et de la plume journalistique. Des propos démagogiques et moralisateurs suggérant qu'en l'absence de mesures drastiques pour contenir le virus, donc comprendre ici un confinement absolu, le port du masque et un

principe de distanciation sociale ridicule, la population québécoise et canadienne allait connaître un « sort » similaire à celle de l'Italie éprouvée et désespérée, c'est-à-dire là où on accumulait les cadavres, encombrait les morgues et devait choisir à qui prodiguer ou non des soins. Les élites médiatiques et politiques se servirent encore une fois de leur visibilité et de leurs obligations publiques pour pousser leurs propres intérêts.

Le confinement c'est l'euphémisme de la prison. C'est à une manipulation de masse à toute épreuve que la population était conviée. Une stratégie politique classique ultrapartisan fondée sur un charlatanisme crétinissant, détestée de tous mais très efficace si employée finement. Un message subliminal persistant. L'emploi de phrases orwelliennes du genre « porter un masque c'est la liberté »⁹. Nous sommes en danger de mort, lançait-on, et il n'y a que le gouvernement qui peut nous sauver. La conduite politicienne mais aussi élitique pendant cette pseudo crise nous a rappelé à quel point les plus puissants regardent le peuple de haut. Qu'ils le méprisent et s'en moquent. Nous avons été témoins pendant cette pandémie d'une grande première dans l'histoire humaine, à savoir, la mise en quarantaine de personnes en santé. Des gamins privés des joies de l'enfance, des adolescents actifs emmurés, des étudiants collégiaux et universitaires freinés dans leur cheminement scolaire, de jeunes entrepreneurs rêveurs et ambitieux stoppés. Une existence peinte de gris pour un virus sans gravité duquel le taux de létalité se pointait aux environs de celui de la grippe saisonnière.

« Le Center for Disease Control (CDC), l'organisme responsable de la santé publique aux États-Unis, a récemment revu à la baisse le taux de mortalité des personnes infectées par la COVID-19. Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le fixait à 3,4% en début de pandémie, le scénario le plus probable du CDC estime aujourd'hui qu'il oscillerait plutôt entre 0,2 et 0,3% .¹⁰ »

9 François Legault a employé quelques fois cette formule.

10 Extrait d'un article publié le 9 mai 2020 sur le site lecourrierdusud.ca. Ce taux variera d'un État à l'autre, les méthodes de calcul aussi, on s'en doute. Certaines données doivent être relativisées mais règle générale, même dans les médias traditionnels et

Le coronavirus était dévastateur pour nos aînés malades, plus que l'influenza, mais il s'avérait inoffensif pour la population active et les gens âgés de 60 ans et moins. La moyenne d'âge des victimes covidienues se situait généralement même au-delà de l'espérance de vie habituelle. Un journaliste ou un essayiste adoptera à coup sûr les statistiques qui valideront sa thèse ou son argumentaire. Il est facile de faire parler les chiffres pour soi ou sa cause. Des dizaines de graphiques, de tableaux et d'études viendront se contredire les uns aux autres, ou viendront alourdir notre compréhension. En faire une synthèse parfaite sera chose impossible. Néanmoins, peu importe les statistiques, rien ne laissait véritablement supposer la présence d'une catastrophe historique; rien de vraiment extraordinaire ou de marquant. Lorsque la poussière retombera, des bilans se dresseront. Mais avant d'en arriver à ce stade analytique, la population souffre et angoisse. Si plusieurs se plaisaient dans ce mode de vie autoritaire et d'autres ne montraient aucune résistance, des citoyens alumés et convaincus se sont rassemblés pour obtenir des réponses, des explications, pour retrouver leur liberté personnelle et celle de leur patrie. Quels que soient leurs initiatives, la motivation qui les rejoint tous est celle d'un monde libre. Ils manifestèrent dans les rues, signèrent des pétitions, écrivirent aux élus, échangèrent sur les réseaux sociaux, étudièrent les aspects légaux des mesures sanitaires. Plusieurs se regroupèrent pour former, d'une certaine manière, la véritable opposition aux gouvernements. Ce réseautage était de nature à reconforter les plus pessimistes, à solidifier l'argumentaire, à nourrir l'espoir. Le sceptique qui se sentait bien seul dans ses positions, qui se percevait comme étant un excentrique à fuir, se savait désormais épaulé. Par leurs actions, ils espéraient faire reculer les décideurs et empêcher l'implantation de toute mesure liberticide additionnelle. Ils voulurent par le fait même préparer le terrain pour se prémunir de toute nouvelle tentative de coup d'État. Ils savent maintenant qu'un rien peut mener à un contrôle social absolu,

dans les discours officiels, le taux ne dépassait jamais 1%. En fait, il s'établit en moyenne entre 0.3% et 0.5%. Celui de la grippe saisonnière est entre 0.3% et 0.7% selon le Dr Raymond Tellier de l'Institut national de santé publique du Québec (d'après un article publié le 5 février 2020 sur le site ledevoir.com).

à une dictature techno-sanitaire, à un régime de terreur. Qu'un simple virus deviendra peut-être le préambule à l'imposition d'un État policier. La perte de nos libertés pouvait apparaître pour certains comme étant une situation inédite qui allait être vite oubliée. Un mauvais moment à passer. Cette réalité est néanmoins peu probable. Elle est plutôt le prélude à une succession de petits mouvements liberticides instantanés. La droite nationaliste a le plus à craindre de cette conjoncture gauchiste qui la placera sur un qui-vive constant et au centre d'une campagne d'intimidation de taille à lui nuire et à la dépouiller de ses droits. Le mouvement citoyen qui s'indigna du sort réservé au peuple québécois regroupait sans doute plusieurs tendances politiques. Si l'appel à la liberté de ce soulèvement tranquille visait d'abord à freiner le gouvernement Legault, il pava la voie à un réveil collectif – d'un peuple québécois moderne de nature pusillanime. Une rébellion embryonnaire pour se réapproprier notre sol mais aussi pour barrer la route à la gauche régressive et à ces élites corrompues exterminatrices des nations. S'allier face à ces salopards qui bafouent nos libertés et dénaturent qui nous sommes. La gauche anarchiste doit avoir de la compagnie dans l'arène. Un défi colossal attend le peuple puisque devant lui se dresse l'Hydre de Lerne : les médias traditionnels ou conventionnels, la classe politique, le milieu artistique, les intellectuels universitaires, le milieu scolaire, les groupes de pression mondialistes et révolutionnaires, etc.

Les gouvernements dirigent sans se soucier de la population. Ils ont suivi à la lettre, avant et pendant la crise, le programme mondialiste onusien. Ce qui explique pourquoi la panique covidienne fut si vive partout, que plusieurs pays perdirent la tête. Chaque État avait son mandarin de poche, sa meneuse de claqué onusienne et omsienne. Un effroi si généralisé et réel que les chefs d'États conservateurs, nationalistes et pragmatiques, durent, pour échapper à une désapprobation publique intégrale, imiter à regret les politiciens confineurs à large spectre ce qui, par la bande, crédibilisa la thèse d'une pandémie gravissime. Ces politiciens ont cédé à la tentation de minimaliser les peurs et les susceptibilités de la population. Il n'y avait au départ aucune issue possible. Se détacher de la crise devenait politiquement suicidaire en cette période d'urgence

sanitaire et de paranoïa mondiale – leur réflexe initial de douter de l'ampleur réelle de la crise était le bon mais l'exprimer était alors inapproprié. Les Trump, Bolsonaro et Johnson avaient trop à perdre pour ne pas plier, pour un temps, à une volonté populaire dirigée par les élites gauchistes et mondialistes. Les gens s'alarmaient d'un rien pourtant déguisé en cavaliers de l'Apocalypse. Contrairement aux politiciens de gauche pour qui le climat de soumission citoyenne ordonné par le confinement matérialisait leur idéal politique, les politiciens droitistes nationalistes éprouvaient un malaise manifeste à réduire les libertés civiles; par surcroît au nom d'une crisette.

Une ingénierie sociale de calibre olympique briguée par des utopistes de gauche anarchiste. Un confinement de facto hivernal sans logique scientifique, sans queue ni tête. Nul besoin d'être un doctorant en médecine ou un érudit universitaire pour savoir que la grippe saisonnière, qui circule au pays toute l'année, sévit principalement pendant l'hiver, la saison froide, alors que les gens s'encabanent au chaud dans un domicile où l'humidité absolue est basse; plus l'air est sec et froid, plus le virus de la grippe s'épanouit. Le coronavirus n'est pas différent des autres infections respiratoires. Le confinement a non seulement entravé nos libertés et frappé durement l'économie, mais il a probablement nui aux efforts déployés pour vaincre le virus. Les scientifiques attesteront tous que le nerf de la guerre dans la propagation d'un virus est son mode de transmission; tant pour la grippe que pour le coronavirus, la menace provient de ces particules aussi appelées aérosols qui vivent dans l'air et qui rendent bien accessoires le port du masque et le lavage de mains répétitif. Pour chaque pays, l'apogée de la transmission du coronavirus se produisit à la suite de la directive omsienne de confiner inconditionnellement les gens. Une apogée synchronisée et simultanée, une nouveauté dans l'histoire épidémiologique mondiale. Une courbe anormale créée artificiellement. Un homicide de masse accompli par des gouvernements imaginatifs. Ils adoptèrent des stratégies pour accroître le potentiel de dangerosité du virus et pour étendre le risque de contagion. Des choix qui furent politiques. Des choix sans lien avec la science et la santé des gens. Par exemple le gouvernement québécois, en plus de

l'imposition d'un confinement abusif et dommageable, libéra les lits affectés aux soins intensifs des hôpitaux pour laisser place aux futurs patients atteints du coronavirus – ceux qui étaient là, hospitalisés (de santé très fragile) pour des pathologies diverses sans rapport avec le virus, furent transférés illico dans des institutions mal préparées, inefficaces et encrassées qui allaient fournir les conditions propices à l'éclosion des cas covidien¹¹. Le gouvernement a drainé le système de santé, il a détruit son aspect organique au profit du coronavirus.

Fallait-il s'étonner des gestes et des propos abrutissants de nos décideurs ? Des mesures sévères et la mise en accusation des libres-penseurs et des contestataires pour, disaient-ils, nous protéger ? Des décideurs s'opposant d'abord poliment au port du masque puis convertis brusquement en intégristes du masque alors que la littérature scientifique n'avait jamais vraiment prouvé l'efficacité d'un tel couvre-visage. Pourquoi ce revirement ? Pourquoi ne pas le proposer dès le début de la crise alors que les cas se multipliaient ? Pourquoi attendre en juillet, en pleine canicule ? Par improvisation ? Est-ce que la pénurie initiale de masques incitait le gouvernement à minimiser alors publiquement son impact positif ? Est-ce que de gros joueurs pointaient un canon de fusil entre leurs omoplates ? L'obliger n'eut rien changé à l'horreur révélée dans les centres d'hébergement pour personnes âgées. Assurément ce changement de cap avait des allures politiques. Pour faire admettre aux citoyens du danger d'un pathogène, il fallait les impliquer de manière concrète dans la crise et l'imposition du masque s'harmonisait avec cette volonté ferme. Donner l'impression aux gens que les gouvernements sauvent des vies alors qu'ils furent les grands responsables de la prolifération du virus. Les règles sanitaires habituèrent la population à obtempérer à des directives absurdes soustraites de toute base scientifique. Une méthode d'accoutumance pour s'imprégner bêtement de réflexes d'obéissance. Le

¹¹ Les notions scientifiques regroupées dans ce paragraphe représentent une synthèse de diverses entrevues accordées par des chercheurs universitaires; dont celle de Denis Rancourt chercheur émérite et ex-professeur à l'Université d'Ottawa (le 8 juillet 2020 au studiotheovox.com).

masque est le symbole de l'oppression désirée par les gouvernements. C'est une muselière. Ces derniers formatent notre cerveau à accepter des choses insupportables. Si la population consent au masque, elle consentira aussi à ceci et cela. Une évolution progressive vers le totalitarisme influencée par un globalisme élitique débordant d'énergie qui salive à l'idée d'être à la tête d'un monde nouveau, d'un gouvernement mondial. Le masque et le délire autour du virus auront-ils placé une génération d'enfants dans une fragilité émotionnelle et psychologique irréversible ? Dans un défaut d'apprentissage persistant ? Des enfants robotisés ?

La crise covidienne nous a permis d'assister à une version politique du syndrome de Stockholm. Des citoyens admirant leurs oppresseurs. Elle aura aussi exposé le favoritisme et le double langage des gouvernements. Le peuple ordinaire ou, pour être plus précis, la majorité historique québécoise et canadienne, fut placé sous verrous et dépouillé de ses droits et libertés pourtant enchâssés dans une Charte des droits et libertés mise en pratique, dans les faits, uniquement pour le bien-être des minorités et de la gauche militante. Il y a des droits et libertés pour elles; et certains et droits et libertés pour les autres. Le Canada en 2020 témoigna de cette dualité légale et politique. Un peuple qui doit se taire, écouter et marcher au pic et à la pelle. Le peuple ordinaire confiné et abusé par les autorités – surveillance accrue, la remise de contraventions pour le « non-respect » des règles sanitaires. Une gauche qui pendant la crise contourna ces mêmes règles, manifesta violemment, cassa tout, vola de la marchandise, vandalisa les biens publics. Comme quoi les groupes de l'antiracisme pouvait déroger aux contraintes sanitaires avec l'approbation officielle des premiers ministres Legault et Trudeau et des maires des grandes villes canadiennes et celle des médias conventionnels. Certains autochtones purent également défier la loi, un peu avant l'arrivée du coronavirus, en bloquant des routes, des ponts et des voies ferrées; ce blocus autochtone, lié à une crise ferroviaire, se poursuivit plusieurs jours sans aucune conséquence criminelle pour ces voyous. Des politiciens et des forces de l'ordre qui fermèrent les yeux, terrifiés par la simple idée d'intervenir. Des patriotes manifestant pour l'arrêt de l'immigration de masse ou pour afficher leurs couleurs nationalistes n'auraient évidem-

ment pas pu bénéficier de ces privilèges ni obtenir une couverture médiatique favorable. Le fameux deux poids deux mesures qui prendra fin un jour : le peuple se fâchera, se déchaînera. Pour le moment, le narratif officiel ne donne aucune chance ni tribune au peuple. Encore moins à la droite nationaliste, son alter ego, qui parle humblement pour lui. Quand une minorité ethnique ou une communauté autochtone se méfie des autorités et ose les confronter, le gouvernement écoute attentivement. Les élites féliciteront ces démarches audacieuses. Elles encourageront parfois même la désobéissance civile. Du bruit, du dérangement et de la bestialité pour une bonne cause! Les Antifas seront décrits comme de simples manifestants passionnés. Si un blanc (ou pire un nationaliste) confronte, lui, le gouvernement, il sera ridiculisé et traité de complotiste. De Nazi. D'extrémiste de droite. Ou de Covidiot. Qu'elle est belle cette société... Célébrons la!

CHAPITRE TROISIÈME : LES CONSÉQUENCES DE LA CRISETTE COVIDIENNE

Toute crise comporte inévitablement des répercussions. Positives et négatives. Elles marqueront aussi un tournant dans la carrière politique des politiciens qui se présentèrent quotidiennement devant les caméras. Les premiers ministres des provinces canadiennes et les gouverneurs des états états-uniens sont par la nature de leurs fonctions en ligne directe avec la population. Ils sont, en quelque sorte, les premiers répondants. Trump ou Trudeau ont eu un rôle prédominant, mais leurs prises de décision se firent à travers un prisme d'abord global. Legault parla directement à son peuple et ses décisions avaient un impact immédiat et direct. Le confinement était sa décision. L'imposition du masque aussi. Il a pris des décisions liberticides applicables partout au Québec alors que la crise était conscrée dans les résidences pour personnes âgées et quelques quartiers montréalais. Le peuple n'avait rien à voir avec le traitement odieux qu'endurèrent nos aînées. C'est le gouvernement qui les a laissé souffrir et mourir.

La crise covidienne aura servi de laboratoire ou de répétition en attendant la prochaine pandémie, celle qui pourrait être beaucoup plus catastrophique. Malgré un certain risque lié au coronavirus, cette infection pulmonaire ne touchait principalement que les gens âgés, vulnérables et déjà mal-en-point. Les personnes en santé et particulièrement les jeunes âgés de 20 ans et moins n'avaient pour ainsi dire qu'une probabilité fa-

mélique d'en décéder ou d'en garder des séquelles. Si la mort de chacun provoque une immense tristesse, ce sont les agressions contre les droits et libertés du peuple qui de l'avis de plusieurs, auront surtout transpiré de cet œuvre mélodramatique moliériste. Le gouvernement québécois réédita sans le savoir une traduction contemporaine du Malade imaginaire. La Civilisation occidentale aura besoin de nombreux mois sinon d'années pour se remettre des traumatismes économiques essuyés pendant la pandémie. Les gouvernements s'endetteront et refileront la facture au peuple. Le cartel bancaire, les marchés financiers et les grandes corporations financières auront là une manne inespérée. Le zèle sanitaire, frein à toute liberté de mouvement et de libre-entreprise, se répercutera dans le portefeuille des entrepreneurs québécois qui porteront sur leurs épaules la faillite d'un système.

L'autoritarisme gouvernemental covidien devrait, dans une vraie démocratie, faire l'objet de commissions d'enquête et de débats pour éviter que de nouvelles dérives se reproduisent. Cette perspective est illusoire dans une classe politique tissée serrée qui protégera avant toute chose ses petites fesses. Une démocratie à l'agonie. La ligne de parti est plus importante que le peuple. Cette crise aurait pu révéler des politiciens courageux à la défense de leurs compatriotes. Aucun député parmi les 125 de l'Assemblée nationale ne s'opposa aux mesures abusives comme celle de l'imposition d'un masque en pleine canicule estivale. Pas un député de l'opposition! Pas un député caquiste pour quitter les rangs du parti ministériel. L'honneur est optionnel en politique. Les citoyens se retrouvaient sans ressource parlementaire et politique pour veiller à la démocratie et à leurs droits. Tous unanimes. Une démocratie disiez-vous ? Il n'en reste que des miettes. Nous sommes en déficit démocratique. L'époque des députés qui par conviction morale et personnelle quittaient leur parti est révolue. Ces années de politiciens solides et fiers ne reviendront pas de sitôt. Ceux qui quittèrent leur siège libéral ou conservateur pour fonder le Bloc Québécois. Ceux qui ne tolèrent pas les affronts faits au Québec ou au peuple. Le monde politique n'est plus aujourd'hui une arène virile, ni le terrain des patriotes. C'est le carré de sable des paresseux et des lècheurs de bottes trop heureux d'avoir gagné à un loto salarial. Des

passionnés des chèques de paie abondant de la vie parlementaire. Des similis bagarreurs parlementaires qui se donnent à fond dans des prises de bec ne servant qu'à épater la galerie. La crise covidienne aura démolie les derniers espoirs que nous pouvions entretenir envers la démocratie et les politiciens québécois et canadiens. Enfin, c'est le constat décevant observé par ceux qui avaient encore foi dans la classe politique. Des hommes et des femmes désabusés et mélancoliques, ne sachant plus vers qui se tourner, qui abandonneront leur vigilance citoyenne et qui vivront comme des ermites politiques; puis des idiots utiles manipulables, dans la lignée de ceux qui avant la crise méprisaient les gouvernements et qui pendant la pandémie, furent dupés puis convertis en amis des politiciens et du système. Les puissants voient le chemin s'ouvrir pour eux. La gauche continuera son travail de démolition. Malgré ce pessimisme, une lueur d'espoir persiste. Une petite.

Un virus anodin provoquant une commotion et soumission populaire impressionnante, la formation en quelque sorte d'une jeunesse hitlérienne prête bientôt à servir loyalement aux ordres des plus puissants. Les enfants et les jeunes auront pendant cette période, par l'intermédiaire de la propagande gouvernementale et médiatique, développé une mécanique d'obéissance au gentil gouvernement, à Monsieur le premier ministre qui nous adore, mais aussi des automatismes de paranoïa sociale, des réflexes d'asociabilité, de bons petits soldats apeurés par leurs reflets dans l'eau, des trouillards donc. Une génération perdue qui se cachera sous les jupettes de maman. Qu'advient-il du peuple si un virus vraiment impitoyable apparaissait ? En plus d'abrutir et robotiser une partie de la population, la pandémie aura, pour les autres, c'est donc dire pour les sceptiques et les lucides, eut un grave effet pernicieux, celui d'une perte de confiance envers ses gouvernants. En d'autres termes, les gouvernements risquent de perdre toute autorité morale sur bien des gens décidés à lutter pour leurs droits, ceux qui auront décelé la supercherie des plus puissants, ceux qui seront incrédules devant une menace sanitaire réelle, ceux qui n'écouteront plus – à moins, et la chose est impensable ou presque, que la fraude covidienne apparaisse au grand jour à la population québécoise et canadienne et qu'elle mette en marche des

travaux de démolition de la classe politique actuelle. Une population ou une partie d'elle, qui ne répond tout simplement plus aux appels des autorités en période critique d'une répétition de la peste noire médiévale, ne serait-ce pas là la pire conclusion portée par la démesure covidienne ? Une maladie infectieuse qui tel un ouragan, dévaste, sans distinction, des villes, villages, des familles, une région, une génération.

Les élites québécoises et canadiennes sont à la croisée des chemins. Leurs comportements covidien aux quels on ajoute des années de gestion malhabile, frauduleuse et biaisée en ont désabusé plusieurs. La suite est difficile à prévoir. Ce chemin ne mène qu'à deux routes : celle d'un asservissement populaire soviétique maoïste, ou celle du paradis citoyen regagné redonnant ses lettres de noblesse au nationalisme et au patriotisme. La première route semble pour le moment celle être tracée en caractères gras sur la carte mondialiste occidentale, celle qui ressort de la cartographie googlienne. La liberté d'expression souffre. La gauche mondialiste cherche à faire taire de manière pernicieuse et immorale le moindre écart de conduite. Elle s'en prend aux gens personnellement, les harcèle. Elle veut les faire taire et les rendre malade. Elle trouvera tout moyen caché pour te retrouver, te faire la vie dure et te faire perdre ton emploi. Cette tactique n'est pas née d'hier mais elle a été déployée de manière sauvage lors de la crise covidienne. Elle entache des réputations. Elle ne connaît pas la pitié. De petits génies disaient que les « conspirationnistes » frôlaient le crétinisme et que leur irresponsabilité s'apparentait à un acte criminel. Des conspirationnistes qui ne font pourtant que poser des questions, qui ne remettent pas en doute ni la présence du virus ni sa contagion ni que des gens peuvent en mourir. Ne pas suivre aveuglément les recommandations de ces chers Legault et Arruda ferait de nous des illuminés ou des écervelés qui croient que la terre est plate. Ces répliques d'enfant d'école supposaient que toute personne s'écartant du langage officiel s'avérait être un connard – malgré son esprit critique qui le pousse à se méfier et réfléchir. Et supposaient aussi, lire entre les lignes, réduire la liberté d'expression. Cette dernière n'a-t-elle pas comme but, justement, de permettre à tout individu de dévier de la ligne éditoriale du jour ? À sortir de la marge ? Qu'elle est l'instrument

du critique ? Qu'une opinion contraire puisse mener à un débat ? Qu'une idée opposée n'est pas nécessairement stupide ? La pensée unique d'un régime communiste; la liberté d'expression d'une démocratie. Il est aussi ridicule de croire que le citoyen outré par les mesures sanitaires covidienues abusives ne le fait que par principe et qu'il risquerait sa vie, et celle des autres, par une pure obstination personnelle liée à ses désirs de libertés individuelles. Ce dernier, se sachant atteint d'un cancer, se fera soigner; ce dernier voyant des proches, des amis, de la famille, tomber au combat après une courte lutte contre un virus virulent, prendra des précautions, n'ayez crainte!

La crise aura réveillé de nouveaux sentiments de méfiance à l'endroit des institutions en montrant toutefois aussi des citoyens conformistes facilement manipulables. Mais sur une note plus générale, la crise fera également prendre conscience des défis auxquels la société occidentale sera confrontée au cours des prochaines décennies. Des nouvelles peurs, peur des microbes, peur d'une guerre bactériologique, peur de son voisin, peur de voyager, peur d'aller dans les transports en commun, dans les centres commerciaux ou dans les espaces clos. Une mysophobie collective jointe par tant de mesures sanitaires, imposées ou non, qui affaiblira le système immunitaire des gens. Qui repoussera les contacts humains, déshumanisera une société devenue craintive, austère et individualiste... de la musique pour les oreilles de la gauche régressive. De nouvelles peurs mais aussi, heureusement, de nouvelles prises de conscience. Une pandémie planétaire qui a suscité de fortes réactions sur les dangers d'un mondialisme décomplexé, sur la nécessité d'un resserrement intensif des frontières, sur le cas particulier des villes multiethniques qui furent de loin les plus touchées par la crise, sur l'immigration de masse qui fragilise nos institutions, appauvrit des quartiers et facilite la transmission de virus; que de poursuivre cette folie immigrationniste ajoutera un fardeau dans une économie instable et engendrera des besoins et coûts sociaux additionnels, disons même astronomiques, au moment où l'appareil gouvernemental trébuche comme jamais. Les mondialistes, amoureux de la terre entière sauf de leur patrie, qui firent valoir comme supercherie, une autre, l'importance de l'immigration pour

combler une pénurie de main d'œuvre fictive, devront déployer tout leur talent imaginaire pour nous convaincre concrètement, en plein naufrage économique, de l'urgence d'accueillir à nouveau des milliers d'étrangers providentiels¹. La gauche mondialiste instrumentalisa politiquement le marché du travail en élaborant une thèse fantaisiste sans fondement crédible. Une telle pénurie, si elle existe, ne serait que temporaire. Une activité économique faste avec le plein-emploi, ce qui fut le cas dans les dernières années, sera inmanquablement suivie, dans un cycle économique, d'un creux de vague, d'une récession, d'un ralentissement. Le coronavirus nous plongea dans une crise sans précédent depuis le krach boursier de 1929. Il donna lieu à un taux de chômage important, à des faillites à répétition, des fermetures d'entreprises, des déficits gouvernementaux records. Les nouveaux arrivants, disons-le franchement, sont et seront de futurs chômeurs, des sans-emplois chroniques. Le peuple québécois doit d'abord prendre soin de lui-même, des siens, de nos compatriotes fauchés par la dérive caquiste. Se serrer les coudes.

Les entreprises auront à se réinventer et les travailleurs à garder confiance. Il y a bien les chômeurs malhonnêtes qui contournent les règles ou qui profitent abusivement des programmes gouvernementaux; la PCU, la prestation canadienne d'urgence, soutien financier des plus généreux accordé pendant la crise par le gouvernement Trudeau, un cadeau électoral en termes clairs, fit de nombreux heureux, paresseux et « bougons² ». Il faudra les inciter à chercher un travail. Nous sommes mal-

1 Les immigrationnistes ne dorment pas, tout particulièrement ceux du patronat. Leur litanie immigrationniste aura rapidement bifurquée. Leur angle d'attaque est encore une fois celle d'une immigration providentielle. Elle viendrait maintenant résoudre la crise économique covidienne. Rien de moins! « Stéfane Marion, économiste en chef et stratège à la Financière Banque Nationale, croit que l'immigration est la planche de salut pour la survie économique des grandes villes du pays après la pandémie. Il insiste sur l'importance de maintenir la politique d'immigration qui était en place avant la récession. » Source : un article du 8 août 2020 publié au ici.radio-canada.ca.

2 En référence aux personnages de la série télévisuelle québécoise « Les Bougon, c'est aussi ça la vie! » diffusée entre 2004 et 2006 et qui racontait l'histoire d'une famille québécoise qui déjouait et profitait du système.

gré tout en présence d'une majorité de chômeurs fiers, malheureux de leur sort, qui veulent travailler. Nous devons d'abord les aider. Mais les grandes industries et les lobbys patronaux, immigrationnistes et alliés circonstanciels de la gauche mondialiste, réclameront une nouvelle vague migratoire – que nous soyons ou non en pandémie, que nous soyons ou non en récession. Leur idéologie et leur égoïsme triompheront. Le patronat main dans la main avec une gauche anticapitaliste. Une droite économique qui espère profiter d'une main d'œuvre bon marché et soumise; une gauche qui se sert des immigrants par électoralisme et dessein idéologique. Les immigrationnistes ont, sans grande difficulté, l'attention des décideurs. La classe politique les écoute avec une admiration presque malade et néglige le citoyen ordinaire qui appelle à l'aide et crie famine. Comme le fait si bien Justin Trudeau.

La crise covidienne aura placé le premier ministre canadien au cœur de l'action. Elle nous témoigna, comme toujours, de sa facilité débordante à dilapider librement les fonds publics. Elle ouvrit les yeux de plusieurs sur son manque de jugement caractéristique et sur une idéologie multiculturaliste qui le suit partout, peu importe les circonstances. En tant qu'idéologue utopiste, il se refusa de réagir lorsque le virus salua la terre canadienne. Son mondialisme débridé contribua à le propager et à rendre fou de rage des Québécois agacés une fois de plus par un chemin roxhamien ouvert pour tous, ce sésame ouvre-toi de l'immigration clandestine. Une porte d'accès par laquelle se moquer de nos lois devient une norme, une habitude, une espérance, une réalité. Un geste encouragé par un gouvernement fédéral doté d'une immoralité et d'une impudence à toute épreuve, qui consent à ce que le premier geste officiel d'un étranger en sol québécois soit criminel. Il a été dit que la crise covidienne fit retrouver la raison à un Justin Trudeau qui ferma le chemin. Une affirmation audacieuse placée sous toute réserve d'une rechute immigrationniste subite, une porte fermée facile à rouvrir discrètement. Cette route où galope une illégalité tolérée est un symptôme typique d'une société mondialiste. Le respect de la loi et de l'ordre n'est applicable qu'au petit peuple. Une fermeture permanente, non limitée à la crise covidienne, apparaît pour la classe dominante multiculturaliste comme étant un caprice nationaliste.

Un autre signe de racisme. Bien avant la crise, les forces policières canadiennes (GRC) et québécoises (SQ) se déguisaient en bons samaritains ou en valets d'hôtels lorsqu'elles interceptaient ces immigrants en pleine cavale. Un service cinq étoiles. Ils étaient les bienvenus.

La crise mènera-t-elle le gouvernement québécois à y garder un œil attentif et à réagir patriotiquement à tout assaut à notre souveraineté territoriale ? Son rôle est secondaire dans une fédération où les frontières sont de prérogative fédérale. Notre gouvernement national a le devoir moral de mettre son pied à terre, de bloquer les intrus, de se fâcher et de mettre de la pression sur les crétins qui nous dirigent à Ottawa pour qu'enfin se termine cette farce monumentale. Les mondialistes québécois et canadiens qui nous gouvernent ne bougeront pas. L'invasion se poursuivra. L'armée canadienne n'interviendra en aucun cas avec vigueur. Des accusations criminelles ne seront jamais portées. Les renvoyer ira contre les principes de notre royauté élue qui jouera continuellement à l'autruche. Un Québec indépendant aurait le contrôle complet de ses frontières. Les mots ne suffisent plus. La majorité historique québécoise a besoin d'un gouvernement nationaliste qui refusera toute intrusion illégale sur son territoire. Ce genre de gouvernement ne sera certainement pas caquiste, Legault étant un ancien entrepreneur du marché international, un promoteur du mondialisme. Un politicien de connivence avec les multinationales et les entités onusiennes. Il s'est improvisé nationaliste par électoralisme. Ce nationalisme était par surcroît minimaliste et peu rigoureux. Qu'annuellement des centaines d'immigrants entrent chez nous illégalement ne l'intéresse nullement. Le Canada multiculturaliste les accepte amicalement, nous en payons le prix avec la complicité de nos gouvernements québécois collaborateurs. Une nation qui se respecte défend sans hésitation son territoire, le

« seul coin du monde où nous puissions être pleinement nous-mêmes, ce Québec qui, nous le sentons bien, est le seul endroit où il nous soit possible d'être vraiment chez nous .³ »

3 Extrait d'une citation de René Lévesque dans *Option Québec*, 1968.

La crise covidienne ne nous a-t-elle pas, au moins, épris d'un désir de liberté et de souveraineté territoriale, alimentaire et politique ? Si le Canada veut embrasser la diversité et ne plus avoir de repères identitaires, de ne plus former une nation, le Québec n'a pas lui à s'insérer dans cette gamique post-nationale. La race canadienne-française, qui a encore, pour un temps du moins, prédominance ici, rejette cette voie politique. Elle sait que le multiculturalisme pourrait l'atteindre un jour en plein cœur. Qu'elle serait vouée à disparaître. Même si elle se plaît, comme partout ailleurs, dans le confort et la technologie et qu'elle peut sembler à l'occasion indifférente, un fond nationaliste persiste en elle. Elle sait que depuis la Conquête britannique, des hommes et des femmes luttèrent pour préserver cette culture française, parfum unique des Amériques. Le multiculturalisme canadien accorde une place importante à l'immigration. Elle est devenue insupportable, ingérable et profondément antidémocratique. Le peuple a devant lui des politiciens canadiens qui ont une lecture mondialiste de la société et qui, par idéologisme, préparent demain avec des plans immigrationnistes de plus en plus sophistiqués et agressifs contre les peuples fondateurs canadiens. Si les politiciens québécois francophones ont en eux une certaine fibre identitaire, très discrète depuis vingt ans, ceux du Canada anglais ont abandonné leurs racines pour s'engager pleinement dans leur suicide collectif. À l'échelle fédérale, voter pour un politicien signifie, à quelques exceptions près, un vote pour le multiculturalisme. Le citoyen n'a aucune alternative ou presque. Le Québec francophone continuera ainsi à subir les contrecoups d'un gouvernement fédéral dérèglé et potentiellement mortel pour sa pérennité nationale.

L'enjeu prioritaire de notre peuple est démographique. L'immigration de masse déstabilise progressivement notre patrie. C'est notre pire ennemi. La crise covidienne, si terrible fut-elle, aura, dans un rare moment de réjouissance, freinée voire interrompue temporairement l'insensée cadence migratoire. En lieu et place d'une propagande mur à mur sur l'imposition du masque, des conférences de presse covidienne alarmistes, de mesures sanitaires sorties d'un chapeau, de la cacophonie gouvernementale entourant le confinement et le déconfinement, de l'empresse-

ment de promulguer des lois et règlements totalitaires, un gouvernement québécois responsable et visionnaire aurait sauté sur l'occasion unique dévoilée par le coronavirus pour instaurer un moratoire complet de quelques années sur l'immigration, dans le but de réfléchir tous ensemble, après la crise, de la suite des choses. De nous interroger sur nos besoins réels en immigration et sur la provenance de celle-ci. Un gouvernement québécois intelligent et soucieux de notre avenir comprendrait l'importance suscitée par une révision de notre système d'immigration, que la question n'est pas à prendre à la légère, qu'elle est même vitale pour nous. Les années libérales eurent l'effet d'une bombe. Son électorat naturel, les immigrants, s'est multiplié exponentiellement pendant que les ghettos ethniques se développaient. Le Québec historique français perd peu à peu de sa puissance, de son influence et de sa dignité. Notre identité nationale est rejetée par cette horde d'immigrants souvent restés fidèles aux valeurs et mœurs de leurs terres natales. Si la crise a assombri notre ciel de bien des façons, une immigration mise sur pause l'illumina quelque peu. Une trêve de courte durée qui inspirera peut-être les patriotes à se battre d'abord contre l'immigrationnisme politique et médiatique.

Le mondialisme de Legault qui fit surface n'est pas de bon augure. Les nationalistes pouvaient espérer profiter du désordre économique et social de la crise covidienne pour réitérer leur patriotisme et mousser l'arrêt immédiat de l'immigration de masse. Utiliser cette période turbulente, où les regards se sont tournés vers la relance économique et l'équilibre sanitaire, pour fermer la valve migratoire pour de bon sans créer trop de remous chez des mondialistes occupés à souffler sur les braises des feux qu'ils ont allumés pendant la crise; à savoir l'imposition de mesures liberticides et de nouvelles normes sociales, la poursuite d'une lutte antiraciste, les démarches pour définancer la police, la nouvelle vague de dénonciations sexuelles du tribunal populaire, leur révisionnisme historique. François Legault avait les coudées franches pour agir dans les intérêts démographiques du Québec. Des partis d'opposition amochés, une vie démocratique au neutre. Son controversé projet de loi 61 (nous en reparlerons) aurait pu, par exemple, être utilisé comme un aimant

politique ou servir de paratonnerre à la mise en place d'impératifs nationalistes. Pour paver la voie à des efforts parallèles, discrets, à l'abri des regards et des critiques assassines habituellement lancées aux tentatives d'abaisser les seuils d'immigration. Les mondialistes se sont tellement éparpillés que leurs gémissements contre ce nationalisme démographique allaient peut-être se perdre dans la mêlée. Il serait toutefois naïf de croire que les mondialistes se désintéresseraient à ce point des questions d'immigration. L'immigrationnisme est leur cheval de bataille. Leur programme exhaustif de déprogrammation occidentale, qui comporte de nombreuses facettes et qui se dirige dans tous les sens, ne fera que diminuer un peu l'intensité des attaques. Mais rien n'y fait. Le gouvernement Legault marcha dans le sens inverse. Il n'afficha aucune visée nationaliste. La démographie québécoise ne le préoccupe pas. Le premier ministre aura même nommé une femme racisée à la tête du ministère de l'Immigration, qui, sans lui enlever ses qualités personnelles, ne travaillera certainement pas à la réduction des taux d'immigration; elle ne fait pas partie de la majorité historique québécoise qui s'inquiète de la diminution constante de son poids démographique ⁴.

Toute mesure nationaliste a le potentiel de déclencher la furie des élites mondialistes. La démocratie est en danger si un gouvernement élu par le peuple recule devant une minorité militante. Ici, ce sont les mondialistes qui bâillonnent notre affirmation patriotique et cristallisent notre immobilisme nationaliste. L'enjeu démographique est trop crucial pour nous. Le gouvernement québécois doit le régler et vite. Le temps presse. S'il craint la colère d'une gauche mondialiste combattive, il n'a qu'à opérer de manière astucieuse et intelligente. Pour mettre en pratique un programme nationaliste, un gouvernement prudent pourrait faire di-

4 Cette femme est Nadine Girault. Le 17 août 2020, le gouvernement Legault déclara qu'il allait « poursuivre l'augmentation du nombre d'immigrants admis annuellement, malgré la hausse du taux de chômage causé par la COVID-19 ». Source : journaldequebec.com. Ce geste confirme la trahison caquiste. Le gouvernement a laissé tomber la majorité historique québécoise. Nous sommes au prorata l'une des nations recevant le plus d'immigrants. Nous sommes foutus si cette tendance se poursuit.

version, être le metteur en scène d'une fausse crise politique. Le gouvernement profiterait alors d'une accalmie immigrationniste et pourrait déployer plus facilement son arsenal nationaliste. Trump a régulièrement adopté cette tactique pendant sa présidence : ses sorties intempestives sur Twitter ou lors de ses points de presse n'avaient rien d'une improvisation ou d'un délire spontané. Les politiciens de tout acabit et de toute époque se sont perfectionnés dans l'art de manipuler les gens, d'utiliser la diversion comme mode de gouvernance. La crise covidienne aurait pu jouer ce rôle d'agent de diversion pour le Québec. Tandis que l'attention générale était tournée vers le sensationnalisme covidien, le gouvernement québécois aurait pu, dans une relative quiétude, abaisser les seuils d'immigration, durcir la Loi 101 ou redonner du lustre à notre histoire nationale. Évidemment, certains déploreront le manque de transparence d'une telle manœuvre politique. Agir en catimini n'est certainement pas idéal, mais que peut-on espérer de mieux avec une classe politique moderne qui tremble de peur devant la moindre offensive de la gauche mondialiste ? Et il est bon de rappeler que le gouvernement caquiste a été élu démocratiquement notamment pour son discours identitaire et sa promesse de réduire l'immigration. Qu'il le fasse subtilement ou à visage découvert, sa légitimité ne faisait pas de doute. Nous sommes dans une période décisive de notre avenir national. Nous devons cesser de tergiverser sur l'immigration. Étoffons notre argumentaire et convainquons nos compatriotes de se joindre au mouvement nationaliste. Rappelons à l'ordre la gauche mondialiste pour qu'elle retrouve sa lucidité. Répondons à son militantisme bagarreur et violent par des philippiques des plus éloquentes. Les nationalistes doivent réussir un coup d'éclat pour redonner confiance au peuple. Malheureusement, Legault a montré non seulement un visage laid et hideux dans sa gestion de la crise covidienne, mais aussi celui d'un traître à la solde des mondialistes et des grosses corporations internationales.

Il faut être réaliste, débattre d'immigration est aujourd'hui tabou. L'immigration massive doit rester pour les mondialistes un modèle de société. La moindre proposition qui s'éloigne du cadre immigrationniste sera reprise en boucle et dénoncée. Le Legault autoritaire capable de prendre

des décisions dures et impopulaires, comme celles des mesures sanitaires covidienues, aurait pu faire face aux critiques et défendre la patrie contre l'immigration de masse. Pour abaisser le nombre d'immigrants mais aussi pour se montrer ferme devant un gouvernement fédéral multiculturaliste qui se croit tout permis. Mais son ton despotique était calculé et aucunement un signe de virilité. Par son confinement abusif qui ouvrit la porte à une société aux allures soviétiques et aussi, simultanément, moins polluante, il a plu à la gauche régressive, celle qui est, en toute période, revendicatrice et bruyante. Le peuple ordinaire reste chez lui. Il peut être hypnotisé et matraqué à volonté. Sans grognement massif de sa part, Legault n'avait donc pas à défendre vigoureusement ses consignes sanitaires. Il avait le champ libre. Si une révolte populaire ou un mouvement social similaire aux Gilets jaunes en France avait manifesté bruyamment son désaccord au confinement, aurait-il flanché ? Les mondialistes n'écoutent pas le peuple. Emmanuel Macron⁵ a survécu politiquement en utilisant une répression policière impressionnante. Legault aurait fait de même. Le citoyen ordinaire et la droite, nationaliste ou non, sont absents des débats publics québécois. Ils sont généralement calmes et respectueux, donc inoffensifs. Les médias traditionnels, il est vrai, les ignorent ou les ridiculisent. Les politiciens aussi. Tout politicien se méfiera, ou pire, s'alliera à cette gauche radicale capable d'endoctriner et apeurer les gens.

La crise covidienne aura, du moins dans les premières semaines, uni les peuples. En période difficile, les peuples peuvent se regrouper et s'entraider. Le nationalisme sortit quelque peu la tête de l'eau. Les politiciens mondialistes ont sans doute craint cette montée en puissance. C'est probablement pourquoi ils décidèrent de durcir les mesures sanitaires et de polariser l'opinion publique – l'imposition du masque a divisé les citoyens entre eux, entre ses partisans et ses opposants. Une certaine forme de nationalisme sera du moins saluée par tout gouvernement, celle qui n'entre pas en conflit avec son autorité et celle qui lui permet

5 Particulièrement en 2018 lorsque le mouvement contestataire des Gilets jaunes manifesta dans les rues françaises.

de garnir les coffres de l'État. Un nationalisme économique en réaction à la dépendance et l'influence exercées par la Chine. Chaque pays qui pendant la crise a voulu se remettre sur pied, prospérer à nouveau, insista pour acheter et voyager localement, s'autosuffire en nourriture et médicament. Les citoyens souhaitèrent aussi se sentir chez eux, ne plus s'y sentir étrangers. Comme le peuple québécois qui ne demandait que de respirer un peu, de ne plus être submergé par l'immigration. Une race canadienne-française qui doit retrouver de la vigueur, de la force, reprendre sa place de majorité dominante du Québec. Redonner à la grande région montréalaise et lavalloise sa noblesse française et catholique. L'immigration des quinze dernières années libérales doit être contrebalancée. Le gouvernement québécois doit en faire sa priorité. Son manège mondialiste lors de la crise covidienne l'en aura éloigné.

La crise nous aura prouvé bien des choses concernant l'immigration. Que les quartiers chauds où se retrouvaient principalement le virus étaient multiethniques. Que la barrière de la langue était un obstacle dans la compréhension et l'application des directives sanitaires; la loi 101 doit être renforcée ou remplacée par une loi plus musclée. Que la métropole québécoise n'est française que dans nos rêves et que cette perte linguistique a fait des anglophones et allophones montréalais des habitants isolés du reste du Québec, des gens insensibles à la réalité québécoise, des communautés individualistes incapables à comprendre tout message politique, des minorités religieuses d'un monde parallèle. Les autres régions québécoises écopèrent pour les lacunes montréalaises et purent apercevoir les « charmes » de cette ville sanctuaire, l'esthétisme de ses quartiers en décrépitude où règnent l'anarchie des capos de la belle gauche radicale. Une ville multiethnique anglicisée d'extrême gauche qui n'attire que la racaille. Un ensauvagement, comparable à certaines régions de France, guette Montréal. Les Québécois désenchantèrent devant l'internationalisation de Montréal, une métropole mondiale sans attache ni lien affectif avec eux. Et devant aussi l'américanisation de son climat social, une ville qui bat au rythme des enjeux états-unis, ceux de l'antiracisme et de l'antiesclavagisme. Un peuple québécois médusé à l'idée que Montréal importe artificiellement ses crises. La Montréal fière, modèle, celle qui

fut bien souvent la pièce maîtresse de nos luttes patriotiques, n'est plus qu'un vulgaire amas mondialiste. L'année 2020 changera-t-elle enfin le discours mondialiste en discours plus régionaliste et nationaliste ? La mondialisation dite heureuse et bucolique en sera-t-elle chamboulée ? Deviendra-elle plus modérée ? Des indices sont positifs. Le fiasco des résidences pour personnes âgées et du système de santé, l'effondrement de notre économie, la perte de nos libertés et le dérapage psychologique de nos décideurs n'ont absolument rien fait disparaître de cette capacité du peuple québécois à croire en lui. Le génie créateur québécois ne s'éteindra jamais. L'âme des Cyrille Duquet, Arthur Sicard et Joseph-Armand Bombardier vole au-dessus de nous. Nos entrepreneurs sauront se relever et être audacieux et ce en dépit des embûches administratives, règlementaires et fiscales de l'appareil gouvernemental.

La Chine dévoila au monde les défaillances de son régime communiste. Plus que jamais, la population québécoise voudra se débarrasser de sa dépendance au marché chinois. Des produits pharmaceutiques et médicaux, aux objets quotidiens, en passant par les télécommunications, ses tentacules se pointent partout. Vos bébelles dollaramiennes ou walmartiennes proviennent tous d'usines chinoises destinées à nourrir la bête communiste et à déshumaniser des employés traités comme du bétail ou des prisonniers de camps de concentration. Les Québécois passeront-ils de la parole aux actes pour acheter des produits d'ici ? Le gouvernement québécois, ouvert à l'idée, n'en demeure pas moins le pire ambassadeur. Il aura tout fermé, il aura tout fait pour nuire à notre économie et tuer l'entrepreneuriat. Opérer un commerce rentable, si on exclut les multinationales grassement protégées par le pouvoir, et tout particulièrement pendant la crise covidienne, s'avère une mission périlleuse. Le petit entrepreneur endetté fait face à de grosses chaînes herculéennes maîtresses du jeu. Les gouvernements mangent à leurs tables et boivent le même vin. Des alliés contre l'entrepreneur local abandonné à son propre sort. Le gouvernement québécois complice de la fin abrupte de plusieurs épopées entrepreneuriales frémira honteusement devant le monstre chinois. Il mouillera son pantalon et sera évidemment incapable de rompre toute relation commerciale et diplomatique avec lui. Cette lâche-

té atteindra la plupart des pays occidentaux. Le Canada trudeauien aussi. L'argent et les enveloppes brunes parlent bien avant la morale. Depuis quelques années, l'actualité a rappelé à quel point l'islam radical représentait une menace pour nous. Son terrorisme sanglant, son influence politique et sociale et son envahissement démographique devinrent un casse-tête occidental. La Chine communiste personnifie un péril tout aussi sérieux et actuel. L'indifférence des citoyens occidentaux face aux dispositions sanitaires discrétionnaires de leurs gouvernements les conduira d'ailleurs eux aussi, un jour, dans l'enfer communiste. Nous copierons la Chine, nous en deviendrons son clone.

S'écarter de la Chine nécessitera certes des ajustements et retardera de plusieurs mois une relance réelle de l'économie québécoise et canadienne. L'humilité de reculer pour mieux rebondir, la gloire d'un peuple qui ne déshonore pas son nom d'une futile dépendance capitaliste avec l'industrie chinoise. Le gouvernement québécois, si empressé de soustraire nos droits, si déterminé à nous protéger d'un virus et à nous libérer de l'ennemi invisible, continuera, contre toute logique, à échanger avec celui qui est à l'origine du mal sévissant chez nous ? Un gouvernement véritablement dérangé par le virus trouverait insidieux d'agir de la sorte et souhaiterait s'écarter à jamais de la Chine. Le contraire se produit, preuve supplémentaire d'une crise covidienne conçue artificiellement. Le capitalisme sauvage persistera, le mondialisme gouvernemental vaincra. Nos politiciens progressistes, ces apôtres de la bien-pensance, ceux qui supposément détestent la richesse, n'étaient-ils pas les mieux placés pour mettre au pas la Chine ? Pourtant ils s'obstinent à préserver leur allégeance à la Chine. La Chine est puissante et menacera ses partenaires chancelants. Des politiciens mondialistes philosophiquement apatrides qui soumettent avec méchanceté leurs propres citoyens et qui se réincarnent subitement en petits chatons mignons ronronnant doucement sur les genoux de son maître chinois. Une hypocrisie mêlée d'une injustice formant un je-m'en-foutisme qui est le symbole de nos politiciens idéologues et carriéristes. Et que dire du communisme chinois qui en séduit, oui, plusieurs, comme un Justin Trudeau admiratif de leur « dicta-

ture qui permet de faire un virage économique soudain ⁶». Des idéalistes de gauche qui aspirent à régner librement et sans partage. Des sectaires qui se disent humains, sensibles, tolérants, en somme parfaits, qui applaudissent ce régime et rêvassent de le perpétrer ici. Ils ne vilipenderont pas un régime qu'ils admirent sans cesse. Nos censeurs aux bas instincts ne contemplent que leurs intérêts particuliers. La lutte des classes, pour ces magiciens de la pensée unique, est démodée, « passons outre les citoyens de bas étages et concentrons-nous sur la place qui nous revient » se disent-ils probablement entre eux, ajoutant avec leur sagesse habituelle que « de critiquer le gouvernement chinois nous accordera un billet d'entrée pour le cercle des racistes infréquentables ce qui pour nous, est impensable ».

La Chine communiste a été fautive et doit réparer les pots cassés. Si l'apparition du virus a été instrumentalisée à des fins politiques par les gouvernements occidentaux, son attitude cachottière mit le monde en émoi. Le communisme sanguinaire qui a dévasté tant de pays au 20^e siècle et qui tua au passage des millions de gens se poursuit aujourd'hui en Chine. La complaisance occidentale face à la Chine communiste, à l'Arabie saoudite et à l'islam radical explique à elle seule pourquoi notre civilisation se meurt. La crise covidienne réveillera-t-elle les consciences ? Nous qui dormions profondément dans les ténèbres mondialistes pour ensuite nous réveiller en pleine hystérie collective, d'un silence comateux à une aliénation mentale fiévreuse, à quand remonte notre dernier moment de lucidité ? Pour affronter la Chine mais aussi les manigances mondialistes. Un peuple éveillé regardera partout. Son œil ne se limitera pas qu'à la Chine communiste par exemple, mais à l'assiette complète. Nos petits Che Guevara à cinq cennes qui professent au Québec et en Occident des idées communistes et autoritaires n'ont aucune connaissance historique. Ils déboulonnent des dizaines de statues de personnages héroïques ou légendaires. La gauche attise la haine et atteint des sommets psychotiques alarmants. Son révisionnisme historique classait Churchill, Gandhi et même Jules César, mort il y a 2000 ans, parmi les

6 Déclaration de Justin Trudeau en novembre 2013 lors d'une soirée bénéfice.

salauds racistes de l'Humanité. À trop jouer la carte du racisme, ce mot n'aura bientôt plus aucune signification. Les gens en viendront à être insensibles au vrai racisme et au sort malheureux de certaines minorités. Les hurlements planétaires de la gauche suite à la mort de George Floyd enlevèrent énormément de crédibilité à leur cause. Une Civilisation occidentale qui se voit à travers le prisme de la société états-unienne, par une forme d'américanisation comportementale, et qui s'attribue pour elle-même des défis culturels et sociaux qui lui sont pourtant inconnus et éloignés. Elle assortit le tout de slogans et d'affiches exclusivement en anglais, peu importe si nous sommes au Québec, en France ou en Suède. Elle en a contre le racisme définit par l'esclavagisme de l'histoire états-unienne. Si cette gauche antiraciste était sincère dans ses convictions, pourquoi ne manifeste-t-elle jamais contre l'esclavagisme qui sévit encore dans les pays du Golfe ? En Mauritanie ? En Chine ? Au Qatar ? Celui perpétré par l'islam radical et les groupes terroristes islamistes⁷ ? Pourquoi être muet devant l'ampleur de la traite humaine ?

Ce mouvement antiraciste fallacieux est avant tout politique. De l'antiracisme à géométrie variable. La lutte contre le racisme a été récupérée par les idéologues de gauche. Cette gauche se donne en spectacle. Elle fait sa loi tout en laissant les Antifas prendre d'assaut violemment les rues. Des scènes de désolation qu'elle tolère néanmoins avec arrogance. La cause de l'antiracisme peut être noble; ce sont ses partisans qui le sont moins. Elle désigne les blancs comme étant les bourreaux d'une communauté noire dans une manœuvre de victimisation perpétuelle. Un racisme systémique qui se révélerait dans l'ensemble du monde occidental, alors qu'en réalité, s'il y en a quelque part, nous le retrouvons principalement dans les pays africains et arabo-musulmans. Les minorités ethniques ne parlent pas avec tant de passion de racisme systémique par simple cas de conscience ou de justice humaine. Nous pouvons croire sans se tromper qu'elles convoitent le pouvoir, qu'elles sont les émules de la gauche, qu'elles militent pour avoir accès aux postes dominants qui

7 Le figaro.fr publiait le 11 juin 2019 un article exposant la présence marquée de l'esclavagisme dans certaines régions du monde.

lui ouvriront la porte à un pouvoir que nous imaginerons tyrannique. Une communauté musulmane qui en sortira sans doute victorieuse, qui fera des autres minorités ses souffre-douleurs, qui cherchera à se défaire définitivement de la « menace blanche », qui remerciera la gauche mondialiste, à qui elle doit tout, celle qui contribua à son rayonnement, en lui offrant en cadeau une lame pointue qui lui embrassera le cou ou un petit morceau de plomb lui chatouillant la poitrine ou la nuque. Un faiseur de roi habilement récompensé.

Notre terre occidentale est attaquée par des minorités aux dents voraces. Elle est encerclée. La communauté noire se bat contre le colonialisme occidental en venant nous pourrir la vie avec des discours victimaires insupportables. Les leaders noirs, souvent très articulés, représentent les meilleurs candidats pour aller rebâtir solidement et convenablement leur pays d'origine. Un magnétisme qui déplace les foules, qui ravive l'espoir, qui donne une dose de confiance à des compatriotes prêts à fouler le sol de leur patrie. Une réémigration positive pour des pays aujourd'hui miséreux mais demain prospères et admirés; une réémigration positive pour nous également puisque l'épanouissement du tiers-monde se répercutera sur notre démographie, notre climat social et notre identité nationale. Des échanges commerciaux seraient envisageables. L'immigrationnisme, tracé par des hyperlibéraux affamés de déconstructions sociétales, a accentué les divisions ethniques et nous a propulsés dans un processus d'autoflagellation chronique; le tout servi dans une soupe à saveur de privilèges blancs apprêtée à partir d'un livre de recettes privé de ses pages originelles qui, elles, proposaient une soupe à saveur de privilèges ethniques et d'accommodements religieux.

Une tyrannie de la minorité organisée par une clique élitique minuscule qui a atteint le pouvoir, sans que nous le sachions, puisqu'elle se comportait comme nous tous. Nous croyions avoir pu déceler les criminels par leurs actes et paroles, mais nous avons été trompés par ses discours sophistiqués, sa richesse, sa beauté. À travers la corruption, le chantage, les campagnes basées sur la peur et les menaces, elle a été en mesure d'occuper les plus hautes sphères du pouvoir dans les gouvernements,

les entreprises, l'éducation et les médias, leur moyen favori pour contrôler les gens et tenter de nous convaincre que nous étions le problème, que nous étions une menace les uns pour les autres, se servant de la race, du sexe et de la religion pour nous diviser et réécrire l'histoire. Elle prépare notre grand remplacement et glorifie les groupes anarchistes déboulonneurs de statues, ces promoteurs communistes, ces criminels, ces terroristes, ces révolutionnaires nihilistes léninistes ou staliniens. L'État islamique jalouse ce labeur ravageur. La beauté de nos monuments a été sacrifiée à la bêtise humaine et à des fins politiques et idéologiques d'une époque que nous pensions révolue. L'inertie politique et policière conduira le peuple à se réapproprier lui-même ses droits et ses symboles, à se battre contre l'injustice et la corruption et à ériger, pourquoi pas, des barricades citoyennes encerclant d'amour nos belles figures de bronze fixant un ciel étoilé par leur brillance et l'éclat de jours héroïques, pour qu'ensemble nous les protégeons de la débilité gauchiste. Nous pourrions nous aussi prétendre à jeter dans le lac le plus proche celles en hommage à Martin Luther King, Mohamed Ali et Nelson Mandela, personnalités noires mémorables qui eurent tous trois des parcours parsemés de vices et de coups d'éclat regrettables. Mais nous avons une tête, nous prenons conscience de la complexité d'une vie humaine, qu'elle ne peut être parfaite. Le patriotisme peut vaincre sans jouer aux matamores gauchistes.

Au Québec, la gauche mondialiste se sert de l'antiracisme pour imposer le multiculturalisme canadien à la majorité historique québécoise. Le racisme comme faire-valoir d'un multiculturalisme agressif. Toute affirmation nationaliste se couvrirait d'une forme de racisme. La très modérée loi 21 du gouvernement caquiste relevait paraît-il du nazisme. Pour s'affirmer, pour ressortir de sa coquille, pour s'assumer pleinement, le peuple canadien-français du Québec doit d'abord comprendre puis rejeter le multiculturalisme. Influencé par les médias, il hésite à franchir cette marche. Il se sait à part, isolé, fragile, envahi, il admet que les choses doivent changer et vite, que sa maison prend l'eau, que ses dirigeants ne passent pas à l'action, n'enthousiasment pas et se laissent guider par les sirènes mondialistes; les médias lui disent de rester sage, d'aimer l'exotisme, lui répètent qu'il est raciste, qu'il doit s'ouvrir. Le peuple

tremble, n'avance que très peu, ne se révolte pas. Il lui semble intrépide de désavouer une doctrine multiculturaliste ce qui n'est pourtant ni un signe de racisme, ni une opposition à la diversité, ni le dégoût d'une race. Une doctrine qui se résume en réalité à une idéologie politique contestable. Le Québec francophone n'a plus sa place dans ce régime canadien trudeauien. De peuple fondateur, le Québec n'est perçu aujourd'hui que comme une vulgaire province pleurnicharde et xénophobe, comme une province parmi les autres. Si la communauté noire nous appréciait vraiment, elle implorerait la gauche antiraciste de se taire sur le champ, de se tenir tranquille et défendrait la majorité historique québécoise face aux attaques sournoises dirigées vers elle. Quelques membres seulement de cette communauté osèrent parler, avec sincérité et franchise, de ce Québec chaleureux et solidaire.

Cette crise raciale venait se joindre à une crise covidienne elle aussi détournée minutieusement par la gauche mondialiste. Celle-ci manœuvra adroitement et a su ne pas gaspiller une bonne crise. Elle a profité de ces occasions pour récolter le maximum d'avantages, pour tisser sa toile, pour se positionner. Son visage repoussant s'est dès lors mis en marche. Elle veut notre soumission. Elle ne veut pas dialoguer. Elle veut nous mettre à genoux. Elle nous veut dociles. La lutte contre le racisme n'est qu'un prétexte pour asseoir son autorité, pour prendre le pouvoir, pour avoir le contrôle, pour culpabiliser l'homme blanc, celui qu'elle veut ramollir, apprivoiser, puis manipuler facilement. Elle fantasme sur un modèle soviétique sanguinaire puisqu'elle souffre d'analphabétisme historique. Elle projette les desseins les plus fous. Le communisme chinois dévisagé par le monde entier comme étant une créature frankensteinienne lui apparaît pourtant comme le sex-symbol de l'heure. Au plus fort de la crise covidienne, elle filait le parfait bonheur. Le confinement, qui s'apparentait à la vie sous un dôme communiste, l'a enchanté. Elle idéalise la pensée maîtresse derrière le communisme sans vraiment en connaître la genèse et les dessous. Elle n'apprend pas des erreurs du passé. Elle est aveuglée par une lumière tapageuse épileptique. L'Humanité est un éternel recommencement, une roue qui tourne.

Les premiers à s'indigner de l'évolution autoritaire que prit la crise covidienne furent ces gens qui autrefois, dans un geste désespéré, fuirent la menace communiste dans l'espoir de venir s'établir ici, oasis de libertés, petit mot si agréable à lire, à écrire, à chanter, un hymne aux plus grandes promesses, aux rêves les plus insensés. Ces voyageurs qui y posèrent pour toujours leurs valises ne reconnaissent plus cette terre qui un jour fit d'eux des hommes et des femmes libres. Son sol fertile ne récolte plus que le malheur, de la boue et de la vermine remplacent son blé, ses épis de maïs, son potager. Un bataillon ennemi est venu détruire ses granges, ses étables, ses maisons. Resté debout, à moitié ravagé, un édifice au centre de cette terre, la démocratie, s'écroulera sous peu. Cette terre sacrée, impénétrable a, avec les années, montré des signes de faiblesses, ses gardes ont failli à la protéger, ses propriétaires ont failli à la préserver. Telle une horloge dérégulée qui annonce la mauvaise heure. Elle a été grugée par le mensonge, la tentation, l'Axe du mal.

Notre société occidentale, placée dans les griffes des élites mondialistes, est devenue cette terre nauséabonde redoutée de tous. Une terre embourbée dans le mensonge d'une technocratie gauchiste ostentatoire. Le pire des mensonges est celui qui enveloppera une vérité diront les plus philosophes. La classe politique adopte le mensonge comme une pratique routinière, un devoir, un mode de vie, un instinct. Les médias traditionnels et les groupes de gauche savent mieux que quiconque à quel point il est facile de tromper les gens pour les gagner à leurs causes. Les élites suivent un paradigme idéologique qui favorise les problèmes contre lesquels elles prétendent se battre. Elles font preuve de déni pathologique en ne reconnaissant pas leurs propres fautes et en n'admettant pas leurs parts de responsabilité. Elles rejettent lâchement le blâme sur les autres. Nous entendons partout ses récriminations sur le traitement prétendument injuste réservé à la communauté noire, qu'un racisme gangrène la société occidentale. S'il y a effectivement de la pauvreté, de la violence, de la misère humaine parmi cette communauté durement touchée, les gens doivent en chercher la cause non pas à droite, chez les nationalistes, les blancs, Trump ou le petit renne au nez rouge, mais vers ces politiciens gauchistes qui gouvernent les états, villes, régions à majorité noire; ce

sont eux qui, par des années d'incompétence et de corruption, ont écorché vif les espoirs de la communauté noire, ce sont eux qui ont accentué les inégalités. La population, par l'ampleur de la scatologie médiatique et gauchiste, a cru à un suprématisme blanc, à un niveau record de racisme. Les mensonges covidienens enregistrés lors de la crisette nous ont permis de redécouvrir le talent de scripteur des élites; des statistiques à la tonne, toutes fausses, un gouvernement qui jeta un regard méchant sur un peuple qui n'écouterait pas, qui serait insouciant, détaché, grognon, le seul responsable de la propagation du virus, alors que c'est ce même gouvernement le fauteur de troubles, l'acteur principal dans la contagion, dans la détresse et la mort de milliers de personnes âgées, dans la frustration de certains, dans une crise de panique quasi généralisée. Il a été le promoteur de la crise. Le peuple vécut un conditionnement pavlovien noyauté de mensonges gros comme des montagnes. « Plus le mensonge est gros, plus cela passe » aurait dit Goebbels. Il y eut la propagande nazie et communiste, affreusement efficace, il y eut celle covidienne, celle qui sans effusion de sang, atteignît des millions de gens. D'ici quelques années, serons-nous en présence d'une répétition du procès de Nuremberg accolée à une population en proie à un réveil collectif douloureux et culpabilisateur, à un sentiment de honte devant tant de naïveté ? Comme le peuple allemand après la chute du Troisième Reich.

Une période covidienne bourrée de divisions devenues impitoyables, qui vit certains endormis agir en traîtres, en briseurs de famille et d'amitié. Une période qui multiplia les dénonciations de masse, réponse à un stimulus du pouvoir et à une terreur bien vivante, arme pour atomiser la société et créer un homme nouveau, une réplique sinistre de Pavel Morozov, symbole de la dénonciation sous Staline. Nous étions nombreux à travers les sceptiques covidienens à voir dans les élites, les grosses corporations, les politiciens, les médias, la Fondation Bill-et-Mélina-Gates, etc. le nœud de l'affaire, ceux sur qui diriger nos doutes et notre colère. Mais l'élément qui est si regrettable, si triste, si dramatique fut le constat d'une majorité silencieuse soumise de plus en plus agressive, avec qui il était inutile de débattre. Une attitude en parfaite symbiose avec les peuples sous occupation communiste. Une

gauche radicale, dominatrice, quelque peu immature, qui a un sens stratégique aiguisé.

Un peu à la Justin Trudeau qui sans avoir une stature de chef, mène la barque mondialiste à bon port. Son rôle de premier ministre canadien a ralenti ses ardeurs idéologiques et l'a obligé à respecter un décorum et faire preuve d'une certaine retenue. Mais sa rigidité doctrinaire remonte régulièrement à la surface. Il partage la même frénésie communiste que ses camarades gauchistes. Son entourage, à commencer par Gerald Butts et son frère Alexandre Trudeau, compte parmi l'aile radicale de la gauche régressive. Il dénigre sa propre ethnicité, il souhaite effacer l'histoire canadienne, n'intervient pas lorsque la gauche mondialiste s'en prend à l'homme blanc et à la Civilisation occidentale. C'est un citoyen du monde élu pour diriger... un pays. Il souhaite un gouvernement mondial dominateur. Il a admiré Fidel Castro et admire maintenant le communisme chinois. Il s'incline devant la tyrannie et en redemande. Lui qui, comme bien d'autres, effraya le peuple par ses propos alarmistes sur le coronavirus, était, au plus fort de l'épidémie en Chine, totalement désintéressé. Si les gouvernements redoutaient tant le virus, pourquoi avoir agi de manière à ce qu'il puisse pénétrer ici – par leurs décisions et leurs inactions ? Pourquoi l'avoir banalisé alors qu'il défrayait les manchettes dès janvier 2020 et que la Chine montrait des signes inquiétants ? Les gouvernements n'y ont vu qu'une opportunité politique. Simplement. Ne passons pas sous silence les seize tonnes de boîtes chargées de masques que le gouvernement Trudeau achemina en février 2020 à une Chine qui combattait le virus tandis qu'ici, nous regardions d'un œil distrait le progrès de la maladie. La pénurie de masques au début de la crise covidienne québécoise et canadienne avait-elle un lien avec ce cadeau ? Cette pénurie expliqua-t-elle pourquoi les autorités, en mars et en avril, au plus fort de la mortalité pandémique, au moment où son imposition aurait pu être compréhensible, en relativisaient l'importance ? Certains diront que Trudeau fit un geste humanitaire. Venir en aide à un pays détenant, encore à ce moment, et ce depuis plusieurs années, des otages canadiens ? L'art de perdre la face et faire rire de soi. La Chine ne méritait aucune pitié. Mais les États occidentaux, à quelques exceptions près,

continuent à lui faire confiance. Un pays communiste où, selon un rapport d'agence de renseignement, « le gouvernement chinois a fait taire ou disparaître les médecins s'étant exprimé sur le sujet [coronavirus] et refusé de partager des échantillons avec la communauté scientifique même si cela mettait d'autres pays en danger ⁸ ». Des médecins qui disparaissent subitement. C'est dans la normalité des choses ?

Cette crise covidienne a démontré des pays occidentaux décimés non pas par le virus lui-même, mais par les divisions entre ses propres citoyens. La Chine regarde avec plaisir l'effondrement occidental. L'OMS a été complice de ce manège en s'alliant avec elle. L'argent coule encore à flots dans cette organisation onusienne et la Chine y contribue largement. L'OMS n'est pas la seule organisation mondiale à tremper dans la corruption et la criminalité. La Fédération internationale de football association (FIFA) et le Comité international olympique (CIO) sont des exemples parmi tant d'autres d'organisations mondiales pourries. Contrairement à la FIFA ou au CIO, l'OMS a un pouvoir international immense et absolu. Elle dirige les opérations sanitaires de tous. Elle contrôle nos vies. C'est par elle que le mensonge débute. L'OMS, alliée de la Chine mais aussi financée par des organisations telles que la Fondation Gates (dont le cheval de bataille est une vaccination mondiale), Gavi Alliance (une alliance sous forme de partenariat entre les secteurs publics et privés sur les questions de vaccination), Gilead Sciences, un laboratoire pharmaceutique de première importance⁹, etc. Ces organisations ne remettent pas un chèque en blanc à l'OMS, elles ont tous des objectifs précis. Elles veulent assurément imposer un nouvel ordre mondial par une gouvernance internationale et non plus nationale. Mais elles regardent d'abord l'aspect monétaire, les profits à venir. L'argent, l'argent, toujours l'argent. Je fus moi également, il y a quelques années,

8 Extrait d'un article publié le 3 mai 2020 au journaldemontreal.com

9 Selon un tableau apparaissant sur le site même de l'OMS (who.int) et qui résume les contributions volontaires en date du 9 mai 2019. On y apprend, entre autres, que la Fondation Gates a offert pour l'année 2018-19 56,384,000\$, Gavi 25,849,000\$ et Gilead 4,559,000\$.

très naïf, en ne voyant le capitalisme que comme une bouffée de fraîcheur, une doctrine économique déterminante pour le salut humain, un cadeau du ciel, une magnifique œuvre de Dieu. Je me trompais. Le capitalisme sauvage ravage notre planète. Il amène les gouvernements à se soumettre aux financiers, aux banquiers, aux industriels. Un virus authentique qui sert de rampe de lancement à ce capitalisme. Des gouvernements pris à la gorge qui pour plaire à leurs tortionnaires financiers, mais aussi pour se graisser la patte au passage, réunirent les ingrédients nécessaires à la création d'une crise mondiale. Une pareille crise profita d'abord aux portefeuilles de quelques-uns, puis à des gouvernements heureux d'y apposer leurs signatures dominatrices, à des médias traditionnels qui retrouvèrent une certaine écoute et à une gauche mondialiste régressive qui, infiltrée partout, a pu, pendant de nombreux mois, exercer son pouvoir et préparer l'avenir. Elle profita aussi à un islam qui a été témoin d'une hystérie collective paralysant le cerveau des gens, d'un schisme populaire entre les conformistes et les sceptiques, bref, il prit bien des notes sur une lâcheté occidentale renouvelée, celle qui lui permettra un jour de nous dominer.

Cet effet domino est complexe. La malhonnêteté des uns n'est pas celle des autres. La plupart des politiciens alarmistes et confineurs, ceux sans réel pouvoir, ceux au bas de l'échelle, les maires, les conseillers municipaux, les députés, n'ont pas l'âme ni une volonté dictatoriale. Ils ne suivent que les règles imposées par les vrais décideurs. Ces derniers, parfois en haut de la pyramide parmi les puissants, parfois en ligne directe avec eux, gouvernent le monde. Ce sont eux qui attisent la peur, qui la redirigent vers les classes inférieures. Qui trompent les perceptions. Nos élus, surtout locaux, ne sont pas forcément despotiques. Ils ne sont atteints que d'une peur malsaine contagieuse ou ne sont victimes que du jeu des comparaisons. Ils regardent la ville voisine, ne veulent pas être « la » ville rebelle ou délinquante, celle fautive par qui la pandémie s'est accélérée ou déclenchée. Ils ne furent, en jargon québécois, que des suiveurs.

La classe politique, et les médias traditionnels aussi, ne sauvèrent aucune vie. Ils ne furent que des fossoyeurs.

CHAPITRE QUATRIÈME : NOTRE QUÉBEC

C'est par notre culture plus que par le nombre
que nous nous imposerons.
Georges-Émile LAPALME

Les premières semaines de la crise covidienne ont été pour nous, peuple fondateur canadien, un moment de grâce, le début d'une remarquable aventure nationaliste, une reconquête identitaire, un élan libérateur, un cri du cœur patriotique, un moment collectif puissant. Notre solidarité était belle à voir. Puis des disputes, au préalable amicales et civilisées, devenues fratricides et agressives, placèrent entre compatriotes un mur impénétrable. Un fossé irréconciliable sépara les gens. Les politiciens québécois, par leur intransigeance sanitaire, ont formé un clan nourri par la peur covidienne, celui qui buvait leurs paroles, puis un autre de septiques infidèles qui se méfiaient du gouvernement. Les médias ont, eux, excité l'envenimement du climat social. Ils allumèrent un bûcher destiné aux hérétiques covidien. Legault le « nationaliste » s'est couvert d'un habit mondialiste, celui qu'il cachait dans sa garde-robe depuis toujours. Il ne fut visiblement pas ému par la beauté de son peuple soudé ensemble pour une trop rare occasion. Legault avait entre les mains les pièces nécessaires pour nous offrir notre liberté politique ou du moins, retrouver ce visage lumineux de gloire et de rêves. Il délia hélas les liens de ce mariage heureux. Il n'aimait pas l'image qu'il voyait du Québec. Il l'a pour ainsi dire changé à jamais. Cette division est ce qui restera de plus douloureux de la crise covidienne. Une conclusion déchirante. Triste. Que dire d'autre ? Comment en sommes-nous arrivés là ?

C'est par le chemin Roxham, cette passoire frontalière qui frustra plus d'un Québécois, que fut perçu la première lueur nationaliste. Le laisser-aller continu des autorités fédérales a exaspéré jusqu'aux politiciens québécois tous stoïques devant une telle mollesse. C'est le sol québécois qui y paie surtout un lourd tribut démographique. Si la crise covidienne nous en a appris sur le vrai visage de certaines personnes, elle nous démontra que ce chemin maudit pouvait être fermé rapidement, qu'il suffisait d'un claquement de doigt, d'une volonté politique pour le faire et que par conséquent, son ouverture béante, cet aveuglement frontalier délibéré, ne s'avérait être que politique et idéologique. En somme que le gouvernement fédéral faisait sa loi devant un Québec impuissant. Unaniment les Québécois, face à une probable propagation du virus qui en inquiétaient plusieurs, implorèrent le gouvernement fédéral de fermer immédiatement ce chemin alors toujours accessible. Roxham faisait partie des quelques points chauds à surveiller. Le peuple québécois par ce témoignage engagé montra, en plus d'un désir légitime de sécurité, des signaux nationalistes. Il voulait se réapproprier sa frontière, reprendre le contrôle de l'immigration. Il remarquait, cette fois en caractères gras, que le Québec dépendait d'Ottawa, des limites du pouvoir décisionnel québécois. C'est dans le même état d'esprit que le peuple québécois jugea l'hésitation du gouvernement fédéral à décréter l'arrêt des vols internationaux et à fermer immédiatement chacun des postes frontaliers canadiens, l'absence de critiques trudeauiennes à l'endroit de la Chine et le manque de flexibilité fédérale dans le déploiement des forces armées canadiennes dans les CHSLD. Naquit à ce moment, quelques semaines avant que le peuple canadien-français s'entre-déchire, une nouvelle forme d'exaspération québécoise à l'endroit d'un gouvernement canadien non coopératif. Le Québec, aux yeux de ses citoyens, était paralysé politiquement. Cette constatation a réveillé le nationalisme de vieux souverainistes ou a tout simplement développé et nourri celui des gens apolitisés. Le Québec songeait à sa liberté, celle guidant notre destinée, nos choix, nos besoins, nos craintes. Legault arrêta sec cette impulsion, ce désir de liberté pour nous emprisonner et enchaî-

ner de force. La liberté devenait celle de savoir danser avec ses chaînes ¹. La majorité historique québécoise venait-t-elle de retrouver sa touche patriotique ? Oui, mais peut-être pas à un point clair et définitif. Cette nouvelle fierté nationale s'est rapidement retransformée en humiliation et en déshonneur. Elle a été secouée par le sort de nos aînés laissés à eux-mêmes. Les émotions guidèrent sa pensée : elle avait honte d'être Québécois. Mais plutôt que de regarder par terre et rougir, le peuple québécois doit relever la tête. Il n'est pas la cause de la débâcle des CHS-LD. Arrêtons de nous croire petits et voyons grand. Arrêtons de porter le blâme pour tout problème. Arrêtons de voir le gouvernement comme une mamelle infinie, comme notre sauveur, notre ami, notre allié. Un vent de négativisme flotte sur le Québec. Le Québec qui tourne en rond, qui s'enfoncé, qui décline et qui se divise résulte du travail pitoyable de nos clowns politiques. Le pouvoir appartient désormais au peuple. La crise covidienne lui aura fait comprendre la piètre performance de notre État. Que notre fardeau fiscal imposant n'avait servi qu'à engrosser une machine dérégulée et un système de santé bordélique. Que les politiciens étaient prêts à tout pour ne pas froisser certains lobbys puissants et pour plaire aux médias subventionnés. Le coronavirus aura peut-être réveillé une conscience populaire perdue dans des conjonctures progressistes qui ont déshumanisé la société. Une société qui n'a su protéger et aider ses citoyens les plus vulnérables.

Au départ, les mesures sanitaires ne visaient pas à protéger la population elle-même, mais à protéger un système de santé déficient – avant qu'elles ne servent qu'à étaler la puissance et la domination des décideurs. Les autorités savaient donc que la crise allait le fragiliser, le rendre inopérant et hors de contrôle. Ce constat ne date pas d'hier. Mais qui avait corrigé le tir ? Les politiciens ont laissé le problème s'aggraver et à la première crise majeure, il était trop tard. Une lourdeur administrative, un manque de leadership, un manque de courage, des rapports tabletés, de la corruption politique, des guerres d'égo et de pouvoir sont à la base même des ratés hospitaliers. De la négligence accumulée par des

1 Phrase inspirée d'une citation de Friedrich Nietzsche.

politiciens inaptes. Les faiblesses de notre système de santé auront entre autres incité Legault à nous confiner abusivement. La population paye, encore une fois, pour l'incompétence politique.

C'est le peuple, direz-vous chers amis, qui élit les politiciens dans les sociétés démocratiques comme le Québec. Le peuple élirait donc des incapables ? Le peuple n'est-il pas responsable de l'émergence d'une classe politique médiocre ? Concrètement depuis environ quinze ans, le citoyen ne vote plus par conviction mais par dépit. Son vote se dirige vers le candidat ou le parti qui lui paraît le « moins pire ». Ces candidats sont tous aiguillés d'une rectitude politique malade. Les choix s'offrant à l'électorat n'inspirent plus. Ils indiffèrent. Des politiciens guidés par les appels à la diversité, à l'immigration de masse et qui dégainent les accusations de racisme et d'extrême-droite à toute parole nationaliste ou à toute parole divergente. La majorité historique de souche a vu pendant la crise covidienne des minorités délinquantes et isolées. Des minorités québécoises qui ne résident pas au Québec mais bien au Canada. Des minorités qui se ghettoïsent, ne parlent pas français et qui se désintéressent de la destinée du Québec. Pour eux, la culture québécoise est totalement étrangère. Ils essaient plutôt de recréer l'environnement qu'ils ont pourtant quitté. C'est le multiculturalisme canadien à l'œuvre. La crise aura démontré qu'il y a deux réalités au Québec : les Canadiens français et les minorités.

Les Canadiens français forment une nation, une identité propre, une race ni meilleure ni pire que les autres, qu'ils doivent défendre. S'inspirer des figures nationalistes actuelles, d'un Donald Trump par exemple. Sans être parfait, il apporte ce patriotisme tant attendu chez nous. Plusieurs des discours trumpiens furent rassembleurs. Qui le sait ici ? Les médias traditionnels nous plongent dans l'insignifiance et le mondialisme. Une partie de la majorité historique, celle qui ignore le sort qui nous est réservé, celle qui vit dans son confort et son train-train quotidien, celle qui aime ses programmes télévisuels, celle apolitisée, reste bien souvent indifférente à la cause nationale. Les médias jouent un grand rôle dans cette trahison à la nation. Ils propagent leur idéologie mondialiste et frappent d'insolence les personnages qui s'y rebutent. Ils nous ont appris à haïr Bolsonaro, Le Pen, Bernier et tout particulièrement Trump. Le détester

est le nouveau sport national québécois. Trump n'est pas irrécusable. Qui peut l'être ? Comme tout politicien, le Président a pris de bonnes et de mauvaises décisions. Que certains journalistes ou commentateurs le haïssent et le maudissent n'aurait rien d'exceptionnel; un personnage politique de cette dimension a des détracteurs et est sujet à la critique. Le nœud du problème a été l'unanimité médiatique contre lui. Même les chroniqueurs les plus chevronnés ont été impitoyables. La population, d'abord inconsciente de ce biais savamment harmonisé, déchiffre de plus en plus la nature politique et idéologique derrière cet acharnement collectif contre Trump. La chute annoncée des médias traditionnels se précise en grande partie par cette attitude partisane et paresseuse ou en d'autres termes, quand leur mission d'informer les gens s'est convertie en lutte purement idéologique. Ils nous ont proposé une montagne de « fausses nouvelles » et de bêtises journalistiques : Trump a, entre autres, été comparé à nul autre que l'Empereur romain Caligula², comparaison tout aussi boiteuse et anachronique que peut l'être celle entre la droite nationaliste moderne et le nazisme.

Trump promet un nationalisme assumé et n'a pas hésité, avec le temps, à renier certaines institutions mondialistes et supranationales. Il fallait de l'audace, être en quelque sorte un pionnier de l'ère multiculturaliste pour s'en prendre à celles qui depuis plusieurs années, fourrent leurs nez dans les affaires internes des pays. Il y a l'ONU et l'OMS, mais on peut aussi parler de l'Union européenne, qui en mène large sur le Vieux continent. L'élection de Trump en 2016, mais aussi le référendum sur le Brexit, ont confronté cette tendance. C'est ce nouveau virage dit nationaliste qui ébranle et dérange la gauche multiculturaliste. Elle ne détesta pas Trump ni pour ses pitreries ni pour son exubérance mais bien parce qu'il représentait une menace pour le mondialisme et l'État profond. Des gens diront que je suis un pro-Trump inflexible, un inconditionnel partisan, que mon nationalisme aveugle ma perception de la réalité. Je suis un nationaliste québécois donc, effectivement, son engagement patriote

2 Notamment dans un article de Normand Lester publié le 2 avril 2020 au journalde-montréal.com.

me plaît et fait de lui un allié idéologique, un catalyseur de la cause nationaliste; d'un autre côté il est controversé, partisan, polarisant et pourrait nuire, selon quelques-uns, au message nationaliste ou du moins, l'éclipser. Plusieurs nationalistes québécois le détestent pourtant mais la raison est fort simple : ils auront été influencés, vous l'aurez deviné, par les médias traditionnels. L'effet Trump est indéniable et ses traits négatifs ressortent beaucoup. Mais tout chef d'État n'échappe-t-il pas à la partisanerie, à la controverse et à la polarisation du vote ? Justin Trudeau en est la meilleure illustration. Trump a ses irréductibles, ne le nions pas, mais son électorat, le citoyen moyen, reste majoritairement nuancé, contrairement aux médias traditionnels qui, eux, ne s'y efforcent pas du tout.

Les Québécois francophones doivent s'inspirer du patriotisme de Trump et non pas de Trump lui-même. La crise pouvait servir de tremplin. Même si les points de presse de Legault tournaient régulièrement au cirque et au ridicule, nous étions tous ou presque, dans les premières semaines de la crise, rivés à notre écran de télévision ou à notre station de radio favorite. Nous traversons, pour le meilleur et pour le pire, la crise à l'unisson. Legault parlait à son peuple. Le peuple écoutait. Une rare harmonie entre nous. Chacun avait bien sûr sa vision de la crise, ses craintes, ses peurs, ses angoisses, ses espérances. Mais nous communions ensemble. Que le confinement nous plaisait ou non, nous étions tous dans la même situation. Nous nous inquiétions du sort de nos compatriotes. Nous pleurions la mort de nos aînés. Des entreprises se regroupaient pour offrir des services à la population ou se liaient ensemble pour crier leur désespoir. Les commerces restés ouverts recevaient des doses d'amour et d'affection de clients fidèles. La crise ne m'a pas affecté monétairement. J'ai été privilégié. Si les gens dans ma position dénonçaient avec force le confinement abusif, ce n'était ni pour des raisons de visibilité, ni pour le simple plaisir de le faire ni pour chialer inutilement. C'était par solidarité avec nos compatriotes sans travail, ceux qui en arrachaient, avec nos PME, au bord du gouffre, avec les familles qui ne pouvaient dire un dernier adieu à un proche malade. Nous, Canadiens français, devons nous abreuver de ce nationalisme. Retrouver camaraderie et fraternité. Cet état d'esprit fut longtemps, par notre passé catholique, l'une de nos forces, l'une de nos

caractéristiques – par la grande portée unificatrice de l'Église. Il se remarquait dans des organisations comme la Société-St-Jean-Baptiste de Montréal qui s'impliquèrent dans la vie culturelle, économique et sociale du Québec, en ne cherchant ni la gloire ni l'appât du gain. L'épanouissement de la patrie. La patrie avant tout. L'attachement à notre passé, à nos terres, à notre nature, à notre fleuve, à notre langue, à notre culture et à notre beauté collective. Le Nous fièrement défendu. Un peuple, une race devrait-on même dire, digne de ce nom, possède une histoire et une cohésion collective.

Le multiculturalisme est l'ennemi principal de notre peuple, car de par sa définition, il place l'individu à l'avant-plan. Il s'oppose au nationalisme qui lui célèbre la collectivité. Rien n'est plus important, pendant une crise, que de se tenir ensemble, côte à côte. Un peuple uni se retrousse les manches devant un cataclysme, une guerre, un drame, un marasme économique. Une population multiethnique et ghettoïsée fragilise le tissu social et accélère la déshumanisation. C'est chacun pour soi. C'est aussi le début d'une longue agonie. Un tel contexte prépare, dans un sens, une guerre civile. Les luttes raciales, de plus en plus violentes, n'augurent rien de bon. La flambée de violence au sud de notre frontière le démontre. La culture et l'identité d'un peuple sont aussi, en temps de crise, des éléments rassembleurs et réconfortants. Aider son proche, son semblable, est une chose naturelle, un trait humain. Notre réflexe est d'aller d'abord vers les nôtres, ceux de notre race. C'est pourquoi les habitants d'un petit village homogène s'entraident si facilement dans les moments difficiles. L'individualisme des villes cosmopolites complique cette belle solidarité. Il isole les gens. Les rend parfois même méfiants les uns aux autres. Le quotidien des métropoles est ponctué de meurtres, de violence, de crimes, de conflits ethnoculturels. Il existe à travers le monde des dizaines de races, peuples, cultures. Cette diversité est belle, agréable et prenante dans un contexte régionaliste, c'est-à-dire si chaque région a sa propre identité, sa propre culture, sa propre couleur. C'est l'ensemble de cette richesse culturelle éparpillée qui est remarquable. Sentir les charmes historiques de la France, puis ceux de l'Italie ou l'Espagne. Un pays, des trouvailles, des coutumes. Le multiculturalisme rapproche ces

cultures et enlève toute saveur à ces particularités humaines. On ne peut vraiment apprécier les charmes marocains en plein cœur de Montréal. Oui on peut déguster les mets gastronomiques et traditionnels du terroir marocain, mais ce n'est pas comme le vivre sur place, là-bas, avec les odeurs, le paysage, l'architecture. Ici, nous le vivons artificiellement.

Le coronavirus aura permis, du moins, de se réapproprier un peu notre coin de pays. Au début de la crise, les personnes coincées à l'étranger, en voyage ou pour le travail, n'espéraient qu'une chose : repartir vers leur terre natale. Retrouver les leurs. Où l'on se sent chez soi. Où l'on se sent le plus confortable, le plus en sécurité. La plupart des athlètes professionnels, ceux exilés pour la pratique de leur sport, sentirent rapidement le besoin de revenir à la maison. Les Finlandais de la Ligue Nationale de Hockey retournèrent, par exemple, en Finlande, plutôt que de demeurer dans leur ville d'adoption. Réflexe humain. Réflexe nationaliste ? Les gens, et cette théorie s'applique aux nationalistes mais aussi, quoiqu'ils en disent, aux multiculturalistes, recherchent tous, à divers degrés, leurs racines, leur culture. Ils apprécient ce retour à la tranquillité familiale. Une personne ouverte sur le monde reviendra un jour ou l'autre chez elle. C'est indéniable. Nombre d'immigrants retourneront, en vacances, dans leur pays d'origine – et comme par magie, les dangers auxquels ils étaient supposément exposés, et qui expliquaient leur départ, disparaîtront subitement. Ce sentiment patriotique n'est ni du racisme ni de la xénophobie. Un Canadien français ne percevra pas comme du racisme un Haïtien naturalisé québécois qui parle avec nostalgie du pays de son enfance. Pourquoi un Canadien français fier de sa race et de qui il est deviendrait, lui, un raciste ? Parce qu'il est blanc ? Parce qu'il est privilégié ? La gauche mondialiste le pense sincèrement. C'est elle qui est remplie de préjugés, qui censure les autres, qui est intolérante.

Si nous devons absolument condamner le meurtre tragique de George Floyd, n'était-il pas curieux d'entendre la gauche antiraciste ne militer que contre la police et ne rien dire des tueries répétées entre les diverses bandes rivales noires ? Que la communauté noire s'entretue de manière bien plus systémique que pourrait le faire la police ou les blancs. Si ce

mouvement antiraciste s'inspirait vraiment de celui des années 1960, qu'un désir sincère de fortifier la destinée de la communauté noire pénétrait dans son cœur, pourquoi ne s'intéresse-t-il pas à la vie de toute personne noire ? La gauche ne sélectionne en réalité que celle qui répond à ses arrière-pensées immigrationnistes et anarchistes. Une gauche qui ne raisonne qu'en fonction d'elle-même, qui fait de l'immigrationnisme les pions qui nous mettront échec et mat. Le Québec a été depuis les années 2000 le lieu d'une invasion sauvage. Il n'est pas le seul puisque le sol occidental y goûte aussi. Plusieurs quartiers montréalais et lavallois ne sont québécois que de nom. Des ghettos, des rues multiethniques, le citoyen canadien-français n'est plus chez lui. Il n'est plus le bienvenu. On y parle arabe, anglais, mandarin. Rarement le français. Les institutions canadiennes-françaises disparaissent. Des mosquées s'établissent. Des commerces exotiques aussi. Le paysage urbain change. La démographie également. Les Canadiens français québécois, mêmes ceux les plus ouverts, perçoivent ces changements et s'en inquiètent. Ils ont compris, comme plusieurs, que l'immigration est en train de métamorphoser leurs régions. Ils aimeraient qu'elle ralentisse, du moins pendant quelques années. La crise covidienne a, nous l'avons dit, freiné quelque peu l'immigration. Il aurait été inapproprié, illogique et immoral de poursuivre cette invasion alors que le Québec, le Canada et le monde, se retrouvaient au milieu d'une crise sanitaire... qu'elle soit inventée ou non.

Tout est possible par contre dans le panorama canadien. Alors que le confinement s'étendait sur la planète, que nos moindres mouvements étaient épiés, que nos libertés s'éclipsaient, que notre joie de vivre s'éteignait, des migrants eux pénétraient encore au Canada. Par la grande porte. Ni par Roxham ni par d'autres chemins ténébreux. Avec la bénédiction d'un Trudeau immigrationniste compulsif et mondialiste obsessif, celui qui a cédé notre frontière à l'ONU. Ce sont les politiques immigrationnistes de l'ONU qui primeront toujours pour lui. Il ouvrira ainsi une brèche pour respecter les obligations internationales du Canada. Le Canada, modèle planétaire du multiculturalisme, n'a pas de Trump pour contrecarrer les plans orchestrés par cet organisme adulé par les politiciens. Ces derniers s'agenouillent devant elle, émerveillés par son rayon-

nement et « sa mission humanitaire ». Nos compatriotes souffraient. Moralement. Financièrement. Parfois physiquement. Le confinement abusif nous a mené dans un gouffre. Mais la tentation du premier ministre canadien d'accueillir la terre entière était trop grande. Laisser entrer des migrants pendant la période covidienne n'avait aucun sens, tout particulièrement en sachant que le coronavirus se répandrait plus facilement dans les milieux communautaires et les refuges – comme ceux de la région torontoise qui accueillirent de nombreux migrants atteints du virus et qui le propagèrent parmi les travailleurs et bénévoles de ces établissements. Des autorités québécoises et canadiennes, qui nous suppliaient de rester à la maison, qui nous ont imposé le masque par peur de transmission communautaire, qui nous imploraient de ne plus nous regrouper, ont propagé eux-mêmes le virus par des comportements négligents et par idéologie politique.

« Un abri pour réfugiés de Toronto a annoncé que 11 résidents et une douzaine de ses employés ont été testés positifs pour la Covid19. Les experts de la santé mentionnent que la propagation du virus est très facile dans les refuges .³ »

Le premier ministre Trudeau avait un étrange sens des priorités. Un coronavirus qui comme toute maladie infectieuse peut se propager. Une frontière fonctionne comme un mur ou une barrière. Elle protège la population contre les envahisseurs et encadre les relations entre pays. Mais certains la contournent sous le regard complice des autorités. Une invitation à l'illégalité. Des portes tournantes continues, recette parfaite pour accueillir la racaille mondiale, des terroristes, des criminels... et des virus. Des frontières faussement fermées, des frontières aussi hermétiques que l'eau qui coule dans le fleuve. Le peuple est soumis à la volonté d'une gauche régressive. Jamais dans l'histoire canadienne et québécoise une doctrine politique aura eu comme dessein de détruire volontairement son propre pays. Un multiculturalisme appliqué fanatiquement. Même en période économique difficile, même en plein délire covidien, même en plein confinement imposé par les autorités, le gouvernement

3 Extrait d'un article du 11 mai 2020 publié au thestar.com

fédéral a reçu à bras ouverts des migrants. Le Québec devra un jour quitter cette maison qui rend fou.

Trudeau a pris goût, comme Legault, aux abus de pouvoir engendrés par le confinement. Un confinement d'abord restreint qui s'est transposé en mesures draconiennes à des fins supposément de santé et sécurité publique. Un objectif contredit par l'arrivée d'immigrants, par l'atterrissage d'avions sur nos pistes d'aéroports provenant de Chine, par un isolement et des mesures coercitives qui créèrent de l'angoisse, de la colère, de l'isolement, des idées suicidaires, de la tristesse, tous des sentiments qui détériorent la santé des gens et qui provoquent des chambardements sociaux inimaginables. Des règles abusives pour un virus sans gravité qui deviendront des bombes à retardement pour la santé publique. La détresse psychologique est difficilement quantifiable. Elle a été néanmoins bien présente et faucha plusieurs vies. Des noms, des visages, des avis de décès ponctués de drames humains dans la plus complète indifférence des autorités. Les quelques petits messages gouvernementaux ici et là pour aider les plus vulnérables psychologiquement n'avaient d'autres buts que de se donner bonne conscience et de mépriser une fois de plus le peuple. Les intentions manquaient de sincérité. Devant l'impossibilité de préparer des funérailles convenables, des dizaines de familles n'ont pu faire leur deuil des gens qu'elles aimaient. Des contraintes covidienues décrites comme étant un devoir civique alors que ces politiciens donneurs de leçons délaissèrent nos personnes âgées et omirent d'entretenir décemment leurs centres d'hébergement. Des citoyens traités en criminels s'ils ne respectaient pas leurs consignes pendant que les gouvernements et les autorités bénéficient d'une impunité totale face aux nombreux cas de négligences criminelles du système de santé socialiste québécois – l'hydroxychloroquine fut pour des raisons politiques balayée sous le tapis. Quelques médecins, principalement de l'entreprise privée, grinchèrent des dents à l'occasion. Mais ce système n'incite par les professionnels de la santé à sortir du placard; plusieurs en privé dénoncèrent l'attitude guerrière, liberticide et arbitraire du gouvernement, leur employeur, mais aucun n'a agi par peur de représailles; des démissions en bloc au-

raient sans doute fait fléchir un gouvernement alors sans ressource. Les seuls décès québécois liés au coronavirus furent des personnes âgées mal en point que le gouvernement laissa mourir. Cela, semble-t-il, lui suffisait pour tout arrêter, tout bloquer, tout contrôler – et pour augmenter significativement le nombre de victimes collatérales.

Leurs mesures de confinement qui visaient, entre autres, à protéger nos aînés, s'avérèrent un échec lamentable. Les Québécois doivent comprendre que par le confinement, au-delà de l'ivresse du pouvoir et d'une totale désorganisation caquiste de la crise, le gouvernement n'espérait au préalable, et c'est une gênante mais triste réalité, que sauver un système de santé québécois déficient, ankylosé et mal administré. Pour cacher l'incompétence de l'État québécois. Si les personnes âgées étaient réellement la priorité gouvernementale durant la crise, pourquoi les entassons-nous depuis des décennies dans de déplorables établissements malpropres ? Ce n'était qu'en période covidienne qu'elles devenaient, soudainement, digne d'intérêt ? Un rattrapage, ou plutôt une récupération politique placée sur le dos de nos vieillards. Un gouvernement caquiste qui détourna par la suite l'attention, engendra une diversion par son ton alarmiste. Les milliers de morts dans nos CHSLD firent le tour du monde. Une nouvelle risée se pointait. Si la baisse de l'immigration aura été bénéfique pour nous, la mauvaise image du Québec ainsi exposée à l'étranger pourrait, elle aussi, ironisons un peu, constituer l'un des autres rares points positifs de la crise. Une image ternie qui repoussera peut-être certains immigrants indésirables à venir s'installer chez nous. À la lumière du va-et-vient qui persiste au chemin Roxham, le Québec attire encore. Un Québec terre prétendument « raciste » précisons-le.

Mais les saloperies du gouvernement et l'incompétence bureaucratique n'ont eu que très peu d'impacts sur la population. Leur perception généralement positive vis à vis nos autorités a de quoi surprendre. En fait non. Le Québécois moderne, celui de la social-démocratie, ne fait pas seulement confiance au gouvernement, il le supplie constamment de lui venir en aide. Il apprécie ce contrôle étatique, cette emprise sur lui. Le mot « liberté » lui fait peur. Le peuple québécois craint ce mot, un mot

pourtant synonyme d'émancipation, un mot qui résonne partout. Des peuples ont lutté pour celle-ci. Nos valeureux patriotes sont morts pour elle. La liberté est un principe universel. Mais elle est aujourd'hui un repoussoir. Il est de plus en plus difficile de croire à la souveraineté du Québec avec un peuple si peu attaché à la liberté. La liberté permet de déployer ses ailes. Les Québécois du nouveau millénaire préfèrent l'immobilisme. Est-ce qu'il existe dans le monde un pays devenu souverain qui a ensuite regretté d'être libre ?

Nos ancêtres bataillèrent dès 1759, année où le peuple canadien-français passait sous le giron britannique, pour la survivance et l'épanouissement de notre race. Leur nationalisme dépassait la simple vantardise. Leur héritage ethnique et culturel était pour eux une fierté. Ils ont résisté contre l'assimilation. Contre l'envahisseur. Contre l'injustice. D'autres participèrent à la Seconde Guerre mondiale, celle qui mit en danger notre mode de vie et notre liberté. Ils furent des milliers à mourir loin des leurs pour un idéal. Le peuple québécois n'a jamais reculé devant les défis. Mais le multiculturalisme tue l'identité et l'enthousiasme d'un peuple. Il le rend faible. Le Québec d'autrefois a aussi souffert à divers degrés de paresse et d'indifférence populaire. De nombreux auteurs de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle se plaignirent du comportement erratique de leurs compatriotes. Lionel Groulx a été l'un de ceux qui, par amour de la patrie, voulut secouer la torpeur du peuple, le remuer pour lui faire reprendre ses esprits, pour ressusciter son énergie patriotique. Mais ce désintéressement nationaliste n'avait rien à voir avec le climat mondialiste actuel. Les temps changent. Les peuples aussi; ils se mélangent, se métissent et se divisent. L'humain n'a jamais été aussi isolé et solitaire. Par la technologie, évidemment, mais aussi par l'ingérence politique. La crise covidienne montra des politiciens soumis au mondialisme, mais surtout des citoyens manipulables et disposés à suivre aveuglément toute directive émanant des gouvernements. La société érigée par la gauche mondialiste est responsable de cette léthargie intellectuelle. Elle a creusé un fossé énorme entre nous et le passé. Nous oublions trop fréquemment les sacrifices endurés par nos grands-pères, nos aïeux, nos héros de la liberté. La mainmise de la gauche mondialiste sur l'éducation lui a per-

mis d'accéder au pouvoir. Elle s'évertue pour le moment à le préserver puisqu'elle le sait encore précaire. Elle travaille à effacer les images de notre passé dans le but d'affaiblir ses adversaires nationalistes.

Le futur s'annonce sombre. Qui combattra le pouvoir établi, qui luttera pour la nation ? Les citoyens du futur, les générations qui nous suivront, tous issus de l'école multiculturaliste, ne seront que des lavettes incapables de se défendre. Des jeunes devenus des adultes sans véritable désir, sans émotion, sans passion, sans intérêt, dépourvus de sens commun, sans esprit critique, sans ambition, sans mission exceptée celle de servir l'État. Ils seront perdus dans un monde dépouillé de guide spirituel. La jeunesse québécoise d'autrefois, celle qui à un certain moment se transforma en croisés de la foi et de la patrie, celle qui espérait, rêvait, s'inspirait du Christ pour que le catholicisme traverse le cœur de leurs compatriotes, celle qui par une impulsion divine se laissa porter par le dévouement à la patrie, celle que Groulx décrivait si amoureuxment dans ses premiers écrits et qui au début du 20^e siècle, signa par l'Action catholique de la jeunesse canadienne-française un geste de fraternité éternelle et patriotique. Des têtes lumineuses qui laissaient entrevoir le meilleur de nous. Cette jeunesse ardente se retrouve aujourd'hui lobotomisée et éloignée de toute vision nationale et traditionnelle. Les Canadiens français ont toujours eu comme point de repère la religion catholique. Son imperfection ne la rendait pas moins primordiale. Elle était le ciment de notre race. Avec elle, rien ne pouvait nous arriver. Nous étions invincibles. Sa présence aurait pu barrer la route, du moins pour un temps, au multiculturalisme. Notre force identitaire aurait rejeté l'envahisseur. Pas question d'abandonner qui nous sommes.

Mais comme partout ailleurs, nous avons aussi perdu nos racines. La laïcité n'a servi qu'à étouffer la religion historique du Québec. Une laïcité déchaînée loin de son but initial, celui de séparer la religion de l'État. Elle a tout simplement éliminé le catholicisme et ses symboles de notre paysage. L'islam radical s'est ainsi invité, profitant d'un vide spirituel et d'une Charte des droits et libertés qui elle aussi s'éloigne de son devoir originel, celui de protéger des abus faits aux handicapés, aux minorités sexuelles, ethniques, religieuses. Elle est devenue une caricature d'elle-

même en créant des accommodements religieux infinis et en favorisant une tyrannie des minorités. Des minorités anglicisées qui sermonnent continuellement un peuple québécois de nature ouverte et chaleureuse. La majorité historique ne rejette pas les minorités; ce sont celles-ci qui s'imposent chez nous une pratique religieuse radicale. C'est l'islam qui oblige à ses femmes le port d'un voile misogyne. Ce sont ces minorités qui ne respectent ni l'histoire ni les traditions de leur terre d'adoption québécoise. Qui ne s'imprègnent pas de notre culture, de notre patrimoine, de notre langue. Ces communautés, spécialement celles musulmanes, se plaignent d'une société québécoise pourtant exemplaire. Historiquement et encore aujourd'hui. La victimisation se répand comme un virus pourrait-on dire avec un sourire. Qui aura la plus belle qualité de vie et se sentira le plus en sécurité : le blanc habitant dans une ville à majorité noire (ou arabe) ou un noir (ou arabe) vivant dans une ville à majorité blanche ? Où sont les pourfendeurs de la majorité historique québécoise quand des milliers de catholiques sont martyrisés annuellement dans les pays chariatiques ? Où se dissimulent-ils alors que de l'esclavagisme barbare se pratique toujours dans le monde arabo-musulman ?

Derrière les discours pacifistes et bienveillants de la communauté musulmane occidentale se cachent une autre réalité : l'islam politique. Celle d'un islam conquérant. L'islam veut fragiliser la société d'accueil, la rendre faible, la diviser. La gauche mondialiste et l'islam font équipe pour y parvenir. Elles adoptent les mêmes stratégies. Ce désir de conquête se voit à travers les nombreux appels à Allah d'Arabo-canadiens ou québécois sur Facebook, à l'intérieur des mosquées ou lors de manifestations publiques. La communauté musulmane est dans son droit le plus fondamental de manifester et de pratiquer sa foi. La démocratie le permet. La Charte canadienne des droits et libertés également. C'est à nous, comme peuple, de garder la tête haute et de ne jamais abandonner à d'autres notre terre natale. De ne faire aucune concession sur qui nous étions, sur qui nous sommes, sur ce que nous voulons. Mais la Civilisation occidentale est frappée d'un mal pire que le coronavirus : le multiculturalisme. Cette idéologie robotise l'esprit humain et en fait des machines obéissantes et naïves. Naît la rectitude politique et l'apologie des minorités... et la des-

cente aux enfers de notre propre identité. Elle croit à un mondialisme libérateur et édénique. Elle est incapable d'intervenir lorsqu'une minorité religieuse se radicalise ou contrevient à nos valeurs traditionnelles.

Si le multiculturalisme a atteint le Québec, le Canada anglais, lui, est en phase terminale. Coronavirus ou non, l'islam agit à sa guise. Les autres minorités n'ont rien à lui envier. Les autorités ontariennes, résolues à distribuer des contraventions bien souvent par excès de zèle à toute personne transgressant les mesures sanitaires et qui, dans quelques cas, abusèrent même de leur pouvoir, firent preuve de complaisance envers une communauté musulmane qui résistait, à certains endroits, à fermer leurs mosquées. Les citoyens canadiens et québécois furent d'une docilité irréprochable. Les autorités jubilèrent. Mais ces dernières sont elles-mêmes soumises par intérêt financier au cartel bancaire et aux grandes corporations, soumises par peur de représailles à un islam conquérant et aux différents groupes de gauche mondialistes et anarchistes. Parallèlement, les gouvernements ne craignent pas le peuple. Voilà pourquoi ils le maltraitent. C'est le citoyen ordinaire, celui qui a une routine à respecter, un salaire à gagner, une vie à mener, celui trop occupé pour se révolter. Les groupes de gauche n'ont en tête eux que leur agenda politique – ils sont généralement grassement subventionnés et financés discrètement par des corporations à la solde du mondialisme. Les quelques plaintes citoyennes furent rabrouées et ridiculisées. Les menaces de répression s'additionnaient. Un peuple qui surveille ses arrières et qui se fait entendre bruyamment risque moins l'oppression. Est-ce pourquoi nos voisins du sud, attachés profondément à leur constitution, à leurs libertés individuelles et vouant un culte bicentenaire au deuxième amendement, celui qui autorise entre autres le peuple à porter des armes, résistent plus qu'ailleurs aux excès des autorités ⁴? Mais chez nous, cet état d'esprit est

4 Par exemple, « la Cour suprême du Wisconsin a annulé une ordonnance de maintien au domicile liée au coronavirus, se rangeant ainsi du côté d'une contestation judiciaire des législateurs républicains qui affirmaient que le plus haut responsable de la santé publique avait outrepassé son autorité en imposant les restrictions. » Source : nationalpost.com du 14 mai 2020.

inexistant ou presque. Nous ne voulons pas déplaire. Les politiciens et les médias subventionnés abusèrent donc de leur pouvoir.

La propagande covidienne gouvernementale s'étalait dans des médias traditionnels qui en redemandaient. De l'argent frais dans les coffres des médias qui peaufinèrent leur rôle de soldats étatiques. Leur agressivité et leur complaisance s'accrurent à un point tel qu'un simple coup d'œil aux grands titres donnait la nausée. L'ensemble des chroniqueurs s'acharnèrent maladivement sur toute personne qui déviait à peine du message officiel. Ils les diabolisaient, les attaquaient gratuitement. Les manifestations populaires devenaient un champ de misérables. La violence des médias a atteint à un certain moment des sommets de mauvais goûts. Des citoyens allumés qui cherchaient de l'information sur de multiples plateformes, qui ne se limitaient donc pas à l'information proposée par le groupe TVA ou par Radio-Canada, furent traités de conspirationnistes, de béotiens, de parias. Leur crime aura été de donner une opinion différente de celle dictée par le politburo covidien. Des médias sans argument, contaminés par la haine, qui ne propageaient que leur fureur. Comment qualifier une société où les médias deviennent les partenaires du pouvoir ? Un gouvernement Legault qui alla bien souvent jusqu'à la provocation ou une déclaration de guerre contre nous. L'image de la vice-première ministre Guilbault, placée devant un blindé lors d'un point de presse conjoint avec un chef de police, en choqua plus d'un. Le langage et le ton employé donnaient des frissons de terreur. Elle semblait dégoûtée par les quelques manifestations citoyennes et voulut faire passer un message de peur. Sortir l'artillerie lourde pour une « grippe » et rester muette devant la violence du mouvement antiraciste présent à Montréal.

Les citoyens subirent des accrocs démocratiques. Dans toute démocratie qui se respecte, il y a le droit de débattre. Est-ce qu'il y a eu sur la place publique québécoise et canadienne des débats amenant différents points de vue concernant les mesures sanitaires à prendre ou non ? Les mesures nous ont été imposées. Il était là le nœud du problème. Ce n'était ni le port du masque, ni le lavage de mains, etc. Un bordel général apparut au

Québec et en Ontario. La tension était vive. Les nerfs à vif. La joie de vivre des gens battait de l'aile. La communauté musulmane canadienne profita de la panique covidienne pour tester de nouveau les limites politiques, limites qu'elle repousse continuellement avec facilité. Un jeu d'enfants avec une classe politique si faible et si douée pour la rectitude politique. Elle eut droit à des passe-droits en obtenant par exemple l'autorisation de la ville de Toronto de contourner ses propres lois sur la pollution sonore en lui permettant, en pleine crise, l'utilisation de haut-parleurs pour faire l'appel à la prière d'Allah O Akbar. De lire le Tweet de la conseillère municipale Paula Fletcher : « C'est tellement beau d'entendre cet appel islamique à la prière sur les haut-parleurs dans notre communauté. » Il n'y eut évidemment aucune critique politique et médiatique. Une complicité habituelle. L'islam radical qui progresse devant des autorités lâches. Le chroniqueur musulman Tarek Fatah écrivait à ce sujet que

« la BBC a rapporté que des religieux islamiques et les administrateurs d'une mosquée avaient un programme plus vaste lorsqu'ils demandaient et obtenaient l'appel à la prière du coucher du soleil sur des haut-parleurs. Un porte-parole de l'une des mosquées a révélé qu'il ne s'agissait là que d'une première étape et que l'état de panique actuelle [crise du coronavirus] avait été un moment propice pour la franchir. »

Si les citoyens des quartiers ne soulevaient pas d'objections, les mosquées demanderaient alors l'appel à la prière, qui a lieu cinq fois par jour, soit diffusé sur des haut-parleurs et devienne une caractéristique permanente des mosquées au Canada.⁵»

L'islam radical s'invite maintenant partout. Notre paysage change. Les clochers d'églises qui ornaient autrefois nos villes et le ciel québécois disparaissent peu à peu; nos regards se posent maintenant sur des étoiles et croissants de lune, symboles étrangers aux accents dominants. La gauche les regardera comme le triomphe du mondialisme. La fermeture des frontières prescrite par le coronavirus retarde la poursuite de cet idéal. L'immigrationnisme est sur pause, pour le moment,

5 Extrait d'un article de Tarek Fatah publié le 30 avril 2020 au tarekfatahenfrancais.wordpress.com.

mais rien n'arrête une gauche qui s'applique à façonner sa propre société. Intelligente et rusée, la gauche mondialiste s'est servie de la crise comme tremplin politique. De manière globale mais aussi individuelle. Elle voulut étirer son pouvoir et permettre des victoires électorales à ses figures importantes.

Trudeau a par exemple acheté le silence d'une population potentiellement frustrée par le confinement et s'est pourvu, à même les fonds publics, d'un outil marketing puissant pour assurer sa réélection. Des programmes à la tonne pour redorer l'image d'un premier ministre corrompu. La gauche états-unienne a travaillé d'arrache-pied pour se débarrasser de Trump. Incapable de le faire par ses idées et son programme, elle a utilisé plusieurs subterfuges ridicules qui ont miné sa crédibilité. Il y a eu la prétendue collusion avec la Russie puis la loufoque procédure pour sa destitution et leur mise à mort politique de Trump par le coronavirus. Elle a blâmé Trump pour les décès et confiné abusivement les états démocrates, pour ralentir l'économie et nuire à ses chances de réélection. Elle souhaitait un confinement prolongé pour permettre le vote par correspondance ou électronique, système de votation à haute probabilité de fraude gauchiste. Le sacrifice de l'économie pour déloger Trump, lui qui par son nationalisme démolissait bloc par bloc le mondialisme et ramenait le principe d'État-nation.

La gauche québécoise elle, avec les médias traditionnels en tête, voyait dans le coronavirus une occasion de prestige. Elle voulut répondre à la panique par un confinement rassurant. Le dictateur ne naît pas de lui-même. Il naît du besoin de protection que ressentent les citoyens. Ils s'attendent à être protégés par un gouvernement qui exerce sur eux un pouvoir d'attraction. Celui qui met la trouille au peuple peut ensuite le manipuler, en faire ce qu'il veut. C'est guidé par cette position cavalière que le gouvernement caquiste, toute proportion gardée bien sûr, dirigea le Québec pendant la crise. Le projet de loi 61 du gouvernement Legault, première réponse à la crise qu'il avait lui-même générée, aurait pu lui donner carte blanche et l'immunité juridique. Voulait-il se prévenir de poursuites éventuelles concernant sa gestion covidienne ? Ou

de conflits d'intérêts potentiels ? Tolérer légalement la corruption des entrepreneurs et de la classe politique ? Ou s'assurer d'avoir les pleins pouvoirs pour une période indéterminée ? Homme intelligent, il savait que le [premier] confinement avait été abusif et dévastateur pour l'économie. Il savait que ses mesures coercitives étaient irraisonnables. Il voulait rapidement relancer l'économie en s'accaparant de pouvoirs illimités. Une économie qui lui sembla pourtant secondaire. Il n'écoula pas les appels de détresse des restaurateurs, des tenanciers de bars, des petits détaillants locaux, engloutis financièrement et sujets au respect de règles sanitaires très strictes qui firent exploser leurs dépenses; un gouvernement trop lâche pour faire appliquer lui-même ses mesures et qui, dans un geste de torture impardonnable, laissa les entreprises jouer à la police avec leurs propres clients. Une dictature molle par le confinement, l'imposition du masque, une limitation du droit de manifester et de circuler et une loi passe-partout.

Il y avait pourtant des dizaines de solutions pour atténuer le virus tout en ne brimant le quotidien des gens – l'une d'elle était de créer une logistique autour des personnes vulnérables ou apeurées par le virus; de la livraison à domicile, des places attitrées dans les restaurants, etc. Pour le reste de la population tout allait pouvoir recommencer à fonctionner normalement. La quasi-totalité de la population eut toutefois à subir une répression injustifiée et un crash économique fatal pour des centaines de petits commerçants. La décevante, mais attendue, inertie québécoise et occidentale avait besoin d'un électrochoc qui ne vint jamais quoique le nombre de gens questionnant les autorités progressait lentement. Des mesures coercitives appliquées une à une, graduellement, pour conditionner les gens, pour ne pas les brusquer. Une stratégie politique efficace. Arruda avait le plan omsien à appliquer et en convainquit Legault. Un premier ministre stupéfait dès le départ, nageant dans l'inconnu, s'en remettant à une crapule onusienne. Legault et les autres politiciens tombèrent dans le piège. Les Doug Ford et Jason Kenney furent dès lors, eux aussi, méconnaissables. Le pouvoir stimule mais l'influence mondialiste s'est accaparée de leur jugement. Tout gouvernement ou presque, de droite ou de gauche, multiculturaliste ou plus nationaliste, démocra-

tique ou tyrannique, adopta le même plan contraignant. Le gouvernement chinois communiste avait donné le tempo de cet embrassement liberticide. Il y a eu l'exception de la Suède qui a agi contre tous les avis des « experts » et qui s'en tira bien, preuve que les mesures omsiennes avaient été improvisées et imposées pour des raisons politiques.

Le Québec fut l'un des États qui a confiné le plus lourdement sa population mais pourtant, ses chiffres ont été parmi les pires au monde. Nécessaire le confinement ? Legault devra porter en lui la honte de son incompétence et de son autoritarisme. Il poursuivit sa répression pour conserver son aura de protecteur et surtout pour ne pas miner sa crédibilité. Avouer ses erreurs est une chose noble et même souhaitable en politique; mais il alla trop loin dans sa gestion covidienne et ne put reculer. Malgré quelques anicroches et un nationalisme peu assumé, les premiers pas de Legault comme premier ministre québécois se firent en douceur. Le Québec resta fidèle à la social-démocratie. Le gouvernement resta interventionniste. La démographie du Québécois continuait de se métamorphoser. Legault régnait comme n'importe lequel autre premier ministre québécois, comme n'importe lequel politicien moderne. Un mou sympathique. Le coronavirus changea sa personnalité. Nullement préparé à ce genre de crise, comme d'ailleurs les autres politiciens, un tournant professionnel et personnel allait être franchi. Il avait devant lui l'examen ultime de sa carrière politique, ce que l'histoire québécoise retiendra. Son nom sera lié à Arruda, à la souffrance et la mort de nos aînés, aux mesures extraordinaires, à l'économie qui vacille, à une fracture sociale. Le poste de premier ministre qui, à la base, est exigeant et fondamental dans notre système démocratique, est devenu, avec la crise, le point de mire, la pièce centrale, la figure vers qui la population se tourna. Un rôle imposant. C'est aussi le rôle du Père de la nation, le capitaine du bateau amiral des Canadiens français et le défenseur ultime de la nation canadienne-française. Le peuple attend de lui de la transparence et de l'honnêteté. Qu'il se batte pour lui. Le peuple ne recherche pas la perfection. Il acceptera que son premier ministre fasse des erreurs et prennent de mauvaises décisions. Dans le contexte d'une « pandémie » mondiale, une nouveauté pour nous tous, tout chef d'État était voué

à une pression immense et démesurée. Personne ne doutait des efforts déployés par le gouvernement Legault pendant la crise. Il parut sensible à la situation dramatique des résidences pour personnes âgées. Chaque décès le chagrinait sans aucun doute. Il compatissait avec les familles et sa sincérité n'est nullement contestée. C'était au début de la crise. Le François Legault proche des gens et rassembleur changea de peau pour devenir un mercenaire grincheux distant. Il paraissait apathique, parfois amorphe. Une fatigue mentale s'installa et il est fort à parier que les pressions omsiennes exercées par Arruda auront eu raison de sa santé psychologique. Le premier ministre remit les clés du pouvoir à Arruda. Le citoyen moyen, celui qui s'informait par les médias traditionnels, n'a pas été témoin de ce Legault aigri qui laissa un non-élu sermonner régulièrement un peuple québécois qui ne cessa pas, en partie du moins, de l'appuyer et de l'encourager. Peut-être trop. Si un nombre grandissant de gens devinrent suspicieux, les Québécois suivirent le gouvernement Legault tel un berger guidant ses brebis.

« Panurge, sans autre chose dire, jette en pleine mer son mouton criant et bêlant. Tous les autres moutons, criants et bêlants en pareille intonation, commencèrent se jeter et sauter en mer après, à la file. La foule était à qui premier y sauterait après leur compagnon .⁶ »

Malgré son dérapage des derniers mois, le premier ministre rallia la population québécoise. Cette confiance a été acquise par le succès que lui a valu sa gestion des premiers moments de la crise covidienne. Il se montrait en contrôle, sûr de lui et plutôt pragmatique. Il fit donc bonne impression sur une population qui était maintenant suspendue à ses lèvres et qui allait tout lui pardonner. Si un gouvernement élu démocratiquement et de façon majoritaire dispose de leviers décisionnels importants et que le parlementarisme lui autorise un pouvoir presque absolu (décret, bâillon, loi), le peuple, les médias et les institutions ne devraient-ils pas, en temps opportun, lui rappeler les limites morales de son pouvoir ? Tout particulièrement lors d'une crise controversée et douteuse. Avec le

6 Extrait d'un texte de François Rabelais, « Les moutons de Panurge » dans le Quatre-livre, VIII, 1548.

coronavirus, nous n'étions pas en guerre civilisationnelle contre un envahisseur, ni en état d'alerte devant du terrorisme islamiste ou guerrier, ni même face à un virus dévastateur – ces circonstances exceptionnelles réclament évidemment un gouvernement libre de toute contrainte pour agir. Mais pour le coronavirus qui rapidement eut le visage d'une imposture mondiale ? D'un terrorisme intellectuel ? Devant une menace potentielle, nous l'avons vu en mars et avril 2020, le peuple accepte de perdre quelques libertés. Avec les semaines qui passaient, ces abandons devenaient déraisonnables.

Néanmoins, l'union des âmes québécoises au cours de la période critique amena à penser que le chemin vers notre indépendance nationale est encore possible. Qu'ensemble de belles choses pourront survenir. Qu'il suffit de croire en nous, de ne plus se laisser diviser par les politiciens et les médias. Qu'un chef charismatique ou inspirant pourrait lui aussi nous rassembler et nous permettre de tracer notre chemin vers la liberté. Si Legault, individu plutôt terne, put mettre à sa main les Québécois, Lévesque, Parizeau et Bouchard, personnages adulés qui eurent un ascendant évident sur les Québécois, furent pourtant dans l'impossibilité de créer les conditions gagnantes pour une victoire référendaire. L'affection du peuple était insuffisante. Il manqua, à ces deux occasions historiques, un petit quelque chose, l'élément décisif, le point tournant. Les tactiques déloyales des troupes fédéralistes eurent c'est vrai un impact, mais nous oublions trop fréquemment que ce rêve d'un État français indépendant est directement associé à la question identitaire, à notre sentiment d'appartenance à une histoire collective unique. Lévesque, Parizeau et Bouchard ne jouèrent peut-être pas suffisamment la carte identitaire dans leur effort référendaire. Bien souvent par contre, une crise politique concrète sera l'élément déclencheur d'une ferveur nationaliste ce qui, en 1980 et 1995, n'étaient pas le cas. Nous pourrions mentionner les ratées des négociations constitutionnelles du Lac Meech et la pendaison de notre frère Louis Riel en 1885 comme exemples d'événements qui échauffèrent les esprits et qui ravivèrent notre fierté nationale; à cette époque Robert Bourassa aurait pu aisément remporter une élection référendaire; si le grand Honoré Mercier s'était trouvé aux commandes du

Québec en 1885 (ce qui n'arriva que deux ans plus tard, en 1887), qui sait jusqu'où son patriotisme et son magnétisme presque inégalé dans l'histoire québécoise nous auraient menés. Dans une fièvre nationaliste libératrice ? Nous ne pouvons pas réécrire l'histoire mais permettons-nous de rêver.

La crise covidienne avait le potentiel d'être ce catalyseur. Si au début de la crise, Legault laissait entrevoir une audace nationaliste, celle-ci s'est rapidement éteinte. Elle reviendra peut-être ensuite, dans le post-scriptum de la crise. Mais il sera trop tard. La crise qui au préalable avait généré une fierté et unité nationale, s'est terminée dans la désolation la plus totale. Une victoire pour les mondialistes. Diriger librement en temps de crise aura donné à Legault une bien drôle d'idée; celle de poursuivre son mandat dans cette même latitude autoritaire. Le prolongement de la crise et par la bande, celui des mesures sanitaires, aura mis fin définitivement à la solidarité qui liait à prime abord la majorité historique québécoise. Cette solidarité collective, une force brute de notre histoire, explique entre autres pourquoi nous sommes encore présents comme peuple canadien-français. Cette entraide jointe à une résilience émouvante nous ont permis de survivre à la Conquête, à la misère, aux plans assimilateurs, à la haine dirigée contre nous. L'image autoritaire et cacophonique du chef caquiste a poussé plusieurs québécois à se poser des questions. De premier ministre rassurant, Legault était devenu partisan et imprévisible. Cette perte de contrôle caquiste a délié certaines langues et réveillé une partie de la conscience citoyenne. Tous ou presque admettaient certaines règles, certains changements comportementaux à respecter pour atténuer l'éclosion du virus. Que quelques sacrifices étaient nécessaires. Même les plus sceptiques s'accordaient sur ce point. C'est ici que pour plusieurs la notion de limites raisonnables apparaît. Sans nier l'existence de la crise, ils estimaient que les décisions prises se devaient de suivre un cadre logique, que la raison l'emporte sur les émotions, qu'il fallait rechercher un juste équilibre entre les aspects sanitaires, économiques et les droits individuels; le lavage des mains plus fréquent, les plexiglas plus nombreux dans les commerces, éviter la poignée de main, la préférence pour le télétravail et isoler les établissements contaminés

par le virus constituaient de nouvelles normes sociales admissibles; non pas l'imposition universelle du masque, l'imposition du masque à l'école pour les enfants de 10 ans et plus et le confinement arbitraire et abusif en l'absence de preuves scientifiques sur son efficacité.

Si le rassemblement du peuple derrière son premier ministre était impressionnant, il se dégagea par la suite un arôme d'un monde nouveau en devenir, celui d'une frange importante de la population restée fidèle aux dogmes gouvernementaux nonobstant ses mensonges, son intimidation, ses liens avec les médias et son recours aux directives omsiennes. Une crainte émerge d'une telle docilité, d'un sens critique en suspens, d'une population qui accepte à la lettre sans vraiment réfléchir le récit officiel politique et médiatique : l'opportunisme communisme (et aussi islamique). La gauche mondialiste observe. Elle sait maintenant qu'il est possible de contraindre par la peur une population. Ou de la soumettre en un claquement de doigt. En Occident. Et au Québec certainement. Elle qui a déjà infiltré les institutions est en route pour son projet. Un Québec communiste est un cauchemar probable dans un futur plus ou moins lointain. Si le communisme n'a pas encore officiellement atteint le Québec, sa bureaucratie est bien présente elle, cadeau d'une social-démocratie inefficace et boulimique. La social-démocratie prépare, en quelque sorte, le communisme. Elle réduit les libertés populaires, accroît le pouvoir gouvernemental. Une bureaucratie stérile et lente. Étouffante. Malgré les milliards placés dans l'appareil étatique, les Québécois remarquèrent, une fois de plus, son improductivité. Les contribuables québécois, lourdement imposés et taxés, ont découvert avec horreur les piètres résultats que montraient la machine administrative. Des professionnels de la santé compétents et courageux travaillant dans un véritable borborygme. L'État québécois figé dans le béton. Même si cette crise toucha le monde entier et ébranla les institutions de la majorité des pays, le Québec frappa un mur et parut davantage en mauvaise posture; l'État-providence a ses limites. Les gouvernements successifs n'auront jamais été en mesure de prendre en main sérieusement l'entretien de nos routes, de nos écoles, de nos infrastructures et bien entendu, de nos hôpitaux et CHSLD. De les rendre au goût du jour, pour qu'ils puissent

disposer des nouvelles technologies et améliorer leur efficacité opérationnelle. Les gouvernements ont préféré dépenser les fonds publics en programmes sociaux « bon chic bon genre » et en cadeaux électoraux. La crise covidienne a exposé les lacunes de notre système socialiste et l'impact d'années d'indécisions, de psittacisme politique, d'incompétence, de partisanerie, de corruption; les résultats d'une gestion à la semaine, d'une absence de vision à long terme; des politiciens à la remorque de lobbys et d'un clientélisme électoral; une boussole qui n'aligne pas les bonnes priorités. Les politiciens québécois de toute époque apprirent à profiter du pouvoir et à nourrir leurs propres ambitions. Mais ceux du nouveau millénaire, la génération de la gauche mondialiste, placèrent la barre plus haute. Des voyous, des individualistes, des pleutres, des artisans de la corruption intellectuelle. Les gouvernements modernes n'ont jamais placé la patrie avant le parti. Contrairement à leurs compatriotes du passé, ils n'ont jamais même eu de vraies pensées nationalistes. De la petite politique et du pouvoir sans amour de la patrie. Voilà le résumé de quinze années de gouvernements libéraux et caquistes. Le Parti libéral du Québec, qui prend ses origines du mouvement patriote et qui eut Honoré Mercier à sa tête pendant quelques années, fait maintenant piètre figure. Il est parmi les traîtres à la nation dans un revirement politique d'une incroyable laideur. Il veut détruire notre héritage et notre identité. Son fanatisme multiculturaliste isole les Canadiens français. L'exercice du réel aura confirmé le désastre du long règne libéral. Et la CAQ d'appliquer la même recette. Un État sclérosé et tricheur.

La mentalité progressiste québécoise, compréhensible et admirable à certains égards par son désir de compassion et de solidarité, détestable pour son autoritarisme, son infantilisation et ses résultats très discutables a, plutôt que de réellement servir les Québécois, aidé à engraisser une fonction publique et un mouvement syndical capitaliste. Un État endetté qui vide les poches du contribuable moyen. Le gouvernement Legault continuera cette tendance avec son programme d'investissements massifs dans les infrastructures répondant aux conséquences du coronavirus qui a placé l'économie québécoise sous respirateur artificiel. Des milliards qui sortent d'un chapeau de magicien, des fonds publics à

la solde des petits amis du régime, un budget illimité qui comblera des marchés financiers internationaux et qui placera un gouvernement québécois endetté sous tutelle. Si la troupe caquiste décide d'intervenir massivement dans la relance économique, les dépenses prévues devront être ciblées puis servir à corriger les erreurs du passé. À faire du rattrapage. Des sommes pour retaper nos routes, nos écoles, nos hôpitaux, nos résidences pour aînés. Sans oublier la sauvegarde de nos joyaux patrimoniaux qui furent si honteusement négligés. Ces derniers méritent que cette manne inespérée nous propulse dans une révolution patrimoniale et culturelle – cette manne qui rappelons-le n'est pas un cadeau tombé du ciel mais l'argent de tout un chacun. Qu'il serait beau ce Québec préparant son avenir tout en revitalisant ses rues chargées de notre histoire, en redonnant une deuxième vie à ses églises, presbytères, granges, maisons et immeubles ancestraux, en alimentant nos villes et villages de monuments en hommage à ceux et celles qui ont bâti notre patrie et qui furent trop souvent rangés dans les oubliettes de l'histoire, en aménageant de nouveaux lieux muséaux et culturels identitaires, en finançant les artisans de périodiques et magazines valorisant notre histoire et nos traditions, en se dotant de programmes sérieux et ambitieux, puis d'outils financiers et humains dans la remise en valeur de notre patrimoine. Pour se réapproprier, en quelque sorte, notre passé, redonner vie à nos symboles et à notre richesse historique. Ces investissements identitaires importants ne figurent nullement, il va sans dire, en des caprices. C'est investir en nous. Pour la renaissance d'une fierté nationale. D'une identité qui nous est propre.

Cette reconquête culturelle se traduirait en des dépenses saines, sûres, incontestables, qui seraient unanimement saluées. Les finances publiques seront après la crise dans une position inconfortable. Les projets controversés devront être retardés puis repensés. Pensons à ceux liés au transport en commun ou à l'environnement; le coronavirus changera ou changera les habitudes des citoyens québécois; le télétravail gagnera inévitablement en popularité; les plus craintifs redouteront les lieux publics et les transports collectifs tels que le métro et le bus; les horaires de travail s'adapteront à une nouvelle réalité; des industries disparaîtront.

tront et d'autres naîtront; un marché du travail en pleine mutation. La gestion des priorités s'annonce critique puisque l'État aura, un jour ou l'autre, un budget à respecter. Les Québécois doivent être soignés avec attention. Leurs vieux jours n'ont pas à être lugubres. La jeunesse, notre avenir, doit bénéficier des meilleurs outils pour réussir et s'épanouir. Le peuple québécois a le devoir de rester fidèle à ses origines et de ne jamais abandonner la patrie; c'est d'ailleurs par une éducation nationaliste de qualité, secondée par la découverte des grandes œuvres classiques occidentales, que le tout débute. Une formation qui délaissera le culte à la diversité et au mondialisme. Une formation qui développera un esprit critique indispensable à tout être humain dans sa lutte à la liberté.

Une liberté amoindrie alors que l'autonomisme covidien des provinces canadiennes et des états américains laissait pourtant entrevoir de belles espérances. Pour le Québec c'était l'occasion de montrer son savoir-faire et de recueillir les fruits d'un nationalisme renouvelé. Ces États en se repliant sur eux-mêmes montrèrent l'inutilité relative du gouvernement central ou fédéral. Legault s'égara dans le mondialisme. Il enlisa et musela la classe moyenne, celle qui regroupée et soudée peut défaire les ambitions gouvernementales. Le premier ministre québécois avait avec le coronavirus l'opportunité de transformer une crise sanitaire en triomphe nationaliste puissant. En limitant les mesures excessives et en préparant un plan solide qui allait garder le Québec dans une position économique enviable, Legault aurait pu avoir là un avantage sans précédent : un Québec fort face à un Canada trudeauien affaibli par l'endettement, une économie chambranlante et le scandale We Charity. Tout premier ministre québécois aurait fantasmé d'un si puissant levier dans ses échanges avec un gouvernement fédéral. Une chance formidable de revendiquer des pouvoirs. Un Legault au passé entrepreneurial avait l'expérience requise pour gérer l'économie et aider les entreprises. Le peuple qui a voté en 2018 pour un premier ministre pourvu d'une vision économique et nationaliste a vu son carrosse se transformer en citrouille mondialiste. Le peuple avait devant lui un politicien fade qui lui imposait un confinement. Le peuple agréa sans rouspéter. Le confort moderne à doses de Netflix, jeux vidéo et autres gadgets électroniques a rendu cette

expérience agréable, ou du moins, facile à encaisser pour plusieurs. La télévision ramollit le cerveau. Les périodes de confinement auront laissé une population absorbée comme jamais par le petit écran. Les acteurs télévisuels, médiatiques et politiques au diapason d'une pensée unique et capables d'atteindre nos âmes.

La crise plonge les citoyens québécois et occidentaux dans un nouvel état d'esprit. Un phénomène répandu dans l'histoire humaine émergea une fois de plus : la vertu ostentatoire ou dit autrement, le signalement de la vertu. C'est en quelque sorte la manifestation d'un ensemble de comportements sociaux qu'une personne ou une organisation adopte pour s'envelopper d'une image vertueuse, pour valoriser son auteur, pour afficher publiquement ses valeurs morales. Les gens le font instantanément par exemple en changeant leur photo de profil Facebook en hommage à une personne disparue ou à une cause quelconque. C'est une forme d'activisme politique pour les fainéants. La crise covidienne aura donné lieu à l'ajout de nombreuses pages aux chapitres portant sur les manipulations de masse et la psychologie des foules. Ce signalement de la vertu s'exerce quotidiennement dans chaque aspect de notre vie. Il est logique de le retrouver sur les réseaux sociaux où l'esprit critique est bien souvent exacerbé. Chaque être humain aime appartenir à une communauté et ce sentiment est généralement sans conséquence fâcheuse. Par contre, il y a des moments où ce comportement peut avoir un effet d'entraînement susceptible de développer un climat de haine malsain et problématique. Il regroupe des gens émotifs et ignorants des grands enjeux nationaux et internationaux. Le masque comme mesure sanitaire covidienne ne pouvait servir de meilleure illustration. Le revêtir impliquait pour plusieurs l'incarnation du bien versus le mal. Tous se croyaient recouverts du linceul de l'apôtre vertueux. Signaler sa vertu devenait un critère social, une marque d'égoïsme proverbial. Porter le masque et se croire généreux, sensible au sort des autres. Le masque pour découvrir un hyper narcissisme et dévoiler à la terre entière son altruisme personnel. « Je sauve des vies », dira cet homme un peu stupide qui ne comprit pas que la gravité du virus ne légitimait pas l'imposition universelle du masque. Cette caste fermée de prétendues petites

supériorités qui s'en allèrent, munies d'un brevet d'excellence, travailler à convertir des âmes en détresse.

Le gouvernement québécois installa ainsi un totalitarisme qui fit entre autres du masque une logique morale promue par le régime. Celui qui s'enfonçait dans cette logique ne se contentait pas d'insuffler un conseil ou de démontrer un fait à ses concitoyens mais en fit une logique imposée. Une chasse aux sorcières survint et la division du peuple québécois pouvait s'enclencher. Apparaissait un paradigme anthropologique né d'une nouvelle idéologie sanitaire poussée par les autorités. Elles travaillèrent par la peur, celle qui mena à un mécanisme grégaire monumental d'une population qui adhéra sans réfléchir au culte sanitaire. Le coronavirus conduisit à une peur irrationnelle de mourir, à une forme de mythification simpliste du genre « si j'attrape le virus je meurs ». L'absurdité de ce réductionnisme découla d'un martelage médiatique hallucinant qui discrimina au passage ceux qui pensaient différemment. Il y eut par cette crise un bris de contrat social et économique d'un gouvernement doué pour se donner de petits contrôles que nous pourrions décrire comme étant des insultes à l'intelligence. Il ne fallait pas se liguer contre les commerces qui ne faisaient qu'appliquer les règles mais contre un gouvernement malhabile habité de crétins heureux. Le dynamisme de cette psychose étatique plaça le gouvernement caquiste dans une situation irréversible, ne sachant trop comment gérer et arrêter la panique qu'il avait lui-même introduite – l'action la plus facile était de renforcer les mesures liberticides truffées d'un déconfinement hypothétique à l'accent d'une liberté conditionnelle au respect de directives basées sur du chantage – les menaces d'une deuxième puis troisième vague, etc. Les politiciens nous offrirent un théâtre kafkaïen portant le masque pour la tribune à l'ère d'un simulacre gauchiste mondialiste.

C'est sous le son de cette gauche que le Québec covidien vécut les derniers mois. Une épreuve sanitaire qui laissera des échos. La gauche profita de cette effervescence dominatrice pour s'engager dans des luttes parallèles. Elle voulut à partir du désordre sanitaire répandre brutalement sa propagande à des citoyens vulnérables dont l'esprit en détresse, retom-

bé au stade juvénile, était prêt à accueillir toute nouvelle manipulation. Un endoctrinement gauchiste qui laissa le Québec admettre la présence d'un racisme occidental pourtant imaginaire et qui lui indiqua la marche à suivre pour s'autoflageller publiquement. Des nationalistes résistent encore et poursuivent les efforts qu'entreprirent leurs prédécesseurs, c'est-à-dire d'offrir aux Canadiens français leur pleine liberté politique tout en suscitant chez eux l'amour de la patrie. Nous avons tous le devoir de veiller à notre avenir. Les immigrants aussi doivent se joindre à cette affirmation patriotique et inspirer l'air de ce territoire français catholique. Leurs enfants se baignant dans la culture canadienne-française pour que chacun d'eux idéalise et s'imprègne de cette histoire tumultueuse de survivance. C'est en se passionnant pour nous qu'ils défendront nos couleurs et lutteront à nos côtés pour l'indépendance. Une histoire née d'une France glorieuse, de colons débrouillards et courageux. Une nation humiliée, bafouée, qui a résisté aux attaques amérindiennes, à la domination anglaise, à l'acharnement assimilateur du conquérant, à l'influence du géant américain. En pleine crise covidienne, en pleine lutte antiraciste, cette belle nation, celle-là même qui s'est toujours relevée et qui a su ouvrir son cœur aux autres, s'est vue apposer injustement une étiquette malheureuse de raciste. Une insulte pour nous tous. La gauche mondialiste considère le nationalisme québécois, et toute forme de nationalisme, je le rappelle, comme un acte de trahison à la société qu'elle veut ériger. Elle espère mettre au pas ces apostats racistes de la foi mondialiste. Le nationalisme québécois, sans incarner évidemment la perfection, se présente comme un cri d'amour pour ce pays, cette patrie d'une richesse culturelle inouïe. Il revendique le droit de l'exprimer, de le partager, de le chérir, de le défendre ardemment, de s'y attacher profondément, comme le firent tous ces peuples rêvant de libertés. Si les végans, les écolos, les antiracistes, les trans et les autres groupes minoritaires de gauche imposent leurs lois et normes, les nationalistes québécois doivent s'en inspirer pour que nous également puissions parvenir à imposer nos idées, nos valeurs, beaucoup plus universelles et humaines, qui sont celles qui habitent l'âme d'un peuple, celles qui traversent les générations. Nous, Canadiens français, assumons notre histoire, notre identité collective. Copions l'ardeur de la gauche. Ne cédon rien. Ne

lâchons pas. Penchons notre regard avec amour sur les pages de notre épopée nationale où palpite l'âme chevaleresque de nos ancêtres. C'est alors que nos yeux mouillés s'empliront de rêves et d'espérances pour la patrie.

CONCLUSION

Né au début des années 1980, je ne vécus pas les atrocités des deux Grandes guerres ni les tensions engendrées par la Guerre Froide. Une fois l'Allemagne libérée du communisme, cette idéologie resta dissimulée dans quelques coins isolés du monde. L'Occident vivait son heure de gloire. Une période de calme où il semblait faire bon vivre. Il y eut, c'est vrai, des événements marquants : le 11 septembre 2001, les attentats parisiens, des catastrophes naturelles. Notre société continuait malgré tout sa routine journalière. Nous sentions quelque peu les choses bouger, mais notre nonchalance minimisa ces bouleversements. Les changements démographiques, les atteintes à la liberté d'expression, la rectitude politique et la métamorphose de la gauche firent leur entrée dans le nouveau millénaire. Puis le couperet tomba soudainement. Une crise planétaire nous plongea dans une forme de tyrannie qui en surpris plusieurs. Nous avions tous lu ou entendu parler de certains classiques de la littérature du vingtième siècle tels que *Le Meilleur des mondes*, 1984 et *L'Archipel du Goulag* qui nous montrèrent les dessous d'un régime totalitaire. De la fiction terrifiante et un récit authentique qui nous glacèrent le sang mais qui étaient pour nous, peuple occidental, des histoires d'un autre siècle, d'un autre monde, de science-fiction. Ces univers romanesques se comparaient dans notre esprit à une lutte épique sur la planète Mars, à l'album 2112 du groupe Rush, aux pays imaginaires du San Theodoros et de la Bordurie des aventures de Tintin, à la vieille URSS des romans

bondiens d'Ian Fleming, à la vie sous les méchants rois tortionnaires médiévaux. Nous avons la naïveté de croire que nous étions à l'abri de ces régimes tirés de l'extravagance d'auteurs créatifs et des livres d'histoire. La crise covidienne nous révéla le côté sombre de l'Humanité. Plusieurs se dirent peïnés et surtout abasourdis d'avoir les pieds dans le spectre de l'autoritarisme. Dans leurs cauchemars les plus fous, ils ne pensèrent jamais devoir croupir dans une telle ambiance. Chaque époque a ses épreuves, ses défis. Chaque période a sa période de noirceur.

Le coronavirus créa une réaction en chaîne mondiale, de l'Argentine à la France en passant par le Japon et l'Australie. La peur d'un virus modifia nos habitudes. Le confinement et les mesures sanitaires prirent les populations en otage. Certains pays et certaines régions furent plus extrêmes que d'autres. Parmi les pires : la France, la Californie, l'Ontario, la Nouvelle-Zélande, une partie de l'Australie et nous, le Québec. Il y eut des mensonges répétés par les autorités et des médias en manque d'attention. La gauche mondialiste a débarqué à travers ce brouhaha. Tous tentèrent de décrédibiliser les remparts nationalistes qu'étaient Bolsonaro et Trump. Cette orgie diffamatoire, déjà forte à l'aube de la crise, a pris une force tumultueuse. Certains observateurs crurent même à une propagation volontaire du virus pour contrer ces deux politiciens. La situation politique brésilienne et états-unienne a des similitudes étonnantes. À l'intérieur des deux pays résident des états soutenant le Président et d'autres gouvernés par une gauche mondialiste agressive. La gauche brésilienne utilisa les mêmes tactiques douteuses pour tenter de détrôner Bolsonaro que celles déployées par la gauche états-unienne pour se débarrasser de Trump. Un parallèle comportemental d'une gauche acrimonieuse décidée à profiter de la crise. Elle voulut l'intensifier et la reconduire indéfiniment par de la manipulation statistique et un discours de peur. Ces exercices n'ont pas été isolés. Il y eut des lanceurs d'alerte partout de par le monde avec les mêmes constatations, les mêmes désolations. Le traitement éprouvé à l'hydroxychloroquine a été une épine dans le pied des grandes corporations pharmaceutiques qui, avec l'OMS, préparèrent un spectacle à grand déploiement. C'est ce refus catégorique des politiciens et des médias à reconnaître la pertinence de

l'hydroxychloroquine qui a sonné l'alarme de plusieurs sur le pouvoir de l'argent ¹ et sur les manigances covidienne.

La gauche mondialiste a vu dans le coronavirus l'échelle qui allait peut-être la mener au sommet. Elle confronte le nationalisme et pour le vaincre, il lui fallait abattre ses meilleurs joueurs. Une réorganisation mondiale est planifiée depuis longtemps par l'élite. Elle rêve d'un monde global sans frontière. La gauche pour régner, les capitalistes pour avoir le monde comme marché. Détruire l'économie en faisant tomber les petites entreprises pour que les plus gros joueurs les rachètent et s'emparent d'une plus grande part du gâteau, pour s'asseoir sur un pouvoir encore plus grand. Si ce scénario n'est pas le leur, il en a l'apparence.

Les gens laissent les médias subventionnés les corrompre intellectuellement. Ils écoutèrent les Arruda et Anthony Fauci avec admiration. Ils se laissèrent bercer par les paroles de technocrates omsiens. Ils ne se renseignèrent pas, ils ne cherchèrent pas la vérité. Ils ne connaissaient pas l'OMS. Ils n'avaient donc aucune raison de douter d'elle. Mais cette fausse pandémie aura fait naître une génération d'activistes pro-peuple. Ils joignirent pour certains les rangs des nationalistes. Est-ce que cette équipe aura les reins assez solides pour renverser les mondialistes ?

C'est le peuple qui, par son attitude, décide de l'avenir d'une société. Si celui-ci décide de laisser la classe politique manœuvrer sans protestation, la société du futur sera multiculturelle, conflictuelle et anarchique. Elle la dirige dans cette direction. Les médias et le reste des élites gauchistes accompagnent les politiciens dans ce redessinage mondial. Mais le peuple peut aussi revenir en arrière et stopper cette tendance. Il lui suffit de se lever. Une prise de conscience, petite encore, s'est dégagée

¹ Il prouva aussi une fois de plus l'hypocrisie du mouvement antiraciste. En effet, la Dr Stella Immanuel, médecin de race noire qui avait vanté avec d'autres collègues, lors d'un point de presse devant le Sénat états-unien, les bienfaits de l'hydroxychloroquine, fut censurée et insultée par le même groupe qui depuis des mois milite pour le respect et l'égalité de la communauté noire.

de la crise : la mondialisation n'est pas, contrairement à ce que la gauche multiculturaliste affirme, l'incarnation de la perfection. La mondialisation représente une menace pour l'Occident. Elle dénature l'identité culturelle des peuples et fait naître un climat d'affrontements ethnoculturels. Le multiculturalisme canadien entraînera ici aussi cette tempête potentiellement sanguinaire. Un risque de guerre civile en d'autres mots. La mondialisation généralisée est à l'origine de la pandémie. Ceux qui craignaient le plus le virus, et ce malgré la duperie, auront à en prendre note. Ils devront regarder vers le mondialisme s'ils espèrent ne plus revivre une telle pandémie.

La crise aura laissé des traces. Elle a fait de l'Occident une terre où les droits et libertés se sont évanouis – pendant la crise mais aussi une fois la poussière retombée et la routine de retour. Les autorités réussirent à confiner et restreindre sévèrement une population occidentale qui semblait même en redemander. Les populations se complaisaient à des exigences arbitraires et contradictoires. Cette impression de facilité autoritaire laissa un goût amer et fit grimacer bien des gens. Une docilité inquiétante, une page sombre dans l'histoire de notre société contemporaine. Devant une telle apathie populaire, la concrétisation d'une éventuelle société orwellienne est plus que probable. Le confinement excessif, nouvelle forme de prison, n'avait rien de bien reluisant. Il a affaibli notre système immunitaire et a été pratiqué à l'opposé des normes habituellement prescrites pour la grippe. De crise épidémiologique et médicale, elle est rapidement devenue politique et capitaliste. Des dirigeants profitèrent de la panique générale pour redorer leur image ou se refaire une virginité politique. Un électoralisme dégoûtant les poussait à mater une population confuse et anxieuse. Le confinement a fait gagner des votes. La population a accepté des mesures sanitaires pénibles qui décimèrent l'économie. Des sacrifices inévitables et des mesures aux limites du raisonnable qui évoluèrent en symboles d'oppression et en muselières humaines. Des Québécois en chômage forcé ou des entreprises en sérieuses difficultés espéraient un retour à la normale ou à un retour au gros bon sens. Ils ne se rebellaient pas. Ils ne remettaient pas en doute les autorités. Ils cherchaient par contre à retrouver de la dignité

et à sortir de la misère. Parfois à comprendre le drame lamentable que nous vivions. D'autres personnes, elles mélancoliques, étaient en quête de sourires, de positivisme, de bonnes nouvelles. Les commentateurs les plus chevronnés les traitèrent malgré tout d'insouciantes, de criminels, d'égoïstes. Et que dire des discours orduriers qu'ils réservaient aux libres-penseurs ? Les politiciens et les médias nous tabassèrent de menaces, de grands titres affolants et affligeants, d'articles provocateurs. Nos élites voulurent poursuivre ce climat de terreur et de tristesse. Elles ne brandissaient que la face cachée de la lune sans faire voir ce qui allait bien ailleurs dans le monde.

Des artistes aux belles dents blanches insistèrent sur l'importance du confinement et du respect des règles. Ils regardaient au loin le petit chèque qui les attendait et soufflaient le nuage de vertu qu'il allait répandre. Des personnalités publiques moralisatrices qui dans des publicités, des entrevues ou sur les réseaux sociaux, récitèrent le crédo du « rester chez soi », elles qui habitent pour la plupart dans de belles grandes maisons lumineuses, des condos luxueux ou des coins champêtres et bucoliques et qui eurent comme terrain de jeux un jardin, des fleurs, une piscine et une cour arrière aux dimensions royales. Le citoyen moyen sans emploi qui est pris à la gorge, contraint de vivre sobrement dans un appartement étroit d'un quartier ouvrier malpropre, malfamé et surpeuplé n'avait pas, lui, cette chance d'appartenir à l'élite. Dans des quartiers parfois troubles et multiculturels qui ne respectaient pas les consignes de la santé publique. Ou certains secteurs d'une ville regroupant des migrants illégaux récemment débarqués de Roxham. Des professionnels de la santé impliqués de près dans la crise ont été un jour parmi ces immigrants traversés illégalement. Les Québécois ont en effet remarqué la présence soutenue d'infirmières et de préposés d'origine haïtienne et étrangère. Leurs efforts exceptionnels en ont ému plusieurs. Avec raison. Les médias traditionnels n'ont pas lésiné sur le nombre de reportages complaisants aux accents héroïques. Que sans eux nous étions fichus. Nous ne pouvons nier leur rôle formidable. Ils arrivèrent généralement avec de bonnes intentions. Ils ne venaient pas chez nous pour profiter des largesses de notre social-démocratie, mais leurs premiers pas sur le

sol canadien auront été criminels. Si leurs actions covidienues étaient admirables, nous ne pouvons passer sous silence leur entrée fracassante au pays. Leur accorder la citoyenneté canadienne ou les régulariser légitimerait leur geste initial. Quel message terrible serait celui qui attesterait qu'il ne suffit que de contourner les règles pour venir vivre au Canada; que le processus légal est inutile; que les frontières sont invisibles. L'immigration massive, légale ou non, vient changer notre visage démographique. Si le Québec n'accueillait annuellement qu'un nombre restreint d'immigrants, ceux-ci n'auraient d'autre option que de s'intégrer à nous; comme ceux qui arrivèrent ici avant l'ère du multiculturalisme. Rapidement, ils deviendraient nos frères et sœurs d'armes. L'immigration de masse ne les incite pas à le faire puisqu'ils iront grossir des ghettos qui ne se préoccupent guère des soucis nationaux québécois. Ils veulent agrandir leur diaspora pour y vivre entre eux, dans leurs mœurs et coutumes. En dépit de l'excellence de leur travail, ces professionnels de la santé étrangers ne répondront positivement aux appels élémentaires du nationalisme québécois que de temps à autre. Ils ne s'imbiberont jamais vraiment de notre histoire. Ils n'ont pas ce sang canadien-français qui coule à travers les veines des descendants de nos bâtisseurs.

Ces immigrants ont souvent une vision mondialiste de la société. Ils importent leur ethnicité et leur culture. Plusieurs de ces travailleurs, si méritants soient-ils, pénétrèrent au Québec illégalement. Les héritiers des colons de la Nouvelle-France perdent peu à peu leurs places et voient leurs dirigeants se rendre complices de cette transformation. Les politiciens agissent cavalièrement et ne possèdent plus cet esprit patriotique qui a toujours, malgré les époques, malgré les gouvernements, sévi chez nous. Leur objectif est le multiculturalisme. Le Québec d'hier est jeté aux poubelles. Le Québec d'aujourd'hui et de demain sera métissé, sans fidélité patriotique. Notre rapport avec l'immigration changera peut-être avec cette crise. Notre économie souffrira longtemps des bêtises de nos décideurs. Dans la relance nous devons privilégier le talent local, ces hommes et femmes décidés à reprendre le Québec en main, à travailler pour la patrie. Le Québec francophone est accueillant et acceptera encore volontiers une certaine dose d'immigration, si celle-ci respecte

nos traditions et notre culture; si elle ne devient pas un fardeau pour l'État. La plupart d'entre nous admettront l'utilité de l'État que s'il remplit ses promesses constitutionnelles, démocratiques, sociales et juridiques. L'apparence de justice nous a régulièrement plongé dans l'amertume et la colère. L'apparence d'injustice est tout aussi condamnable. La crise covidienne ne manqua pas de moments chocs : les choix arbitraires pour le confinement et le déconfinement, les migrants qui continuaient d'entrer en notre pays alors que nos libertés s'envolaient, les reproches du gouvernement adressés à la population et aux manifestants « complotistes » alors qu'il éprouva de la sympathie pour les participants des manifestations violentes en soutien (parlons plutôt d'un prétexte pour faire de la casse) à la cause antiraciste. Le fait de sermonner ou non les gens à propos des règles sanitaires dépendait du public cible. L'exemple type de la gauche qui peut agir à sa guise. Des politiciens scandalisés par le nationalisme mais bienveillants pour la gauche régressive. Ils ne craindront pas une classe moyenne trop occupée à gagner sa vie et mettront des gants blancs devant une gauche puissante et organisée.

La crise aura réveillé à un certain moment l'instinct de survie naturel à chaque être humain – sa santé personnelle et celle de sa famille importaient par-dessus tout. Pourquoi ne pas se préoccuper aussi de celle de sa propre nation qui se meurt ? Le gouvernement québécois, notre État, le seul à l'accent français en Amérique, celui qui avait comme mission fondamentale de veiller sur le bien-être, la pérennité et l'épanouissement de la race canadienne-française, échoua misérablement. Pire encore, il nous a été infidèle. Il a laissé les mondialistes prendre possession des plus hautes sphères de la société et de la fonction publique pour qu'ils puissent en faire leur joujou idéologique. Le gouvernement a remis les clés du Québec au capitalisme sauvage. Les grands financiers puis la gauche installèrent la terreur covidienne. Le peuple québécois est, contrairement à sa réputation, travaillant et préoccupé par son avenir. Chacun de nous peinait de voir la souffrance dans les yeux dans ses compatriotes. Nous espérions le meilleur pour nos voisins. Arruda avait la confiance des gens. Legault aussi.

Legault ne s'est pas comporté en chef d'État. Il n'a jamais rassuré son peuple. Il ne lui a jamais démontré de l'affection, de l'estime. Nous le savions peu démonstratif. Mais à ce point ? Sa froideur est à l'opposé du patriotisme énergique d'un Trump qui se drapa passionnément du Star-Spangled Banner. Cette crise se conclura au Québec de la même manière que l'échec de ces nombreuses commissions d'enquête qui ont exposé un système brisé et débauché et la présence d'apparatchiks dépravés, sans réussir à changer quoi que ce soit ni à incriminer la canaille et les bandits. Des autorités qui rôtiroient en enfer pour leur imposture covidienne mais qui n'auront en aucun cas ici-bas la corde au cou. Un réveil qui aura été brutal pour qui observait pour la première fois les ratés de notre chef-d'œuvre socialiste et qui ne put trouver de coupables.

La classe dominante n'avoue pas ses torts et continue à se croire invincible et à abuser le peuple. Elle pense posséder la vérité. Le peuple tarde à réagir mais une bande de patriotes résiste. Cette bande prospère plus les mensonges élitiques apparaissent au grand jour. Elle apprend à neutraliser les attaques et à déjouer les tartuferies d'une clique mondialiste auteure par idéalisme de crises. Cette clique a été responsable du faux mouvement antiraciste et de la manœuvre covidienne. Elle encouragera discrètement, pour faire la sale besogne, des groupes anarchistes comme les Antifas et Black Lives Matter, des groupes violents qui allèrent jusqu'au lynchage de blancs. Elle agira aussi publiquement par des discours mielleux à la Justin Trudeau inspirés par la rectitude politique et le gngnangnan multiculturaliste habituel. « Mon cœur est avec eux » dira-t-elle après un attentat terroriste islamiste, « Merci à nos anges gardiens » phrase insipide qu'elle réitérera en guise de remerciements à ceux et celles qui luttaient contre un coronavirus pourtant sans gravité et qui les plaçaient sur un pied d'égalité avec les soldats de la Seconde Guerre mondiale. Pourquoi les glorifier à ce point ? Soigner des malades ne fait-il pas partie de leur travail ?

Le libre-penseur s'interroge beaucoup. Pendant la crise, s'il réclamait la défense de nos droits et libertés, pour lui aujourd'hui mais aussi pour les enfants et les petits-enfants de demain, il devenait l'idiot du village ou

un égoïste irresponsable. Lorsque le Président Bush envoya des troupes militaires en Irak en 2003, ils étaient nombreux à douter du motif réel de cette invasion armée. Ces gens étaient-ils alors perçus comme des complotistes ? Le doute cartésien est signe de discernement et de maturité. C'est par l'exercice de nos droits et de notre curiosité intellectuelle que chacun d'entre nous apprendra à se méfier du gouvernement, des politiciens et des autres bien-pensants. Qu'il ne faut plus que s'en remettre aux messages diffusés par les autorités et leurs acolytes journalistiques. Les médias traditionnels ne colportent bien souvent que des mensonges et de la superficialité. Ils ne permettent plus les idées qui sortent du récit officiel. Si les récalcitrants à la pensée unique et les amoureux de la liberté d'expression et du nationalisme québécois veulent gagner, ils devront se mobiliser et chercher une plateforme neutre pour diffuser leurs idées. Nous évoluons dans une société du savoir. La technologie redessine nos habitudes constamment. Le Web a transformé notre manière de nous documenter et de nous exprimer. Les sources d'information se sont donc multipliées. La droite nationaliste doit les utiliser comme le firent de nombreux lanceurs d'alerte.

Les médias indépendants accordent une vitrine extraordinaire à tous. Leur popularité explose. Des citoyens sortent de leur torpeur, de leur noirceur et entraînent dans leur sillage amis, voisins, collègues. Ce fut le cas pour ces gens qui, terrassés par la peur, se rangèrent d'abord derrière les décideurs et qui par l'influence de certains ou simplement par l'énormité des mesures sanitaires, se mirent à réfléchir et à douter. Sans croire à une série de complots finement organisés, ils comprirent l'absurdité du discours : le gouvernement Legault prétendit agir sévèrement pour soulager l'engorgement des soins intensifs, pour ne pas avoir à choisir qui soigner, que le Québec n'était en pause que pour deux ou trois semaines, qu'il fallait aplatir la courbe; la courbe aplatie et le virus disparu ou presque, les mesures s'amplifièrent et le masque devint obligatoire; nous devons nous battre, semble-t-il, jusqu'il n'y ait plus aucun cas. Une improvisation mixte ayant pour thème l'imposition du vaccin ? Cette soi-disant théorie du complot qui impliquerait l'industrie pharmaceutique, les gouvernements et un vaccin, se rapproche pourtant de la véri-

té. Si l'appât du gain s'avère évident, il faut aussi comprendre qu'un désir de contrôle absolu guide nos gouvernants. Ils pratiquent une forme de terrorisme intellectuel. Ils veulent maintenir la population dans une hypnose collective, dans une paranoïa hygiénique extrême. Ils souhaitent que les mesures sanitaires provoquent une fatigue mentale qui pousseront les gens à accepter sans rouspéter un vaccin devenu libérateur. Le vaccin pourrait aussi être instrumentalisé comme outil de chantage; nos gouvernants pourraient par exemple interdire l'accès aux banques, aux épiceries, aux restaurants, aux aéroports, etc. à ceux n'ayant pas été vaccinés. C'est ce qui explique probablement l'intransigeance sanitaire des politiciens malgré la disparition presque complète du virus. Les décideurs ne veulent pas que limiter la propagation du virus, ils veulent l'éradiquer complètement. Et seul un vaccin, à leurs yeux, y parviendrait.

Mais le risque zéro est impossible. Si les compagnies d'assurance optaient pour ce raisonnement, il n'y aurait plus de contrat ni même d'industrie de l'assurance. Les actuaires évaluent le risque, trouvent un équilibre et calculent la prime en fonction de la probabilité d'un sinistre. Le gouvernement québécois semblait avoir perdu tout sens logique et s'égarra dans le défaitisme et l'obscurantisme. Vivre, ça vient avec un risque de se blesser ou de mourir à tout moment. Ainsi va la vie. Nous sommes à une époque d'hypersensibilité. S'il est normal d'avoir des émotions, que celles-ci peuvent allumer une étincelle amoureuse, politique ou patriotique et guider nos instincts, elles ne doivent pas faire ombrage à notre jugement et à notre pensée critique. Une telle pensée permet de formuler des opinions éclairées qui intègrent nos valeurs personnelles et nos émotions. Les politiciens et les médias ont su manipuler avec le coronavirus l'aspect émotif des gens. Une population ébahie par les mots savants d'un Arruda et le paternalisme de Legault.

Nous avons le choix : nous débarrasser de ces élites liées à une gauche mondialiste régressive ou périr. Périr ? Oui, le Québec, le Canada, la France, l'Occident. Une civilisation à la croisée des chemins tout comme le fut jadis l'Empire romain. Une invasion barbare venue du multiculturalisme et du totalitarisme gauchiste. Notre destin civilisationnel sera-t-il

similaire à celui de la Rome antique ? Un Occident voué à la soumission. Par le communisme ? Par la version réelle de Big Brother ? Par l'islam ? Car si la gauche déconstruit notre monde pour le reconstruire à sa manière, l'islam pourrait se glisser, profiter de cette table-rase et éliminer l'idiote utile gauchiste. Le chaos profite à la gauche mais aussi à l'islam. Par leur constitution, les États-Unis seront probablement partiellement épargnés par cet absolutisme. Leurs citoyens ne se soumettront jamais à quiconque. Par contre les tensions raciales s'accroîtront et généreront une longue, mais là, très longue, guerre civile. Un Occident calme mais soumis ? Les États-Unis dans une tempête perpétuelle mais libre ? Qui aura le meilleur avenir ? Cette vision de l'avenir, plutôt pessimiste je l'admets, arrivera possiblement. D'ici 10, 20, 30, 50, 100 ans ? Que faire pour modifier cette tendance, cette pulsion malheureuse ? Pour changer le cours de l'histoire ? Il faut s'émerveiller devant sa patrie et ses racines. Redoubler d'ardeur et de dynamisme dans ses efforts nationalistes. Renouveler sa fierté en tant que peuple.

Un peuple québécois soudé et uni à émouvoir nos bâtisseurs et ancêtres qui de là-haut nous regardent tendrement.

C'est une bouteille lancée à la mer pour que sur le rivage, un jeune homme de race canadienne-française tende la main, la saisisse et y lise ces quelques mots : « Aime ta patrie et prend en bien soin. »

ÉPILOGUE

Hommage au peuple canadien-français pour sa résilience!

Hommage à nos bâtisseurs pour leur courage et leur dévouement!

Hommage à ces milliers de patriotes et nationalistes québécois à
travers les siècles!

Hommage à Ludger Duvernay, Louis-Joseph Papineau, Arthur Buies,
Honoré Mercier, Lionel Groulx, Maurice Duplessis, Félix Leclerc, Daniel
Johnson père, René Lévesque et aux autres défenseurs de notre patrie!

Hommage au fleurdelisé et au drapeau de Carillon!

Hommage aux libres-penseurs et aux amoureux de la liberté
d'expression et de la démocratie!

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	9
INTRODUCTION.....	13
CHAPITRE PREMIER : DE LA MERDE EN DIFFUSION CONTINUE.....	18
CHAPITRE DEUXIÈME : D'UNE CRISE RÉELLE À UN JEU POLITIQUE DES MENSONGES À LA TONNE.....	35
CHAPITRE TROISIÈME : LES CONSÉQUENCES DE LA CRISETTE COVIDIENNE.....	70
CHAPITRE QUATRIÈME : NOTRE QUÉBEC.....	96
CONCLUSION.....	128
ÉPILOGUE.....	141

COVID-1984

COMMENT UNE CRISE MONDIALE LIBERTICIDE FRACTIONNA LE QUÉBEC

Un essai peut avoir plusieurs objectifs. Mais il précise avant toute chose une pensée, une vision philosophique. Par ce bouquin, l'auteur ne souhaite pas nécessairement s'attaquer à une idéologie précise; d'être contre le multiculturalisme, contre la gauche, contre l'immigration, contre ni même l'islam. Il ne s'agit pas non plus de combattre un dogme pour le simple plaisir de le faire. Sa priorité, et probablement celle de bien des gens, débute par un amour de la patrie. Le Québec. Réveiller l'instinct nationaliste caché dans le cœur et l'âme d'un peuple unique et tenace.

Le multiculturalisme menace le Québec. C'est son principal ennemi. Les élites nous imposent cette doctrine de force. Il y a un biais évident. Cet essai tente de montrer comment la gauche est parvenue à profiter d'une crise sanitaire dessinée d'abord par le capitalisme sauvage.

Depuis des décennies, les gouvernements occidentaux embrassent les pieds de l'Arabie saoudite pour une question d'argent et de pétrole. Ils agissent de la même manière avec la Chine communiste, les cartels bancaires et les grandes entreprises pharmaceutiques. Les gouvernements n'ont plus aucune morale.

En dérision, pendant la crise covidienne, plusieurs cherchèrent le qualificatif juste pour définir le tandem Legault et Arruda. Leur imagination était fertile : illuminés, dictateurs, tyrans, salopards, crapules, pourritures, etc. Vous pourrez après la lecture de cet essai jouer à cette surenchère lexicale.



Collaborateur au magazine *Le Harfang* et auteur de *L'Occident dans la soupe chaude*, Sylvain Gauthier est passionné par la politique et l'histoire. Au gré des années, il est devenu un ardent patriote québécois et un critique sévère du multiculturalisme.

ISBN 9782981675422



9 782981 675422



90000 >